

SOMMAIRE

Avant propos.....	1
Liste des acronymes	2
Introduction générale.....	4
PREMIERE PARTIE : présentation de la zone d'étude	23
CHAPITRE I : La commune de Khombole dans la région de Thiès	25
CHAPITRE II : Les potentialités socio-économiques	30
DEUXIEME PARTIE : La gestion des affaires locales et les conditions mises en œuvre pour une bonne politique locale	51
CHAPITRE I : Place des élus locaux	53
CHAPITRE II : Les conditions mises en œuvre pour une bonne politique de développement local.....	67
TROISIEME PARTIE : Identification des acteurs en jeu et leurs réalisations dans le développement économique local	81
CHAPITRE I : Les acteurs en jeux dans le développement économique local.....	82
CHAPITRE II : Etude de cas de quelques projets de développement	92
CONCLUSION GENERALE	104

AVANT PROPOS

Il est un devoir à tout étudiant du département de géographie de la Faculté des Lettres et Sciences Humaines (FLSH), en année de maîtrise (fin du second cycle), de présenter un mémoire soutenu devant un jury constitué de professeurs du département de géographie. C'est dans cette lancée que nous avons choisi le thème de la décentralisation et du développement local dans la commune de khombole.

Le choix et l'intérêt portés à ce sujet résident dans les enjeux du développement économique local dans un contexte marqué par les politiques de la décentralisation menées par l'Etat du Sénégal depuis les indépendances. Elles traduisent entre autre la volonté de l'Etat à lutter contre la pauvreté et à réduire les inégalités de développement régional héritées de la colonisation.

Ainsi, la pauvreté accrue, la précarité de l'emploi et la détérioration du cadre de vie poussent l'Etat sénégalais à mettre en œuvre des réformes administratives rapprochant l'administration de ses administrés. Ces orientations de l'Etat semblent être satisfaites car, il a transféré un certain nombre de compétences à ses collectivités locales. Il accorde la libre administration à ces dernières par la mobilisation des ressources endogènes pour une prise en compte du développement. Ce développement constitue un projet par lequel les acteurs tissent des relations de partenariat. La décentralisation consiste donc à responsabiliser davantage les acteurs locaux. Cette responsabilisation a comme objectif principal d'asseoir les bases du développement local durable. La participation des acteurs locaux dans la mise en œuvre des politiques de développement devient ainsi un impératif car ils sont les mieux imprégnés des réalités de leur localité. Chaque acteur a un rôle à jouer. Et ce mémoire va dans le sens d'apporter un minimum d'éclaircissement du rôle que chaque acteur joue dans le processus du développement.

Toutefois, ce mémoire ne peut pas se passer de critiques scientifiques car il n'est pas un document parfait.

TABLEAU DES ACCRONYMES

ARD	Agence Régionale de Développement
AGETIP	Agence d'Exécution des Travaux Publics
ANSD	Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie
APE	Association des Parents d'Elèves
AOF	Afrique Occidentale Française
ASC	Association Sportive et Culturelle
CCDE	Comité Communal de Développement Economique
CIEL	Centre d'Insertion d'Education et de Loisir
CLAC	Centre de Loisir et d'Animation Culturelle
CNCA	Caisse Nationale de Crédit Agricole
CNCR	Conseil National de Coopération des Ruraux
CSE	Centre de Suivi Ecologique
DEL	Développement Economique Local
ENCR	Ecole Nationale des Cadres Ruraux
ENDSS	Ecole Nationale de Développement Sanitaire et Social
FASTEF	Faculté des Sciences et Techniques de l'Education et de la Formation
FENU	Fonds d'Equipeement des Nations Unies
FSCM	Fédération des Sociétés Coopératives Mutuelles du Sénégal
GERAD	Groupe d'Etude de Recherche et d'Appui au Développement
GIE	Groupement d'Intérêt Economique
GPF	Groupement de Promotion Féminine
MAEU	Micro Activité Economique Urbaine
NTIC	Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication

ONG	Organisation Non Gouvernementale
OCB	Organisation Communautaire de Base
PADELU PAM-SEN	Programme d'Appui au Développement Local Urbain Programme Alimentaire Mondial-Sénégal
PTF	Partenaire Technique et Financier
RGPH	Recensement Général de la Population et de l'Habitat
SDE	Sénégalaise Des Eaux
SENELEC	Société Nationale d'Electrification
SNCS	Société Nationale des Chemins de fers du Sénégal

INTRODUCTION GENERALE

Les inégalités de développement économique ont laissé apparaître autant d'expressions : pays développés, pays en développement, pays sous développés pour désigner les pays de notre planète. Ces expressions ont le même dénominateur commun, le développement mais aussi le souci d'améliorer leurs conditions de vie.¹

Pour sortir de leur situation de précarité, les pays les plus pauvres ont mis en place des politiques d'aménagements pour réduire les écarts de développement régionaux.

Entré en Afrique à la faveur des objectifs d'exploitation émanant des pays coloniaux, l'aménagement se développe en liaison avec les objectifs productivistes exprimés en vue de corriger les écarts de développement. « L'aménagement du territoire correspond à l'ensemble des actions et mesures d'organisation et d'utilisation ayant pour but l'optimisation de la mise en valeur de l'espace d'un pays ou d'une région »². Ainsi les pays africains depuis leur accession à l'indépendance ont mis en place des politiques de décentralisation permettant à tous les acteurs de participer au développement économique et social du pays.

Le Sénégal n'est pas en reste car il a initié depuis son accession à la souveraineté internationale, une politique de décentralisation. Cette politique a abouti à des réformes successives entamées depuis 1972 et qui connaîtra un tournant décisif en 1996 avec la régionalisation qui se poursuit jusqu'à nos jours. Cette régionalisation peut-être qualifiée selon DOLL Fus comme : « Un acte politique en vue de meilleur développement »³.

La région qui n'était qu'une circonscription administrative a été érigée en collectivité locale. La décentralisation propose le transfert d'un certain nombre de compétences aux collectivités locales de l'Etat que sont la région, la commune et la communauté rurale. Ces compétences touchent neuf domaines que sont : la santé, l'éducation, l'aménagement du territoire, l'urbanisme, l'habitat, la jeunesse et les sports, la culture l'environnement, la planification, les impôts et domaine.

Avec la décentralisation perçue comme un transfert de certains pouvoirs de l'autorité centrale à d'autres personnes morales administratives, le développement et la démocratie se délocalisent, ils cessent d'être l'affaire seulement de l'Etat et des parties politiques pour

¹ DRAME, C : « Gestion de la commune de Sédhiou : l'ensemble des acteurs du développement » ; mémoire de maîtrise, université de Dakar, 2008.

²ETONQUE,R,M ;ROCHE,H ;MAOUAFO,D :Dictionnaire des termes géographiques contemporains,2002,343p

³ Doll Fus, cité par Amadou Diop in : Ville et aménagement du territoire au Sénégal, thèse d'Etat présentée en 2003-2004,404pages

devenir l'affaire des populations, des citoyens. « Ce mode de développement est appelé développement territorial ou endogène. Il suppose une participation, une mise en valeur de toutes les ressources locales tant sur le plan des forces humaines que des potentialités économiques naturelles, à l'initiative des acteurs locaux ».

Le droit et le devoir de participer vont désormais se nourrir du droit et du devoir de veille sur la gestion des affaires de la localité.

« Les collectivités locales ont pour mission la conception, la programmation et la mise en œuvre des actions de développement économique, éducative, sociale et culturelle d'intérêts régionaux »⁴.

Cette nouvelle organisation administrative permet de faire participer les populations locales à la prise de décisions et à la gestion de leurs affaires. En d'autres termes c'est permettre à la population des collectivités locales de se familiariser avec les institutions démocratiques et participer aussi au développement local.

Le développement local qui selon une assertion partagée, est considéré comme une démarche assez volontariste d'une multitude d'acteurs intervenant sur un territoire de taille humaine pour envisager un avenir meilleur.

Aujourd'hui, l'expérience a montré qu'en raison de la multiplicité des acteurs impliqués, le développement local ne peut réussir que s'il s'appuie sur un travail de partenariat. C'est dire que le partenariat reste un instrument incontournable pour le développement. Dans cette perspective, les élus locaux attachent beaucoup d'importance à ce nouveau créneau de partenariat dans la recherche de solutions pour un développement économique local.⁵

Dans leurs efforts pour répondre aux besoins et préoccupations des populations, les collectivités locales éprouvent d'énormes difficultés pour la réalisation de ces projets locaux de développement. Face aux moyens techniques et financiers insuffisants pouvant permettre à ces collectivités locales de prendre correctement en charge les besoins des populations dans le domaine des compétences transférées, certaines communes se sont lancées dans le développement local en y impliquant tous les acteurs.

⁴ Article 3 code des collectivités locales

⁵ Fall, (M) : « Portée contributives et limites des acteurs dans le développement économique local : cas de la commune de Saint Louis, mémoire de fin d'étude à l'ENEA, 2010-2011, p1à5.

C'est dans ce contexte que la nécessité s'est fait sentir à Khombole de mettre en synergie toutes les catégories d'acteurs : Etat, acteurs publics, privé, société civile, partenaires au développement, ONG. Mais malgré cette dynamique participative, la commune de Khombole reste économiquement pauvre et sous équipée. L'incidence de cette pauvreté se traduit entre autre par la faiblesse des revenus des ménages, le sous emploi et le chômage notamment des jeunes et des femmes.

Ainsi le plan de notre étude s'articule comme suit :

- Au niveau de la première partie nous allons présenter la zone d'étude en montrant les potentialités naturelles, sociales et économiques de la commune de Khombole.
- La deuxième partie est orientée vers la gestion des affaires locales et les conditions mises en œuvre pour une bonne politique de développement local. Ce qui nous permettra de parler des difficultés de l'institution municipale, de l'organisation, des suggestions, des recommandations, du fonctionnement de la commune et de l'évolution du budget.
- Et enfin la troisième partie est réservée à l'identification des différents acteurs intervenant dans la commune et les réalisations qu'ils ont eues à effectuer.

1. PROBLEMATIQUE

1.1 Contexte

Depuis l'accession du Sénégal à la souveraineté internationale, l'accent est mis sur l'organisation des territoires, la politique d'équipements ruraux et sur l'élaboration de projets de développement.

Toutefois, l'expérience a montré que les stratégies de réduction des écarts régionaux n'entraînent pas forcément une amélioration du bien être et de la qualité de vie des populations. Par conséquent, une nouvelle vision du développement allait s'imposer et aura des répercussions sur le développement territorial orienté vers la prise en compte de la dimension endogène. Ces réformes intervenues dans l'organisation administrative ont cherché à rapprocher l'administration de ces administrés par la décentralisation des services.

L'Etat du Sénégal va ainsi rompre de façon progressive avec ces anciennes pratiques centralisatrices pour tourner vers l'expression des dynamiques locales c'est-à-dire mettre en place une politique plus adaptée ou « caractérisée par l'esprit de dialogue et d'ouverture »(...). Cette politique de décentralisation, qui doit promouvoir le développement économique, social et culturel est fondée sur la participation responsable des populations dans les deux phases les plus essentielles du développement : la conception et la mise en œuvre.⁶

Après de multiples expériences menées, le développement local, appliqué dans un contexte de décentralisation est, aujourd'hui la stratégie ou le mode le plus adapté pour enfin arriver à bout des aspirations des populations les plus démunies.⁷

Cette stratégie de développement apparaît comme une alternative dans tous les territoires qui tardent d'être mis en valeur pour ainsi constituer une réponse efficace à la pauvreté grâce à l'exploitation rationnelle des ressources endogènes. Le développement local devient ainsi un choix de type et de démarche de développement.

Dans cette optique le développement local est perçu comme un processus de diversification et d'enrichissement des activités économiques et sociales sur un territoire à partir de la mobilisation et de la coordination des ressources et des énergies. Il sera donc le

⁶ Mar, P L : « Décentralisation et développement local : étude de cas de la commune de Foundiounne », mémoire de maîtrise, Université de Dakar, 2007-2008.

⁷ Sow, M : « Acteurs locaux et développement décentralisé participatif dans la commune de Fatick » mémoire de maîtrise, Université de Dakar, 2007.

produit des efforts de la population. Il permet la mise en place d'un projet de développement intégrant les composantes économiques, sociales et culturelles. Il fera d'un espace de contiguïté un espace de solidarité active.

Aujourd'hui, pour Simon Pierre Nguimbock : « Faire face au défi du 21^{ème} siècle suppose pour toute l'humanité, un renouvellement profond de la gouvernance. Ce renouvellement de la gouvernance s'impose à tous les niveaux, du local au mondial ».⁸

C'est au niveau local que l'on puisse tisser des relations et définir des modalités de développement.

Cette nouvelle stratégie de développement par le bas facilite le développement équilibré du territoire grâce à l'implication des acteurs locaux tels que : les élus locaux, les associations professionnelles et les partenaires au développement.

Cela va se traduire entre autre par une véritable politique de décentralisation à travers différentes réformes intervenues aussi bien sur le plan administratif que sur le plan territorial et dont la plus récente est celle du 22 mars 1996. Elle semble parachevée l'organisation de la décentralisation en reconnaissant la région, la commune et la communauté rurale comme étant les collectivités locales de la République avec un statut de personne morale de droit public et juridique dotée de l'autonomie financière.

Ces réformes administratives et territoriales n'ont que l'aboutissement d'un long processus dont les premiers jalons ont été posés bien avant les indépendances. Les lois 60-23 et 60-24 du 1^{er} février 1960 poursuivent le processus de décentralisation en le limitant aux quatre communes urbaines (Dakar, Rufisque, Saint Louis, Gorée) avant d'être élargie aux zones rurales. Ce processus de décentralisation semble jusque là d'une progression très lente en étant toujours proche du centre.

En 1972, la deuxième loi sur la décentralisation est intervenue avec la loi 72-25 du 19 avril 1972. Pour la première fois des communautés rurales ont été créées et dont la gestion est confiée au Sous-préfet. Ainsi le développement local semble pousser des tentacules dans le monde rural. L'adoption de la loi du 08 octobre 1990 modifie le code de l'administration et supprime les communes à statut spécial. Une autre loi 90-37 de la même année retire la gestion des communautés rurales des mains du Sous-préfet et le remet aux présidents des

⁸ Nguimbobock, S, P : « Introduction générale au management des territoires, notre vision du 21^{ème} siècle, 202p

communautés rurales. Toujours dans une perspective de parachèvement, l'adoption de la loi du 22 mars 1996 portant code des collectivités locales a une mutation profonde du processus de décentralisation territorial du Sénégal. Cette loi responsabilise davantage les populations locales dans la gestion de leur collectivité et les place au cœur des enjeux politiques nationaux.

La création de 320 communes rurales et l'accélération du processus de communalisation dans les années 80-90 et enfin la régionalisation qui se poursuit de nos jours avec l'érection des collectivités de Kédougou, de Kaffrine et de Sédhiou en région en 2008 et la création depuis 1996 de 43 communes d'arrondissement dans la région de Dakar justifient la volonté de l'Etat sénégalais à promouvoir la décentralisation.⁹

Ainsi, pensant qu'une prise de décisions moins centralisée permet aux populations de mieux prendre en charge le développement de leur localité, l'Etat central cède une partie de ces prérogatives en transférant aux collectivités locales des compétences générales dans leur développement économique et social. Ces compétences touchent neuf domaines que sont :

- La gestion et l'utilisation du domaine privé de l'Etat, du domaine public et du domaine national ;
- L'environnement et la gestion des ressources naturelles ;
- La santé, la population et l'action sociale ;
- La jeunesse, les sports et les loisirs ;
- La culture ;
- L'éducation ;
- La planification ;
- L'aménagement du territoire ;
- L'urbanisme et l'habitat.

Ces compétences sont désormais à la charge des élus locaux. Ces derniers en collaboration avec des partenaires étrangers doivent assurer une bonne marche des compétences transférées. « Dans les conditions prévues par le présent code, les collectivités

⁹ Recueil de texte de la décentralisation, février 1997, République du Sénégal.

locales peuvent dans le cadre de leurs compétences propres, entreprendre des actions de coopération qui donnent lieu à des conventions avec des collectivités locales des pays étrangers ou des organisations internationales publiques ou privées de développement ».¹⁰

1.2. JUSTIFICATION

Situé à 27 kilomètres de la région de Thiès, la commune de Khombole, comme toutes les collectivités locales du Sénégal a pu bénéficier d'un transfert de compétences. La commune n'échappe pas donc à ces politiques décentralisatrices à la fois économiques et sociales.

Khombole est, depuis quelques décennies, soumise à une administration de proximité confiée au conseil communal. Cette localité regroupe plusieurs quartiers et, à l'instar des autres communes du Sénégal, est confrontée à de nombreux problèmes. Parmi lesquels, on peut noter l'insuffisance des infrastructures, le manque de moyens adéquats pour tirer le maximum de profit.

C'est dans ce contexte d'extension de la pauvreté que les élus locaux dans le cadre des compétences transférées doivent chercher des solutions pour sortir les populations de la pauvreté. Grâce à des expériences tirées des leçons du passé et de l'histoire de leur localité, les populations khomboloises ont décidé de prendre en main le développement de leur commune en participant activement aux prises de décisions communautaires. De telles initiatives que nous assimilons à des actes citoyens ont été portées par des jeunes leaders communautaires. « (...) Le développement local est une suite réitérée d'initiative ... ».¹¹ Cette prise de conscience de la part des khombolois offre des opportunités qui leurs permettront d'entamer un saut vers le développement à travers la création de plusieurs associations de base.

Pour assurer son développement, la commune de khombole a bénéficié de nombreux projets de développement en cours ou déjà réalisés et l'intervention de nombreux ONG et de partenaires au développement. Parmi ces projets déjà réalisés, on citer :

¹⁰ Article 17, code des collectivités locales.

¹¹ GUESNIER, B. : Développement local et décentralisation, Paris, Edition Régionale Européennes, 1986.

- Le projet hydro-agricole, financé à hauteur de 250 millions de FCFA, par des partenaires étrangers.¹²
- Le projet de restructuration de la voirie urbaine.
- Le projet de réfection des écoles I et II.
- La construction de plateaux sportifs financée par la PADELU.¹³

A cela, s'ajoutent les réalisations faites par le CLUB UNESCO de Gui Naw Rail, les ASC, les GIE et les GPF qui concourent tous pour le développement de la commune de khombole disposant également des atouts naturels et géographiques favorables.

Ainsi les acteurs locaux du développement doivent-ils saisir toutes ses opportunités pour assurer aux populations des services publics de qualité et de satisfaire la demande sociale en matière d'éducation de santé et un meilleur cadre de vie. Pour cela, une série de question se pose sur la décentralisation et ses objectifs :

- La population khomboloise est-elle impliquée dans l'administration de leur localité ?
- La population note-t-elle une amélioration depuis l'avènement de la décentralisation ?
- Les acteurs locaux jouent-ils leurs rôles pour favoriser le développement local ?
- La décentralisation considérée comme une administration de proximité est-elle une réalité à khombole ?

1.3. Objectifs de l'étude

Le thème de la décentralisation et du développement local que nous avons choisi vise principalement un objectif général et des objectifs spécifiques.

¹² PIC (Plan d'Investissement Communale) de khombole

¹³ PIC

1.3.1. Objectif général

L'objectif général de cette étude est de montrer l'impact de la décentralisation sur la population de la commune de khombole et les stratégies mises en œuvre pour promouvoir un développement local participatif.

1.3.2. Objectifs spécifiques

- Identifier les différentes potentialités humaines, économiques et financières qui constituent les bases du développement de la commune ;
- Analyser le cadre institutionnel et les conditions mises en œuvre pour une bonne politique de développement local ;
- Etudier les projets de développement qui sont en cours ou déjà réalisés dans la commune et dresser leur bilan.

1.4. Hypothèses de recherche

- La commune de khombole dispose d'énormes ressources dont les populations locales seraient les premières bénéficiaires ;
- Il n'y a pas de politique de mises en œuvre de ces ressources ;
- La diversité des acteurs comporte des risques car les rapports de forces entre acteurs au développement peuvent perturber toutes initiatives entreprises.

2. Discussion des concepts

Il ne s'agit pas de faire des définitions substantielles, mais juste de faire une clarification de certains concepts dans le but de donner une acception que ces termes vont revêtir dans notre étude. C'est dans ce contexte qu'Emile Durkheim nous fait savoir : « La première démarche du chercheur doit être de définir les choses dont il traite afin qu'il sache bien de quoi il est question ». ¹⁴

Cela nous permet de cibler quelques concepts dont leurs définitions semblent à notre niveau fondamental dans l'élaboration de cette étude. Il s'agit de la « décentralisation » ; « développement et développement local » ; « bonne gouvernance » et « acteurs

¹⁴ DURKHEIM, E. : Les règles de la méthode sociologique, Paris, PUF, 1986, p141-144.

La décentralisation

Tout au long des années 1990 jusqu'aux années 2000, la décentralisation est reconnue dans beaucoup de pays d'Afrique comme un élément clés souvent associé à la bonne gouvernance. Selon Jacques Habib Sy, la décentralisation est entendue ici comme un transfert de pouvoir de décision et de gestion étatique centrale à des organes autonomes d'un espace étatique donné.¹⁵

Mais en parlant de décentralisation, et des modalités de sa mise en œuvre, des différences apparaissent dans les montages institutionnels et politiques. Selon des études de cas menées sur la décentralisation en Afrique, Le Fonds d'Equipement des Nations Unies(FENU) a retenu trois types de décentralisations :

- Un modèle fédéral qui prévoit la cohabitation de neuf états régionaux basés sur les ethnies et deux zones autonomes avec un gouvernement fédéral. Certains des états régionaux sont plus vastes que plusieurs pays africains. C'est le cas de l'Ethiopie.

Ces Etats régionaux ont le droit de faire sécession de la fédération d'Ethiopie et de jouir de pouvoirs plus larges car les responsabilités du gouvernement fédéral sont limitées aux fonctions inter-état telles : la défense, la politique monétaire, les affaires étatiques.

- Un modèle « Anglo-africain », c'est le cas de l'Ouganda, caractérisé par des structures locales disposant certes d'une grande autonomie mais néanmoins hiérarchisées avec des entités plus vastes ayant des responsabilités importantes et une autorité sur la prestation de service public.
- Un modèle « franco-africain », des collectivités locales ou territoriales selon les pays qui jouissent de droit d'auto-administration consacrée par la constitution : le cas du Sénégal. Dans ce modèle, le gouvernement central continue d'exercer des pouvoirs substantiels aussi bien en matière de prestation de services que d'autorité sur les collectivités territoriales même si dans les textes, la tutelle est supprimée.¹⁶

¹⁵ SY, J, H. : Finance politique, décentralisation et transparence budgétaire, aide transparence, 2005, 628p.

¹⁶ Niang, D : thèse de doctorat : Gouvernance local, maîtrise d'ouvrages communaux et stratégies de développement local au Sénégal : l'expérience de la ville de Saint Louis, 2007, pp 18-10.

Quel que soit le modèle de décentralisation mis en œuvre, inspiré par des considérations politiques, historiques, coutumières ou idéologiques, on pourrait retenir le postulat selon lequel la décentralisation ne peut être considérée comme un simple modèle d'organisation administrative, mais comme un cadre pour développer la démocratie locale qui à son tour devient le principal moyen de promouvoir la gouvernance locale. La décentralisation possède le potentiel d'induire des changements institutionnels bénéfiques pour les collectivités locales et les populations en leur rendant plus autonome dans les prises de décisions.

Par ailleurs, l'expérience a prouvé que la décentralisation est un processus nettement plus complexe et plus long que le simple fait de mettre en place des institutions locales. Elle implique d'abord des gestions relatives à la forme et à la restructuration de l'administration centrale et locale. Selon Jacques Coll « La décentralisation, plus particulièrement la municipalisation, peut apparaître plus comme un concept, qu'une notion offrant des perspectives opérationnelles, répondant à des objectifs d'équité et de cohésion sociale ».¹⁷

Les principaux enjeux des pays qui ont adoptés la décentralisation comme système politique de gestion locale des affaires publiques, sont axés notamment sur la participation civique, la participation à l'élaboration du budget municipal, l'information locale et la responsabilité des acteurs.

Certains arguments ont été avancés pour appuyer la décentralisation qui pourrait améliorer l'efficacité, l'affectation des moyens et favorise une meilleure allocation des ressources selon la demande de chaque localité. Il est à noter que les collectivités locales nées du processus de la décentralisation, sont plus proches des populations, celle-ci seraient informées des actions entreprises, ce qui est susceptible d'accroître la légitimité des élus.

De ce fait, la décentralisation peut améliorer les conditions de vie des couches les plus diminuées. Elle permet également aux collectivités de contrôler la perception des recettes, la planification, les dépenses et les prestations de services. La décentralisation constitue ainsi un élément incontournable pour le développement car elle présente beaucoup d'intérêts. Selon Mamadou Goita « La décentralisation est considérée comme le fruit d'une démocratisation de l'administration, qui confère à chaque citoyen une part de responsabilité et de liberté dans la

¹⁷ COLL, J. L. : Les services urbains liés à l'environnement, entre mondialisation et participation, regard croisé Sénégal Maroc, Act du colloque international (UNESCO 5-7 mai 2004) pp190-194.

gestion des affaires locales ».¹⁸ De ce point de vue, la décentralisation participe au renforcement de la démocratie. L'enjeu du développement fait de la collectivité locale décentralisée un espace de développement ou peuvent se construire des politiques de développement.

Le développement

Depuis la loi du 22 mars 1996, la région, la commune et la communauté rurale sont reconnues comme étant les collectivités locales de l'Etat.¹⁹ Elles sont confiées à des conseils communaux chargés de gérer les ressources locales pour développer la commune.

Que recouvre le concept de développement quand nous parlons de décentralisation ? D'une manière générale, le développement a été décrit comme une succession d'étapes qui diffèrent soit par la forme d'organisation (familiale, urbaine ou nationale) de la production et des échanges, soit par la nature des secteurs prédominants (primaire, secondaire, tertiaire) soit par le rythme de croissance, de l'investissement et de l'accumulation du capital. Ces étapes sont les suivantes : transition, décollage, maturité, consommation de masse.

Ce terme de développement est polysémique, elle recouvre plusieurs sens. Selon Brunet : « En géographie comme en économie, le développement(...) a pris le sens de stade supérieur de la croissance atteint quand le programme a été accompli, quand l'équilibre stable et harmonieux a été atteint... » .

Le développement local

Ce terme suscite l'idée de proximité propre à un lieu, c'est un développement par le bas. Le développement local consiste donc pour une région ou une communauté de compter d'abord sur leurs propres forces et de mobiliser toutes les sources pour un développement durable.

Le développement est un objectif principal que la décentralisation dans ses différentes phases a toujours assigné aux collectivités locales.

Le développement local est passé à l'état de conception à la réalité, et est presque effectif dans les espaces urbains africains. Le développement doit prôner une démarche qui

¹⁸ GOITA, M, « Jeux de pouvoirs entre les différents acteurs de la décentralisation en Afrique de l'Ouest » in COLL, J, L (eds) op CIT, 2005, pp113-115.

¹⁹ Code des collectivités locales.

résulte de plusieurs constats, notamment celui de la nécessité d'un partage des responsabilités entre les acteurs pour le bien de toutes les parties prenantes au développement local. Selon Annick OSMONT « Une grande effervescence se traduit par la mise en œuvre d'actions de développement local, ou par l'appui apporté à des initiatives inspirées par des nouveaux souvent qualifiés de populaires ».²⁰

Ce développement par le bas n'est donc faisable que par la participation active des acteurs locaux financés et soutenus par des partenaires étrangers.

Dans ce cas les populations locales doivent être impérativement impliquées dans le développement de leur localité. Les autorités locales doivent aider les populations et deviennent des acteurs à part entière pour le développement.

Ainsi pour Greffe : « Le développement local est un processus de diversification et d'enrichissement des activités économiques et sociales sur un territoire à partir de la mobilisation et de la coopération de ces ressources et de ces énergies ».²¹

Pour qu'il y ait développement, il faut que les élus locaux fassent une bonne gestion des ressources disponibles d'où le terme de « bonne gouvernance ».

Bonne gouvernance

La bonne gouvernance pouvant être définie de manière générale comme l'exercice de l'autorité politique, économique, administrative dans la gestion à tous les niveaux de développement. Sous ce rapport, on peut se demander si les collectivités, notamment africaines sont en mesure de promouvoir le développement local en raison de leurs faibles capacités actuelles qui constituent une contrainte majeure au moment où elles sont appelées à assurer des responsabilités. Pour remédier à cet état de fait, Richard Stren nous fait savoir que la décentralisation, établie comme une politique significative, l'attention doit être dirigée vers des processus d'administration et de gestion qui constitue l'essentielle du nouveau rôle de la municipalité.²²

Elle permet la bonne marche des activités de développement entreprises par les acteurs. Elle est une politique multisectorielle élaborée et mise en œuvre par les différents acteurs qui

²⁰ OSMONT, A. « La Banque Mondiale et les villes. Du développement à l'ajustement », Paris, Kartala, 1995.

²¹ GREFFE, X. cité par GUESNIER, B, in développement local et décentralisation, Paris Edition Régionale Européenne, 1986, 278p

²² STREN, R, 1993, « Urban management » in COLL « Développement assistance », pp125-138.

participent au développement local. Ces derniers peuvent être des acteurs publics, privés communautaires qui vont se regrouper en associations et définissent des projets allant dans le sens de développer leur localité.

La « bonne gouvernance » met en jeu tous les acteurs intervenant dans la prise en charge des populations locales de même que l'amélioration de leur condition de vie. Il faut une gestion transparente et sans discrimination prenant en compte toutes les couches sociales existantes.

« Le conseil communal règle par ses délibérations les affaires de la commune. Il doit assurer à l'ensemble de la population, sans discrimination, les meilleures conditions de vie. Il intervient plus particulièrement dans le domaine de la planification et de la programmation du développement local ».²³

Une suspicion a été exprimée à l'égard du concept de bonne gouvernance, car selon certains elle a été initiée par des agences de coopération internationale comme la Banque Mondiale qui a encouragé son utilisation. C'est dans ce contexte qu'OSMONT affirme : « La gouvernance est un concept imposé de l'extérieur par la Banque Mondiale à la fin des années 1980, pour répondre aux exigences imposées par les politiques d'ajustement ».

Les acteurs

« Un acteur signifie celui qui agit qui peut être considéré comme le conducteur, le meneur. Dans un espace géographique on peut avoir une multitude d'acteurs dont les principaux sont : l'individu, le groupe, l'entreprise, la collectivité, l'Etat ».²⁴

Dans le vocable générique des acteurs locaux, sont regroupés plusieurs types d'acteurs dont chacun a des attributs qui sont en interaction permanent. On distingue :

- Les élus locaux : ils sont chargés de la gestion des affaires administratives et financières. Il s'agit du conseil municipal dont son rôle principal est de trouver des fonds nécessaires pour la réalisation de projets allant dans le sens du développement communautaire.

²³ Titre III, article 88, code des collectivités locales.

²⁴ Dictionnaire critique : les mots de la géographie.

Depuis l'avènement de la décentralisation, de nombreuses compétences ont été transférées au conseil communal dans le but d'une meilleure gestion des ressources locales. Il doit administrer l'ensemble de la population, lui assurer de meilleures conditions de vie. Il doit assurer et mettre en application au niveau local les fonctions de l'Etat à travers une politique participative de la société civile. L'Etat est là en tant qu'observateur, mais c'est le conseil municipal qui est chargé d'administrer et d'aménager le territoire.

- La population locale : elle est incontournable pour le développement local. Elle forme des GIE, des ASC, des GPF et des associations qui constituent les premiers acteurs du développement. Elle définit des projets de développement qui seront financés par des partenaires au développement.
- Les partenaires au développement : ils sont le plus souvent des étrangers, des privés. Ils apportent aide et assistance.

3. Méthodologie

Pour bien mener ce travail de recherche et atteindre les objectifs visés, nous adoptons une démarche méthodologique qui consiste à sérier en deux étapes notre travail d'investigation. Nous avons dans un premier temps fait une recherche documentaire et ensuite des enquêtes sur le terrain.

3.1. La recherche documentaire

Elle nous permet de faire recours aux pertinents et énormes travaux qui concernent notre thème d'étude. Cela nous a amené à la visite de certains centres de documentation, répartis entre les institutions universitaires, les organismes de recherches, les cabinets d'études et les services tels que :

- La bibliothèque universitaire de Dakar
- La bibliothèque de l'IFAN (Institut Fondamental d'Afrique Noire)
- La bibliothèque de la FASTEF
- Le Centre de Suivi écologique(CSE)
- L'Agence National de la Statistique et de la Démographie(ANSD)
- Le Groupe d'Etude de Recherche et d'Appui au Développement(GERAD)
- Les journaux de la place
- Les magazines nationaux et internationaux

- Les documents administratifs de la commune de khombole

Ces visites ont été poursuivies sur le terrain, à travers des services locaux comme le centre social, le CLAC.

3.2. Le travail de terrain

Le travail de terrain consiste à mener des enquêtes au niveau de la société civile, des partenaires au développement et des élus locaux.

L'enquête est à la fois qualitative et quantitative. Pour l'enquête qualitative, l'instrument utilisé est le guide d'entretien et le questionnaire pour l'enquête quantitative.

Toujours dans le but d'atteindre les objectifs qu'on s'est fixés, la collecte des données sera effectuée par le biais de guides d'entretiens destinés aux :

- Décideurs politiques, économiques et religieux ;
- Agents des services déconcentrés de l'Etat ;
- Partenaires au développement
- Organisations financières intervenants dans la commune ;
- Opérateurs économiques
- OCB

Nous allons effectuer une enquête quantitative, c'est-à-dire sous forme de questionnaire au niveau des ménages.

3.3. Echantillonnage

3.3.1 Taille de l'échantillon

Dans la commune de khombole nous avons 1064 ménages pour une population de 10972 habitants au RGPH de 2002.²⁵ Cette population est répartie entre quatre principaux quartiers dont chacun constitue un regroupement de différents sous-quartiers de la commune.

²⁵ Recensement général de la population et de l'habitat : Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie.

Procédant à l'administration du questionnaire, nous décidons d'interroger 150 ménages pour l'ensemble de la commune. Pour qu'il y ait une proportionnalité au niveau des ménages enquêtés dans chaque quartier, nous avons cherché la fréquence de chaque quartier que nous avons multiplié par 150, comme l'indique la formule suivante :

$$(\text{Effectif partiel}/\text{effectif total}) \times 150$$

Ce qui correspond aux résultats suivants :

Tableau1 : répartition des ménages par quartier

Quartiers	Nombre de ménages	Nombre de ménages enquêtés
Keur macodou	365	51
Hanéne	269	38
Ngadiole	313	46
Ngaye	117	15
Total	1064	150

Source : enquête 2010

3.3.2. Technique d'enquête

En ce qui concerne l'enquête quantitative, effectuée au niveau des chefs de ménage, nous avons utilisé l'échantillonnage de représentativité spatiale. Cette méthode consiste à entrer dans une maison, enquêter un seul chef de ménage et sauter trois à quatre maisons pour que toutes les couches sociales de khombole puissent être prise en compte par notre échantillon.

Cette enquête au niveau des ménages nous a permis de collecter des données importantes ayant trait au vécu des populations khomboloises.

3.4. Le traitement des données

Le traitement des données recueillies durant l'enquête sur le terrain s'est fait sous forme de tableaux, de graphiques et de cartes. Nous avons aussi utilisé des logiciels comme Excel et Sphinx pour l'élaboration des questionnaires et Word pour le texte. Pour ce qui est de la rédaction du document, elle est effectuée au même rythme que le recueil et le traitement de l'information. Ce qui nous a permis d'éviter certaines marges d'erreurs et de pouvoir confectionner un document qui reflète la réalité du terrain.

3.5. Les difficultés rencontrées

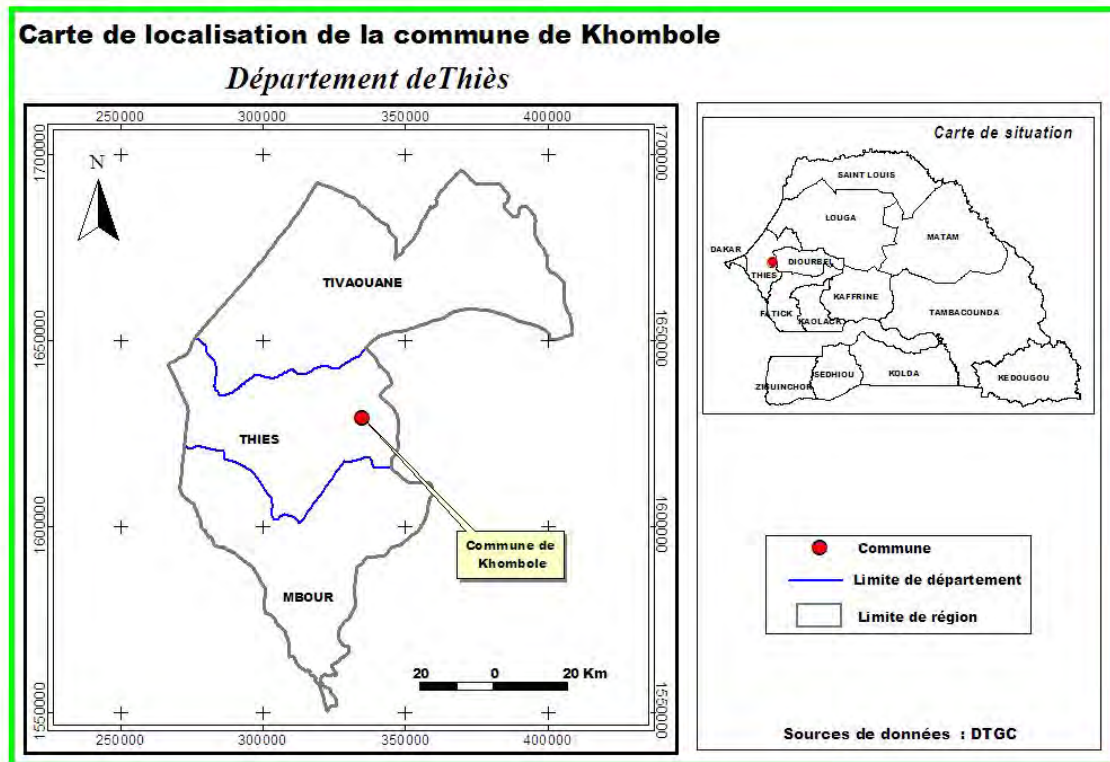
Au cours de cette étude, nous avons eu a rencontré un certain nombre de difficultés

- L'indisponibilité de certains acteurs nous a poussé à travailler avec eux jusqu'à très tard les nuits.
- La perte de temps énorme causée par les difficultés d'accès et à la vétusté des documents administratifs de la mairie.
- La réticence de certains acteurs quand il s'agit de donner des informations chiffrées.
- Le refus de certaines personnes à faire l'entretien avec nous car elles pensent que nous sommes des politiciens ou des agents secrets.

PREMIERE PARTIE :

Présentation de la zone d'étude

Carte n°1 : la localisation de la commune



Source : Direction Technique Générale de la Cartographie : localisation de la commune de Khombole dans la région de Thiès.

CHAPITRE I : LA COMMUNE DE KHOMBOLE DANS LA REGION DE THIES

I. Présentation de la commune

1. Situation

Localisée dans la région de Thiès, la commune de khombole se trouve entièrement dans la frange sud du bassin arachidier. Elle se situe à 27km de la commune de Thiès et à environ 98km de celle de Dakar auxquelles, elle est reliée par la route nationale n°3 et l'axe ferroviaire reliant Dakar à Diourbel. Localisée entre 14°40 de latitude Nord et 12°26 de longitude Ouest, khombole est depuis 1908 une escale ferroviaire et un point de commercialisation de l'arachide polarisant les villages satellites comme Ngoundiane et Touba Toul. Elle est aussi une localité pas relativement enclavée qui communique aisément avec les autres parties du pays.

Selon le Recensement Général de la Population et de l'Habitat(RGPH) de 2002, khombole à une population de 10 972 habitants. Si on fait des prévisions en se référant aux taux d'accroissement naturel du Sénégal, la population de la commune est estimée à 14 540 habitants en l'an 2010 pour une superficie de 286 hectares. Cette population est aujourd'hui répartie dans un ensemble de quatre grands quartiers : Keur macodou au Nord-est, ngandiole à l'Ouest, Hanéne au Sud et Ngaye au Sud-est et deux sous quartiers : Guinaw rail et Ndiayéne gouye. Les densités de population les plus fortes sont enregistrées au niveau des quartiers de hanéne, de keur macodou et de guinaw rail avec respectivement 55 habitants/kilomètre carré à hanéne, 46 habitants/kilomètre carré à Keur macodou et à Guinaw rail.²⁶

²⁶ Ndao, S « Evolution des connaissances pratiques et couverture dans les zones d'intervention du projet tuberculose-malaria de l'ONG Plan à khombole, Nioro et Louga », thèse n°68, UCAD,2007.

2. Limite

Khombole est située dans le domaine agricole de l'ancien bassin arachidier. Elle est limitée à l'Ouest et au Sud- Ouest par la communauté rurale de Ngoundiane, à l'Est et au Sud-est par la communauté rurale de ndiayène sirakh, au Nord et au Nord-Ouest par la communauté rurale de Thiénaba et de Touba Toul.

II. Historique et cadre physique

1. Historique

La rareté des sources écrites rend difficile la reconstitution de l'histoire de la commune de khombole et l'élaboration de la chronologie des événements. Les seules informations disponibles sont recueillies au niveau des sources orales. Le nom est selon certains, celui de l'arbre à palabre. Sa fondation remonte au XVIIème siècle. Les habitations étaient dispersées et Kodaly Gning fut le premier habitant sérère. Le mythe fondateur du village, véhiculé par la tradition orale déclare que : « Un homme à cheval arriva une nuit sous une forte pluie et demanda l'hospitalité devant la demeure de Kodaly Gning ». L'étranger dénommé Mao Bathie Fall fut un descendant de la famille royale du Cayor. Il était de passage pour aller aux lieux de cultes des grands féticheurs de Nding-Leer, situés à trois kilomètres au Sud-est.

Plusieurs années passaient, Mao Bathie Fall devient Damel du Cayor, il revient à Ndiagane pour honorer Kodaly Gning en reconnaissance de l'hospitalité que la dame lui avait accordé lors de son passage à Khombole.²⁷

Cependant, son essor tenait de la création de sa gare ferroviaire qui en fit une zone de collecte et de distribution des produits arachidiers.

Le 28 avril 1908, la gare ferroviaire de khombole fut inaugurée par Mendy La Croix. Il était directeur des colonies, coiffé par Merlau Ponty, gouverneur général de l'AOF. Depuis cette date, Khombole joue un rôle primordial dans l'histoire coloniale et surtout durant cette période de traite de l'arachide.

Grace à sa position de carrefour qu'elle occupe entre les royaumes du Cayor et du Baol, Khombole devient une escale chargée de collecter et d'acheminer les produits arachidiers vers la gare de Dakar. La dynamique économique qui accompagna l'arrivée des rails, attira des

²⁷ Entretien avec Cheikh Anta Seye, chargé de l'animation à la mairie.

populations qui viennent s'installer dans la zone. Elles créèrent ainsi dans les différents villages un mélange d'ethnies avec une majorité de Wolofs et Sérères. A ces ethnies s'ajoutent, les Libano-syriens.²⁸

Après le lotissement de 1909, plusieurs autorités s'installent à khombole au niveau de l'actuelle gare qui se trouve aujourd'hui dans le quartier de Guinaw Rail. Toutefois, il y'avait une grande rupture entre les habitations des blancs et ceux des noirs du fait des rumeurs des blancs disant que les noirs sont des porteurs de maladies.

En 1912, Omar Gueye Hann est devenu le chef de village sous l'autorité coloniale. En 1918, le village est transformé en ville et le 25 septembre 1925, Khombole est devenue une commune sous l'autorité du commandant de cercle de Thiès. Le premier dispensaire de la commune de Khombole est occupé par des Chrétiens avec à leur tête un médecin. La première mosquée est créée par El Hadji Momar Sarr dont sa famille demeure toujours à khombole.

A partir des années 1930, Khombole est gérée par des délégations spéciales désignées par l'autorité coloniale.

Le 07 Aout 1957, El Hadji Babacar Sarr fut élu comme premier maire de la commune.

Le 06 juin 1958, Fiacre Coly fut nommé maire et son règne est considéré comme étant la période la plus faste de l'histoire de la commune de Khombole. Durant son mandat beaucoup de plan allant dans le sens du développement ont été mis en place. Les premiers lampadaires pour l'éclairage public datent de son règne et la traite de l'arachide était prospère.²⁹

2. Cadre physique

2.1. Le climat

La zone de khombole se situe à environ 14°40 de l'altitude Nord et 17°40 de longitude Ouest. Le climat est de type sahélo-soudanaise influencé par les alizés tel que l'harmattan qui balance les vents chauds et secs de l'Est qui caractérisent la saison sèche. Les vents humides de l'Ouest sont liés à la mousson en saison humide. Les températures moyennes varient entre 24 et 25°C de novembre à avril et 30 à 32°C entre mars et octobre. La durée d'insolation est de 09heures par jour.

²⁸ CAMARA, F.

²⁹ Entretien avec Cheikh Anta Seye, chargé de l'animation à la municipalité.

La commune de khombole est caractérisée par deux saisons. Une saison sèche qui s'étale sur environ 09 mois d'octobre à juin et une saison pluvieuse qui dure trois à quatre mois de juillet à octobre.

Khombole est placée dans la partie intermédiaire des zones climatiques du Sénégal. C'est-à-dire elle est située entre la zone côtière et la partie continentale. Elle a une pluviométrie de 600mm environ, répartie en 35 jours de pluies alors que la nappe phréatique varie à une profondeur comprise entre 15 et 20 mètres. A cela s'ajoute un bas fond très profond qui a occasionné la construction d'un château d'eau qui ne tarit pas. La localité est à dominante agricole comme toutes les autres régions du pays.

2.2. Les sols

Les sols de la commune sont en majorité des sols dior. Il s'agit des sols profonds, grossiers, bien structurés avec une teneur très faible en matière organique. Ils sont facilement érodés par le vent. Ils sont lessivés, ferrugineux, sablonneux et profonds très aptes à la culture du mil, du maïs, du niébé et de l'arachide. Ces sols couvrent presque tout le territoire communal et occupent la majeure partie des terres cultivables. A côté de ces sols dior, se trouvent des sols deck, riches en matière organique et propices à la culture maraîchère. Ces sols sont pour l'essentiel présents au Sud-est de la commune et représentent un faible pourcentage des terres cultivables de la commune.

2.3. La faune et la flore

La végétation est moins dense et tend à se dégrader comme la majeure partie des localités de l'intérieur du pays. La végétation est caractérisée par :

- la savane arborée, dégradée parsemée de peuple mono sphérique d'Acacia seyal, de baobab et d'un parc de kad ;
- la savane arbustive(Nger), présente dans toutes les parties de la commune.

Le fromager est l'arbre caractéristique du paysage de khombole, il a été implanté par le colonisateur. Cela a été décrit par Ousmane Socé Diop à travers ses mots : « La première

étape eut lieu à khombole, une petite ville coloniale, rues droites bordées de fromagers feuillis qui filtraient la lumière du soleil éclatante »³⁰

L 'avancée du désert a fait qu'aujourd'hui certaines plantes sont devenues rares. Les autorités locales de Khombole ont voulu à travers le projet hydro-agricole, régénérer la végétation. L'arboriculture devait être relancée avec le projet hydro-agricole dans le but de maintenir les et d'introduire de nouvelles espèces dans la commune.

La faune, quant à elle, peut être regroupée en deux classes :

- La faune à poils, constituée de petits ruminants et de rongeurs ;
- La faune aviaire, représentée par les oiseaux.

Rares sont les reptiles, du fait de la destruction de la forêt

³⁰ DIOP, O, S : Karim, nouvelle Edition Africaine, Paris, 1984, p122.

CHAPITRE II : LES POTENTIALITES SOCIO-ECONOMIQUES

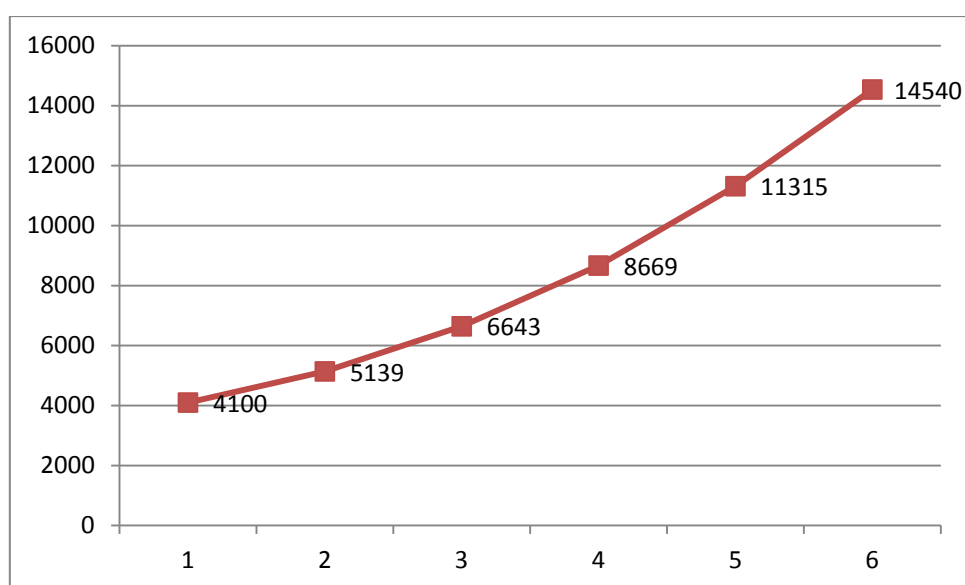
I. les aspects démographiques

Selon les statistiques, la population de la commune de Khombole est estimée à 4 100 habitants en 1960. Depuis cette date, la population ne cesse d'augmenter jusqu'à atteindre en 2010, un effectif de 14 540 habitants selon les prévisions.

1. Evolution de la population de 1960 à 2010

Depuis 1960, la population de la commune de khombole évolue à un rythme très rapide comme l'indique le tableau suivant

Graphique 1 : évolution de la population de 1960 à 2010



Courbe d'évolution de la population khomboloise de 1960 à 2010

(1 correspond à 1960 ; 2 à 1970 ; 3 à 1980 ; 4 à 1990 ; 5 à 2000 ; 6 à 2010)

Le taux d'accroissement de la population du Sénégal est de 2,3 en 1960.³¹ Partant de ce taux d'accroissement qui évolue au fur et à mesure, nous avons calculé l'évolution de la population de la commune de khombole. D'après cette prévision, Khombole compte en 2010 une population de 14 540 habitants, répartis sur l'espace communal

³¹ ANSD

2. La population active

Dans la commune de khombole, la population est estimée à 14 540 habitants. La population active, âgée de 14 à 55ans représente une proportion de 46% de la population totale, soit un effectif de 6 688 habitants. Cette population active est composée en majorité de femmes avec 53% de l'effectif. A l'instar de la population sénégalaise, la population Khomboloise compte un faible pourcentage de vieux âgés 65 ans et plus. Le taux d'activité est réparti ainsi :

- Secteur primaire 89% des actifs
- Commerce 5% des actifs
- Artisanat 3% des actifs
- Administration 3% des actifs

L'agriculture reste l'activité dominante. Elle avait perdu son lustre d'entant depuis les sécheresses répétées des années 70. Mais aujourd'hui, elle retrouve son souffle petit à petit avec la reprise de la pluviométrie des dernières années.

3. La répartition de la population par quartier

Tableau 2 : répartition de la population par quartier

QUARTIERS	Hanéne	Keur macodou	Ngandiol	Ngaye
EFFECTIFS	4527	4823	3549	1641

Source : enquête 2010

Graphique2 : répartition de la population par quartier

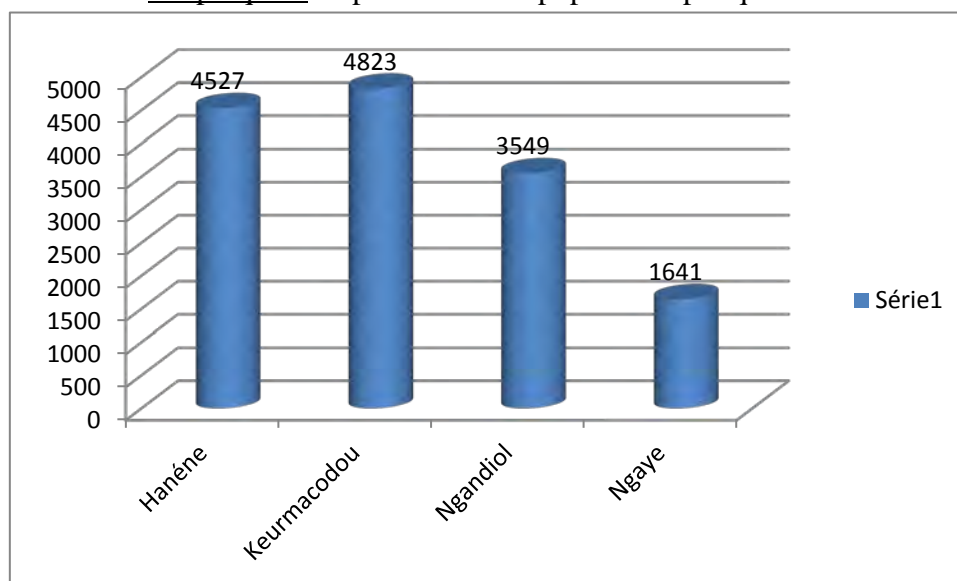
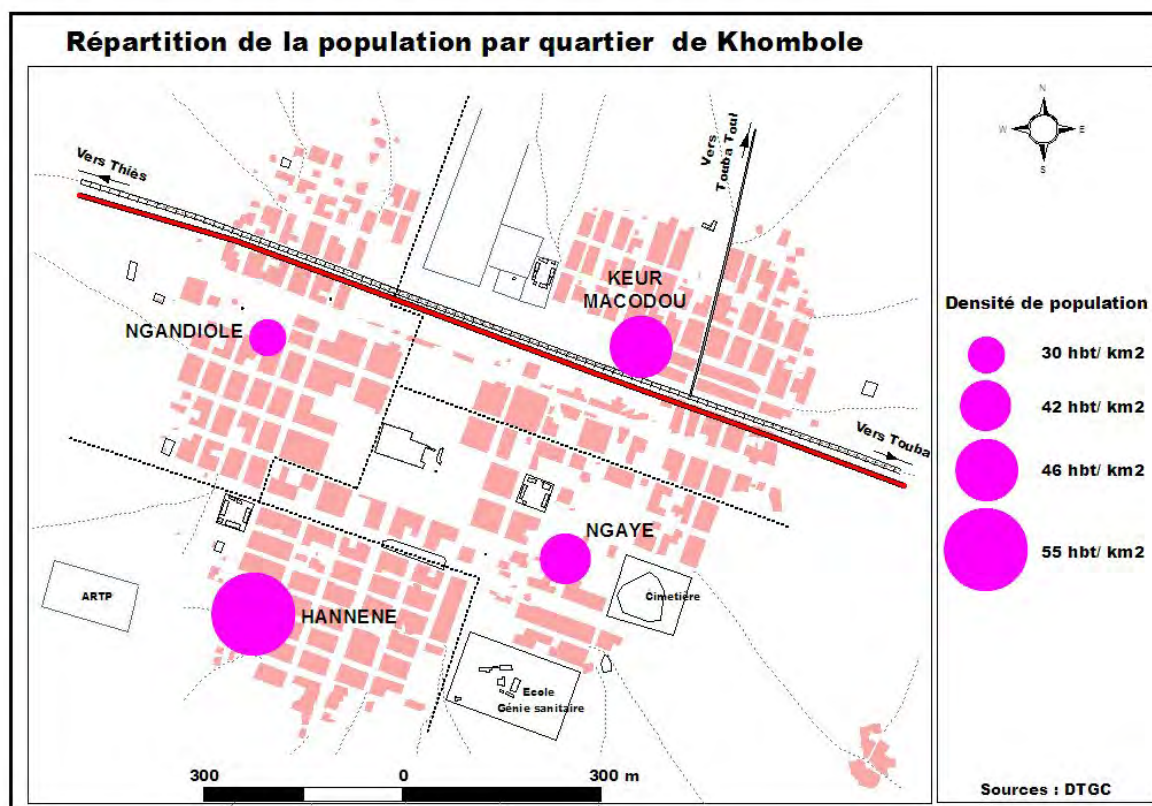


Diagramme en barres de la répartition de la population par quartier

Le quartier de keur macodou enregistre le plus grand effectif car il regroupe les deux sous-quartiers de Keur macodou et de Guinaw rail, les plus peuplés de la commune. A cela s'ajoute le fait que ces deux quartiers sont plus vastes avec plus de 37% de la superficie totale de la commune. Ce quartier regroupe en son sein deux écoles élémentaires, un lycée en construction, le stade municipal et les deux districts sanitaires. Toutes ces infrastructures font que ce quartier est très convoité par la population khomboloise. Ngaye dispose d'un potentiel économique mais du fait de son extension relativement faible (9% seulement de la superficie habitable de la commune), abrite le plus faible effectif de la population de la commune.

Carte n°2 : La répartition de la population par quartier



4. La répartition de l'espace habitable

Tableau 3 : Superficie des quartiers

QUARTIERS	SUPERFICIE (ha)	POUCENTAGES
Hanéne	71	25%
Keur macodou	92	32%
Ngandiol	98	34%
Ngaye	25	9%
Total	286	100%

Source : monographie de la commune

En ce qui concerne l'espace habité, Ngandiol et Keur macodou sont les plus vastes avec respectivement 34% et 32% de la superficie totale de la commune. Ils sont suivis de Hanéne 25% et Ngaye vient en dernière position avec 9%. La population de la commune est répartie sur cet espace avec des densités inégalement réparties comme l'indique le tableau suivant.

Tableau 4: La densité de la population

QUARTIERS	DENSITES hbt/ha
Hanéne	55
Keur macodou	46
Ngandiol	30
Ngaye	42

Source : monographie de la commune de khombole

Les densités les plus fortes sont enregistrées au niveau des quartiers de Hanéne et de Keur macodou avec respectivement 55 hts/ha et 46 hts/ha. La faible densité au niveau de Ngandiol est la résultante de plusieurs facteurs. Ce quartier est confronté à un manque notoire d'infrastructures. Il ne dispose ni d'établissements sanitaires, ni scolaires et les routes bitumées sont presque inexistantes. La pression démographique est relativement importante au niveau de Ngaye, malgré la faiblesse de sa population.

Graphique 3 : répartition de la population par ethnie

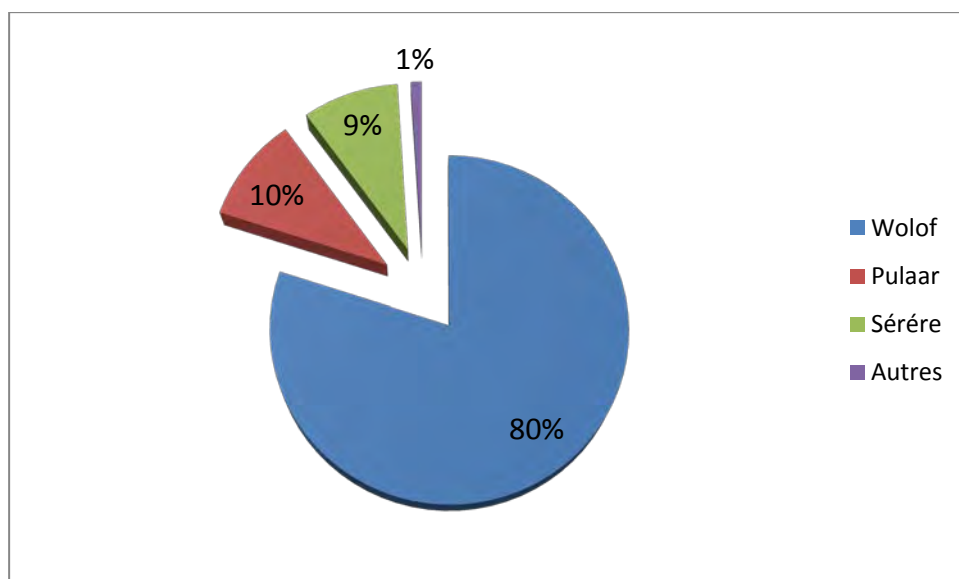


Diagramme circulaire de la population en fonction des ethnies

En effet, avec une proportion de 80%, l'ethnie Wolof est majoritaire, tandis que l'ethnie pulaar et sérère représentent un ensemble de 20%.

La répartition ethnique en fonction du sexe montre également une nette prédominance des femmes, avec un pourcentage de 55% contre 45% pour les hommes.³²

5. La répartition par âge

Tableau 5: La structure de la population

AGES	0 – 5 ans	6 – 13 ans	14 – 21 ans	22 – 55 ans	56 ans plus	Total
POURCENTAGES	21%	28%	18%	28%	5%	100%

Source : monographie de la ville de khombole

Les tranches d'âges les plus représentées sont, 5 – 13 ans et 22 – 55 ans, cet échantillon fait apparaître la jeunesse de la population khomboloise car 67% de la population ont moins de 30 ans. La population âgée de 60 ans et plus ne représente que 5% de la population totale.

³² Monographie de la commune de Khombole.

6. Les flux migratoires

Le colonisateur a fait éclater le gros village en divers quartiers, afin de séparer les français des autochtones par la politique du lotissement. Les Français occupèrent le centre ville, séparé de l'habitation des autochtones par un boulevard de 70 mètres.

L'installation des maisons commerciales a poussé les ressortissants des communes de Saint-Louis, de Rufisque ainsi que ceux de Mpal et de Sakal à venir s'installer comme employés assurant l'intermédiaire entre les français et les populations autochtones.

Mais après la première guerre mondiale, les travailleurs des villages environnants viennent s'installer à khombole parce qu'ils pouvaient bénéficier de la traite de l'arachidière qui se développait. Ce phénomène a duré jusqu'à l'indépendance.

Par la suite, les français sont remplacés par les Libano-Syriens. Avec le déclin de la traite de l'arachide en 1966, les Libano-syriens s'installent à Dakar.

En 1973, la grande sécheresse a favorisé l'arrivée de plusieurs villageois à Khombole, particulièrement dans le quartier de Gui naw rail. Dans les années 90, des familles mourides vont migrer vers la ville sainte de Touba, qui offre beaucoup d'avantages sur le plan économique (artisanat, commerce...).

II. Les activités économiques

1. Les activités primaires

1.1. L'agriculture

Elle reste l'activité pilote de l'économie de la zone. L'agriculture khomboloise reste dominée par la monoculture de l'arachide. Ceci a été favorisé depuis l'époque coloniale par la construction du chemin de fer pour acheminer l'arachide au port de Dakar. Khombole était un centre de rencontre des différentes cultures en provenance de la communauté rurale de Touba Toul, Ngoundiane et les autres villages environnants.

Jusque dans les années 70, les familles pratiquent l'agriculture, mais cette monoculture de l'arachide porte préjudice du fait de l'appauvrissement des sols. La diminution de la pluviométrie depuis ces dernières années, conjuguée avec le vieillissement des matériaux utilisés font que ce secteur souffre énormément.

Aujourd'hui une sorte de relance de l'agriculture a été faite depuis les années 2000 avec la diversification des cultures et la distribution des semences. La paille d'arachide qui était rare avant occasionnant la mort de nombreuses espèces, n'est plus le cas. Elle inonde le marché de khombole et de ses villages environnants. Elle se vend à un prix très abordable et est présente sur les marchés locaux durant toutes les périodes de l'année.

Cependant la culture de l'henné est entrain de se faire une place dans le terroir. L'henné constitue une opportunité encore sous exploitée. C'est une culture d'exportation et la concurrence est relativement faible. Les revenus incitatifs qui peuvent être tirés de l'henné peuvent mobiliser les jeunes et les femmes au niveau de ce sous secteur par la création d'emplois dans les domaines de la production, de la transformation et de la commercialisation. Puis que c'est une culture d'exportation, de réels efforts doivent être fait par les khombolois émigrés dans le développement de cette filière par des investissements. La pastèque est également introduite durant ces dernières années et augmente les revenus des paysans.

Dans le sillage des réformes induites par la décentralisation, il faut remarquer que la décennie de 90 à 2000 a été marquée au Sénégal par le foisonnement d'organisations paysannes, de groupements de producteurs, d'organisations de bases, bref par une vitalité associative qui amène certains analystes à affirmer l'émergence d'un mouvement paysan dont le Conseil National de Coopération des Ruraux (CNCR). Ces organisations sont de plus en plus ciblées par les bailleurs de fonds et les organismes de coopération pour plus d'efficacité dans la mise en œuvre des projets de développement mais aussi pour plus de proximité d'avec leurs bénéficiaires directs.

A coté de l'arachide, la population pratique d'autres cultures telles que le niébé et le mil. Le manioc constitue depuis l'époque coloniale une source de revenu. La terre est favorable à cette culture et des tonnes de manioc sont récoltées chaque année. A la foire de 1958, le sol de khombole a gagné le prix du manioc.

1.2. L'élevage

En plus de l'agriculture, les populations pratiquent l'élevage. Cette activité, pratiquée dans la quasi-totalité des concessions, rêvait d'une grande importance. Khombole est considérée comme une zone à vocation d'élevage car elle bénéficie de potentialités diverses sur les plans physiques techniques et humains capables d'offrir des possibilités réelles de

développement de ce secteur. Les conditions climatiques sont très favorables et khombole, par sa position géographique n'est pas éloignée de la capitale Dakar, et de la ville sainte de Touba. La commune est également entourée par des communautés rurales et des villages d'agriculteurs et d'éleveurs qui alimentent ces marchés en bétail. La commune polarise ainsi une zone sylvo-pastorale.

Le cheptel est composé de petits ruminants, de bovins, de chevaux et d'ânes. L'élevage de la volaille est pratiqué durant ces dernières années et se développe de plus en plus. Durant ces trois dernières années, khombole devient l'un des plus importants marchés, qui accueille plus 43 000 arrivants pour les petits ruminants lors de la tabaski de 2009. En plus dans chaque maison, il y'a un petit enclos pour permettre aux chefs de familles de pratiquer un petit élevage chez lui. Khombole dispose d'une association des éleveurs et un vétérinaire est mis à leur disposition. Des journées de vaccinations subventionnées par les autorités étatiques sont organisées chaque année permettant de lutter contre certaines maladies comme la fièvre affleure et le clavelé chez les bovins, la peste chez les petits ruminants, la peste équine chez les ânes et les chevaux et le new castel chez la volaille.

Chaque année, l'Eta du Sénégal met à la disposition des éleveurs plus de 80 tonnes d'aliments subventionnés pour épauler les éleveurs et les agriculteurs durant les périodes de soudures.

Malgré tout, l'élevage rencontre d'énormes difficultés car à khombole, il y'a un manque notoire d'infrastructures dans ce secteur. La commune ne dispose pas de parc de vaccination, et les abattoirs sont dans un état de délabrement très avancés. A cela s'ajoute le fait que la vente n'est pas organisée ni contrôlée. La commune ne dispose pas de fonds de stabilisation pour redynamiser l'élevage, ni de locaux pour loger l'équipe vétérinaire. La surexploitation du pâturage, la faible performance laitière et le vol du bétail constituent aussi des obstacles qui gangrènent ce secteur.

2. Le secteur secondaire

2.1. L'artisanat

Les activités artisanales et touristiques occupent 3% des actifs et sont assurées par les vanniers, les cordonniers, les forgerons, les tisserands et les potiers. Malgré la faiblesse du pourcentage des actifs évoluant dans ce secteur, la dynamique émergente populaire peut constituer un levier du développement de la commune. La poterie est pratiquée par les

femmes et constitue l'une des activités les plus importantes au niveau de cette localité. D'ailleurs elle est toujours pratiquée et représente une source non négligeable de revenus pour les femmes. Mais malgré tous ces avantages, khombole ne dispose pas d'un centre artisanal. Entre autre on peut noter les difficultés d'accès aux crédits et l'insuffisance des participations aux foires et expositions nationales. Le système de partenariat est à l'étape embryonnaire. Ce manque d'infrastructures associé à ces difficultés entrave la bonne marche de ce secteur. Un projet de formation des jeunes en menuisier, soudeur et maçon est en cours de réalisation et une fois ces jeunes formés, ils vont vendre leurs expériences à l'étranger (Italie, Espagne). L'action de la chambre des métiers de Thiès se traduit au recensement des artisans et à quelques conseils.

2.2. L'industrie

Ce sous- secteur n'est pas très développé à khombole. Sur toute l'étendue de la commune on note une seule usine qui exploite du sésame et qui emploie très peu de jeunes de la commune. A cela s'ajoutent les soudeurs, les menuisiers et les tailleurs. Ces derniers occupent une frange qui longe la route nationale. Cette zone est appelée la zone industrielle de khombole.

Pour ce qui est des mines, la communauté rurale de Ngoundiane, située à quelques kilomètres de khombole constitue aujourd'hui le seul site au Sénégal et presque en Afrique de l'Ouest où on exploite le basalte en qualité et en quantité.

3. Le secteur tertiaire

Ces dernières années, certaines branches du secteur tertiaires suscitent des espoirs dans l'animation de l'activité économique de la commune.

3.1. Le transport

3.1.1. Le transport ferroviaire

Depuis 1908, les chemins de fer assurent deux services :

D'abord le transport des marchandises, surtout des produits arachidières de la zone vers la région de Dakar. Ensuite le transport des voyageurs vers les régions de Dakar, Kaolack et surtout vers Touba lors du grand magal.

Ces dernières années, la crise de la SNCS (Société Nationale des Chemins de fer du Sénégal) n'a pas épargnée khombole. La gare qui était considérée jadis comme un point d'arrêt de sécurité, a perdu certaines de ces fonctions. Mais elle contribue aujourd'hui à l'évacuation du basalte exploité dans les carrières de la communauté rurale de Ngoundiane.

3.1.2. Le transport routier

Le parc automobile est composé de véhicules de tous genres. Les cars « Ndiaga Ndiaye » et les bus assurent le transport pour les longs voyages ; les taxis et les « Jakarta » assurent les déplacements au niveau de la commune. Malgré ces efforts notés dans ce domaine, Khombole ne dispose pas d'une gare routière digne de son nom. Du fait de sa position de carrefour, khombole constitue aujourd'hui le passage obligé des voyageurs qui veulent rejoindre Dakar ou Touba

4. Le tourisme

Khombole ne dispose pas de site touristique, ce qui entrave le développement de ce secteur. La poterie constitue le seul levier de ce secteur. Les khombolois fabriquent des outils très performants en poterie qui accueillent la visite de plusieurs étrangers.

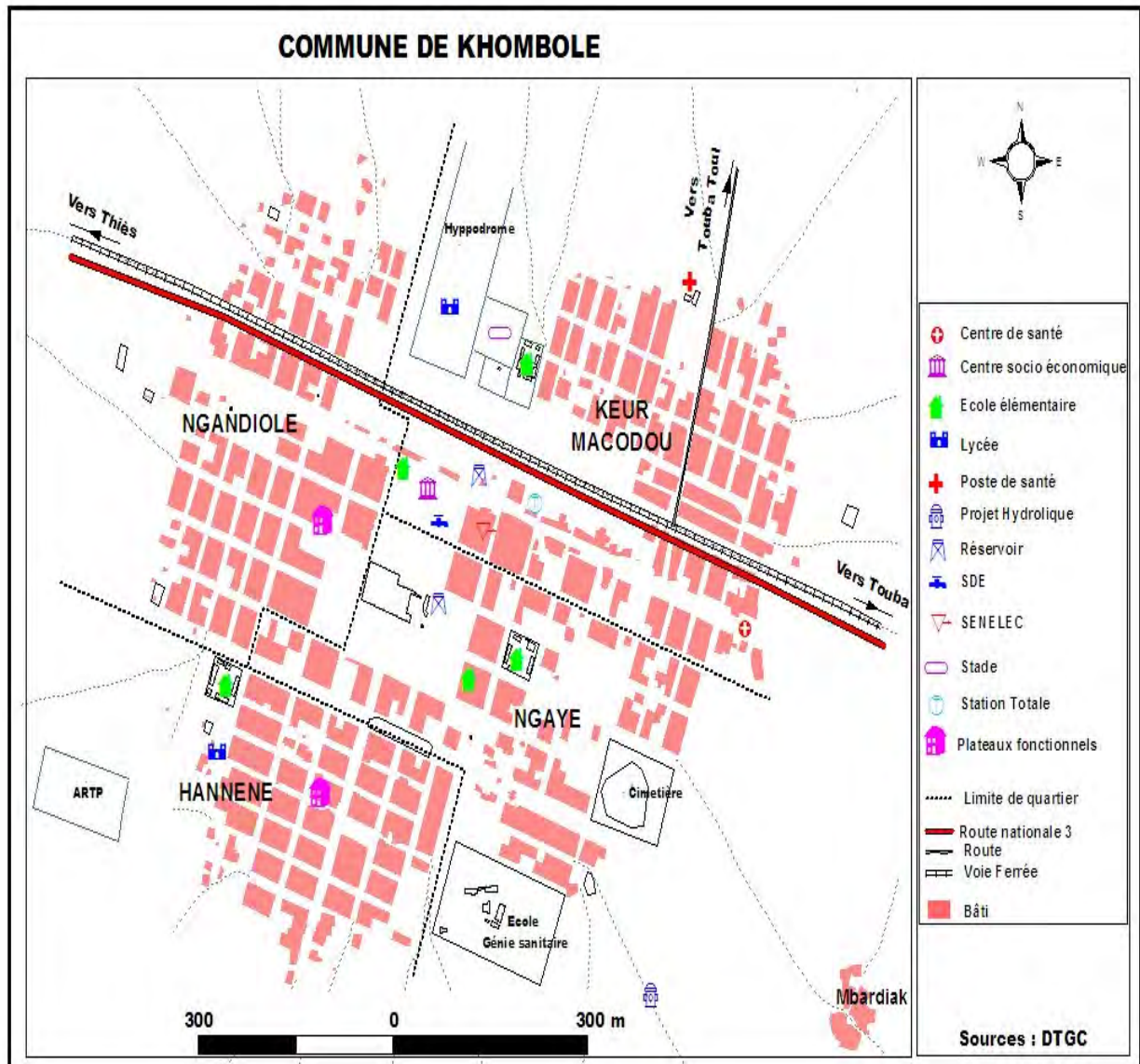
5. Le commerce

C'est un secteur très développé du fait de son héritage colonial. Les anciennes maisons construites par les colons fonctionnent jusqu'à présent et sont en bon état. Ils servent aujourd'hui d'infrastructures commerciales de grossistes et de demi-grossistes pour ravitailler la commune et les villages environnants. Le commerce occupe 5% des actifs de la commune et constitue la source de revenu de la plupart des khombolois. Le sous secteur commercial occupe 5% des actifs relevant essentiellement de l'informelle. Il constitue le principal pourvoyeur d'emploi pour les femmes. Les principales contraintes de ce secteur sont la faiblesse des investissements, les difficultés d'accès aux crédits et l'inadaptation du système de crédit existant et le manque de formation des acteurs de ce secteur.

III. Les infrastructures

Elles jouent un rôle important dans le développement communautaire. Ces infrastructures concernent plusieurs domaines et facilitent l'accès des populations aux services sociaux de bases.

Carte n°3 : la répartition des infrastructures



1. Le domaine social

La commune dispose d'un centre social dont la gestion est confiée à un agent détaché par le ministère de l'action social. Ce centre est chargé de gérer tout ce qui est aide aux personnes démunies (handicapés, personnes du troisième âge...). En plus de ça, il veille à la formation et à l'encadrement des tous petits car une garderie d'enfant est ouverte en son sein. Le personnel du centre travaille en parfaite collaboration avec la municipalité pour descendre des actions au niveau local. Selon M Cissé, directeur du centre, les handicapés ont bénéficié d'une subvention d'un million de franc CFA. Les retraités de khombole et environ ont une subvention de deux millions pour l'achat des chaises. Le centre social travaille en collaboration avec les écoles coraniques de la commune dans le cadre de la sensibilisation sur des thèmes très importants comme la drogue, et ces méfaits, la violence. Il assiste également les personnes en cas de maladies graves. Il suit les personnes malades avant et après le médecin pour les inciter à poursuivre leur traitement. Sur le plan de la formation, une garderie bien équipée est en cours de négociation puisque la commune ne dispose pas d'une case des tous petits, ni d'écoles prés scolaire. Le centre reçoit des aides en provenance du ministre ou de l'ARD. Malgré tout de réels efforts restent à faire dans le domaine social, car le centre n'a pas de fonds de dotation et des fois, il est délaissé par les élus locaux.

2. Le domaine sanitaire

De réels efforts ont été faits dans le domaine de la santé. A l'époque, khombole ne disposait que d'un centre de santé constitué de trois bâtiments vétustés éparpillés au niveau de trois sites avec un pavillon d'hospitalisation, une maternité, un cabinet dentaire, un laboratoire, une pharmacie du centre de santé et un centre de planification familial.

Mais depuis 2000, de réels efforts ont été fait dans le domaine de la santé. Aujourd'hui, khombole dispose d'un hôpital d'un cout global d'investissement d'un milliard 300 millions financé par la banque mondiale et d'un poste de santé. Toutes ces structures sanitaires sont localisées à keur macodou, mais le poste de santé se trouve précisément à Gui naw rail. L'hôpital est composé de trois bâtiments :

- Un bâtiment d'hospitalisation ou se trouvent les bureaux du personnel, la pharmacie et le laboratoire.
- Un autre bâtiment d'hospitalisation, situé à l'ouest épaulé le premier.

- Le troisième bâtiment est la maternité, composée de salles d'accouchements simples et des cabinets qui sont loués beaucoup plus chers du fait de leurs équipements et de leurs confort.

L'hôpital dispose d'un bloc opératoire qui n'est pas encore fonctionnel. Une équipe technique bien formée avec à leur tête, deux médecins et plusieurs infirmiers d'état assurent le fonctionnement de cette structure.

Le poste de santé de Gui naw rail fonctionne depuis 2000 et est composé d'un seul bâtiment avec en son sein un logement du personnel, des salles de soins, d'hospitalisations, d'accouchement et une petite pharmacie. Ce poste est géré par un ICP (Infirmier Chef de Poste), il est épaulé dans le travail par des matrones qui interviennent lors des accouchements. Il existe trois cliniques privés à khombole : un à Guinaw rail et les deux autres à Gandiole.

Malgré tout, de réels efforts restent à faire car l'hôpital et le poste de santé sont très loin des quartiers de Ngandiole et de hanéne qui réunissent plus de la moitié de la population khomboloise. Un poste de santé doit être envisagé dans les interstices de ces deux quartiers pour décentraliser les structures sanitaires et diminuer l'indice de couverture. Ces deux infrastructures doivent être renforcées et mieux équipées car selon les populations, elles sont largement insuffisantes pour une population qui s'accroît très rapidement.

3. Le domaine éducatif

Depuis la conférence mondiale sur l'éducation tenue à Dakar en 2000, le slogan « éducation pour tous » est devenu une priorité majeure à Khombole.

La commune dispose de quatre écoles élémentaires publiques : une école à keur macodou, une à Guinaw rail et deux dans le sous-quartier de Ngaye. A cela s'ajoute l'école élémentaire catholique. A Khombole, il n'existe pas de centre de formation pour le moment souligne M Modou Mbéri Fall, adjoint au maire de la commune. Cela est confirmé durant notre travail d'investigation sur le terrain. La commune dispose d'un CEM baptisé Coumba Diack Gueye érigé en lycée depuis 2000. Un lycée est en construction depuis 2007, mais les travaux ne sont pas encore achevés. La commune dispose également d'un ACAPES et d'un privé avec des classes du moyen et du secondaire.

Le taux de scolarisation des filles est passé de 47% en 2000 à 50,42% en 2010(équipe technique municipale)³³ et celui des garçons de 53% en 2002 à 49,31% en 2010(équipe technique municipale).³⁴

Le nombre d'inscrit dans les quatre écoles élémentaires de la commune est estimé à 2 336 élèves à la rentrée scolaire 2009-2010, soit 1152 garçons et 1178 filles. A Khombole, le problème de la scolarisation des filles est presque réglé car pour cette rentrée 2010, le nombre d'inscrits des filles est largement supérieur à celui des garçons. Reste à régler le problème du maintien des filles à l'école car nos enquêtes menées au niveau du lycée révèlent que dans les classes de sixième, on a un renversement de la situation. C'est-à-dire que le nombre de garçons inscrit en sixième est supérieur au nombre de filles. Cela est dû au fait que les parents inscrivent leurs filles à l'école mais ces dernières abandonnent très tôt l'école du fait de plusieurs facteurs :

- La pauvreté constitue un des facteurs bloquant, les parents n'ont pas assez de moyens ils préfèrent investir sur les garçons que sur les filles
- Le faible niveau des filles est également un des facteurs d'abandon et d'exclusion. Durant nos enquêtes au lycée, y en a que deux à trois filles parmi les vingt premiers de chaque classe.
- A ces facteurs s'ajoutent le désengagement des parents, les mariages forcés et les grossesses précoces.

Tableau 6: effectifs des écoles élémentaires pour la rentrée 2010-2011

Ecoles	Effectifs	Garçons	Pourcentages	Filles	Pourcentages
Ecole I	858	449	52%	409	48%
Ecole II	404	203	50%	201	50%
Ecole III	363	187	51%	176	49%
Ecole IV	711	313	45%	392	55%
Total	2336	1152	49,31%	1172	50,42%

Source : équipe technique municipale

³³ PIC de la commune de khombole

³⁴ PIC de la commune de khombole

Ce tableau montre que pour l'année 2010-2011, les filles inscrites au primaire sont supérieures aux garçons. L'école I accueille le plus d'élèves car elle englobe le quartier de Ngaye et une grande partie du quartier de Keur Macodou. Les quartiers de Ngadiol et de Hanéne ne disposent pas d'écoles élémentaires, ils envoient leurs enfants à l'école I. Alors que l'école III qui enregistre le plus faible effectif est proche du quartier de Ndiayéne Gouye et de Guinaw rail qui ont déjà leur école (école IV). Les parents de ces deux quartiers préfèrent amener leurs enfants à l'école IV, que de les amener à l'école III et cela pour plusieurs raisons. D'abord, l'école IV est plus proche de leur quartier (5 minutes de marche). Ensuite, l'école III est proche de la gare routière et il faut traverser la route nationale n°3 pour y accéder. Par mesure de prudence et pour éviter le maximum de danger, les parents qui habitent dans les quartiers de Guinaw rail et de Ndiayéne Gouye, préfèrent l'école IV pour l'éducation de leurs enfants.

La commune dispose d'une institue Al Azar et plusieurs daaras. Ils contribuent beaucoup à la formation des jeunes.

4. Le secteur sportif, culturel et les loisirs

Le stade municipal est situé au quartier de Guinaw rail. Il est construit en 1998, mais il était dans un état de délabrement assez avancé. Il a été réfectionné depuis 2000 par le maire de la commune et comprend aujourd'hui :

- Un mur de clôture de 120 mètres sur 120
- Un guichet en très mauvais état, sans porte d'entrée
- Trois tribunes de plus 100 places dont l'une est couverte et les deux autres découvertes
- Une aire de jeu de 100 mètres sur 80 mètres
- Des grilles de protection pour diminuer les violences.

Des bancs publics sont également disposés tout autour de la pelouse pour permettre aux supporters de s'asseoir et de pouvoir suivre correctement les matchs. Les travaux pour le nouveau stade ont démarré depuis 2000 avec les retombés de la coupe du monde. Deux plateaux multifonctionnels sont en cours de construction dans les quartiers de Ngadiol et de Hanéne pour la pratique d'autres sports comme le basket. Chaque équipe dispose d'un terrain d'entraînement pour bien préparer les navétanes.

L'ASCK qui avait accédé en première division en 2003 et les ASC de quartiers méritent un stade en bon état. Les jeunes sont talentueux et très motivés mais le développement du football suppose l'existence d'infrastructures fonctionnelles.

La commune n'a pas de terrain de basket, ni d'handball. L'hippodrome situé à côté du stade municipal est en mauvais état, le mur de clôture n'existe pas dans plusieurs endroits. Les courses de chevaux sont rares à Khombole à cause des défaillances du comité des courses hippiques.

Pour ce qui est de la culture et des loisirs, de réels efforts sont à faire. Rien n'est fait à khombole pour que les jeunes puissent s'épanouir pleinement. Le cinéma ne fonctionne plus et les deux boîtes de nuits où les jeunes peuvent organiser correctement leurs soirées sont aujourd'hui dans un état de délabrement très avancé. L'une est réfectionnée et fonctionne vers la fin de l'année 2010. Des activités d'oscar des vacances sont organisées depuis 2007 et constituent l'une des sources de revenus de la commission sportive.

Un centre d'animation et de lecture existe dans la commune et permet aux jeunes de s'informer à travers la lecture et les activités d'animations. Selon le responsable, les jeunes fréquentent massivement le centre surtout durant l'année scolaire et participent activement à tous les ateliers de formation qui y sont organisés.

Une radio communautaire (la radio sigguil djiguène) est implantée il y a quatre ans. Son rôle principal est de passer des informations de la commune et des villages environnants. Elle organise des débats radio diffusés sur des thèmes très importants comme la santé l'éducation, la politique. Depuis son installation, les khombolois s'informent davantage et très rapidement.

5. Le réseau d'eau

Sur le plan hydraulique, khombole a connu le même déclin que le centre nord du Sénégal. En effet les marigots qui traversent le territoire communal sont démunis de vallées fossiles. Un microclimat frais se constate pendant la nuit dans cette zone. Pour ce qui est des eaux souterraines, il existe deux nappes phréatiques. La première est relativement peu profonde, elle est en moyenne de 15 à 20 mètres de profondeur. La seconde, plus profonde est logée dans le continental terminal, elle alimente khombole en eau potable.

Depuis 1963, un forage d'une capacité de 200 mètres cube est construit par les autorités coloniales de l'époque. Ce forage assurait la fourniture d'eau à l'ensemble des habitants de la

commune. Aujourd'hui, avec la rapide croissance de la population, ce forage ne peut plus assurer l'autosuffisance en eau des khombolois. Ainsi un nouveau forage de 700m³ est construit depuis 2005, ce qui assure la couverture en eau de tout Khombole. Ce forage a permis une extension du réseau d'eau par la SDE (Sénégalaise Des Eaux). Aujourd'hui à Khombole, l'eau ne manque pas. Les quelques problèmes d'alimentation en eau sont notés, s'il y a une coupure ébranlée de l'électricité. A part cela, la commune dispose d'une eau en qualité et en quantité durant toutes les périodes de l'année. Selon le chef de service de la SDE, installé à khombole, le réseau d'eau traverse tous les quartiers de Khombole. Presque toutes les maisons disposent d'un robinet et les clients sont bien alimentés. Ce forage est épaulé par de nombreux puits qui alimentent la commune en eau.

6. Le réseau électrique

La fourniture d'électricité est assurée par la SENELEC (Société National d'Electrification). A l'heure actuelle, l'alimentation se fait à partir de postes électriques dont la commune en dispose trois. L'électrification de la commune a débutée depuis l'époque coloniale et se poursuit jusqu'à nos jours. Les premières tentatives d'éclairage public ont été posées depuis 1958 par le maire Fiacre Coly. Jusqu'en 2002, nous avons 7600 mètres d'éclairage pour l'ensemble de la commune.

Tableau 7 : éclairage public de 2002

Quartiers	Voirie	Nombre de branchement	Scores
Keur macodou	4350	334	Moyen
Ngaye	900	155	Correcte
Ngandiol	1600	300	Moyen
Hanéne	750	248	Médiocre
Total	7600	1037	Passable

Source : PIC de la commune de khombole

Jusqu'en 2002, l'électrification publique de la commune est dans son ensemble passable avec un éclairage de 7600 mètres pour la voirie et 1037 pour le nombre de branchements. Seul le quartier de hanéne a une installation médiocre, keurmacodou et ngandiol ont une installation moyenne et ngaye a une installation correcte.

De réels efforts ont été faits depuis 2003 avec une augmentation considérable de la voirie éclairée. Cette dernière est passée de 7600 mètres en 2002 à 15400 mètres en 2003 grâce aux accords d'extensions signés entre la SENELEC et la municipalité.

Malgré tout, ses trois postes ont du mal à assurer correctement la fourniture en électricité dans la zone. Les délestages augmentent chaque jour. L'éclairage public n'est pas du tout assuré et il demeure une vieille revendication de la population khomboloise. Si on est bien décidé, en une seule journée, on pourra compter le nombre de poteaux alimentant les sous zones de la commune. Et pour remédier à cet état de fait, les accords d'extension signés entre la municipalité et la SENELEC doivent être réalisés pour renforcer ces installations qui datent de l'époque coloniale. Dans certains coins de la ville, les ménages font recours à des lampes tempêtes du fait qu'ils n'ont pas été doté d'une électrification.

7. Transport et voirie

Khombole est traversée par la route nationale n°3 en allant vers Diourbel, elle traverse la ville sur 3000 mètres. Dans la commune, on distingue plusieurs axes butinés. Le défaut d'entretien de la voirie a entraîné la dégradation de 970 mètres. On note une détérioration fréquente de la voirie butinée sur une portion de 20%. L'importance du trafic des camions aggrave cette situation. En 2008, un kilomètre de route butinée a été réalisé grâce à un accord de partenariat entre la commune de khombole et le PADELU. La route nationale à l'intérieur de khombole est bien entretenue. La commune dispose de plusieurs axes latéritiques qui assurent la jonction avec les villages environnants. Le parc automobile est constitué de cars Ndiaga Ndiaye et de taxi brousse, la ville ne dispose pas de mini bus. A l'intérieur de la commune, les déplacements s'effectuent grâce à des taxis, des moto Djakarta et des charrettes.

8. Urbanisme et habitat

Le décret de la période coloniale a déclaré que khombole fait 4,5 kilomètres en sa séance du 24 août 1963. La municipalité en sa séance du 20 juin 2002 a adopté un nouveau plan directeur qui fixe les nouvelles limites de la commune. Aujourd'hui, vu la rapidité de la croissance démographique, khombole a plus que besoin d'espace pour pouvoir permettre à la population d'obtenir des toits.

La commune de khombole est concernée par le lot n°614 de 400 ha (décret n°83/978 du 10 juillet 1983). L'extension de la commune ne peut se réaliser que dans les zones de terroirs.

Le plan directeur d'urbanisme adopté par le conseil municipal en sa séance du 20 juin 2002 va dans ce sens.

Dans le passé, l'affectation des terres de cultures était rare. La commune n'a attribué que 7 ha aux jeunes dans le quartier de Ngaye. Ce cite abrite aujourd'hui le grand projet hydro-agricole avec une extension jusqu'à 20 ha.

Des contentieux sont notés dans les communautés rurales dans la gestion des terres de certains villages limitrophes (litige foncier entre khombole et Touba Toul ; entre khombole et Thiénaba). Un projet d'extension de quelques kilomètres de la ville est en cours de négociation mais le décret d'application n'est pas encore validé par les autorités étatiques du pays.

9. Environnement et gestion des ressources naturelles

Les autorisations de coupes d'arbres sont rares à khombole et ne concernent que les fromagers morts.

La commune avait acheté des tracteurs et des bennes depuis 1989 pour la gestion des déchets. Ces instruments ne fonctionnent plus depuis une dizaine d'années. La conséquence est le développement de l'insalubrité à khombole. Il existe 18 décharges sauvages ainsi réparties Hanéne 4, Keur macodou 7, Ngaye 2, Ngandiol 5.

Les opérations de set sétal, menées par les populations avec ou sans l'aide des autorités n'ont pas pu mettre fin à cette situation. L'installation d'une brigade d'hygiène constitue un déclic avec la création de comités de santé dans chaque quartier au cours de la quinzaine de l'hygiène et de la propreté. Seul le comité de salubrité de Hanéne fonctionne depuis 2001 sous l'impulsion du délégué de quartier.

Le PAM SEN (Programme Alimentaire Mondial-Sénégal), regroupe une trentaine de jeune, chargés de ramasser les ordures ne mènent plus d'activités aujourd'hui. Ce projet ne concernait que le centre ville avec une contre partie de 20% des financements et l'AGETIP (Agence Exécution des Travaux d'Intérêt Publics) assure le reste du financement.

Les nouvelles autorités mises en place depuis 2002 ont réparé un tracteur qui porte les ordures ménagères du point de collecte à la décharge centrale située hors de la ville. Une dizaine de personnes de l'ex projet s'occupe toujours du ramassage des ordures ménagères.

Les autorités ont supervisé la création des comités de salubrité dotés chacun d'une charrette et d'équipements pour nettoyage.

Il n'y a pas de système de drainage des eaux fluviales. Ce qui fait que quelques zones de stagnation des eaux fluviales existent au centre ville (ex maternité, résidence Serigne Mansour Sy, devant la mairie).

Aujourd'hui, khombole a de réels problèmes d'insalubrités et d'hygiène publique du fait qu'il n'existe pas de structures chargées de ramasser les ordures. A part les quelques charrettes recrutées au niveau des quartiers, khombole ressemble à un dépôt d'ordure. Donc l'environnement et la gestion des ressources naturelles font partie des compétences transférées qui accusent du retard à khombole.

10. Poste et télécommunication

Le service postal a été installé depuis les années 1920. Les courriers et télégrammes fonctionnent normalement et assurent la communication entre la métropole et les commerçants installés à khombole.

Aujourd'hui, excepté des services (une dizaine) et quelques familles qui sont abonnées au réseau fixe de la SONATEL, les khombolois règlent leur communication à travers les trois réseaux de téléphonie mobile (Orange, Tigo, Expresso). Quant aux TIC, elles ne sont pas très développées à khombole. Il n'y a presque pas de cybercafé et seuls les services et les établissements scolaires disposent de l'internet et de salles d'informatique.

DEUXIEME PARTIE :
LA GESTION DES AFFAIRES LOCALES
ET LES CONDITIONS MISES EN ŒUVRE
POUR UNE BONNE POLITIQUE DE
DEVELOPPEMENT LOCAL

Le développement local passe nécessairement par la conjugaison des initiatives des différents acteurs qui évoluent dans le milieu. Ils occupent une fonction de catalyseur pour faire émerger des initiatives dans le cadre de la décentralisation.

Depuis quelques décennies, prenant conscience des problèmes qui gangrènent le développement de leur localité, une multitude d'acteurs interviennent dans le cadre de la décentralisation, pour débarrasser la commune des maux dont elle souffre. Cette localité dispose certes d'importantes ressources naturelles mais qui ne répondent pas aux attentes des khombolois. Des moyens ont été investis en termes de projet par l'Etat et les partenaires au développement pour améliorer le vécu quotidien des khombolois. L'évaluation des stratégies de développement mis en place dans le cadre des compétences transférées nous permettront d'avoir une vision claire des choses sur l'avancé de la commune.

CHAPITRE I : PLACE DES ELUS LOCAUX

« La commune est une collectivité locale, personne morale de droit public. Elle regroupe des habitants d'une même localité unis par une solidarité résultante du voisinage désireux de traiter de leur propre intérêt... ». ³⁵ Cela veut dire que la commune regroupe des populations ayant les mêmes ambitions et les mêmes initiatives de développement. Ces populations doivent le plus souvent assurer la compensation technique, financière ou matérielle pour réaliser beaucoup de projets de développement. Pour y arriver, elles doivent trouver des partenaires capables de financer leurs projets de développement. Avec la décentralisation, le conseil municipal fait des délibérations et le maire prend les décisions majeures. Dans ce cas les élus locaux ont pour rôle de concevoir, de programmer et de mettre en œuvre des actions de développement économique et social, d'intérêt local.

I. Mode de fonctionnement

1. Organisation du bureau municipal

A l'instar des autres communes du Sénégal, khombole dispose d'une personne morale dotée d'une autonomie financière : le Maire qui est la première autorité de la commune. Il est à la fois chef de l'équipe municipale mais également chef de l'exécution des décisions relatives à la gestion des salaires. Conformément à l'article 22 du code des collectivités locales, il peut déléguer une partie de ses fonctions à une ou plusieurs adjoints. Ces derniers étudient les dossiers et rendent compte devant le maire. Le maire est l'organe exécutif de la commune. Il joue un rôle extrêmement important dans le fonctionnement du conseil municipal mais aussi et surtout dans l'impulsion, la coordination et la mise en œuvre des actions de développement à la base. Il est l'épine dorsale de toutes les actions menées dans la commune pour la solution des différents problèmes de la communauté.

Il y'a ensuite les conseillers municipaux qui aident le maire au niveau de l'élaboration des politiques de développement et de la recherche des moyens.

A cela s'ajoutent les délégués de quartier qui complètent le dispositif de l'organe institutionnel de la commune. Ils sont nommés par arrêté du maire. Le décret 86-83 du 30 juin 1986 fixe le statut de délégué de quartier qui joue un rôle de relais entre la population et les élus.

³⁵ Article 77 : code des collectivités locales.

Le conseil municipal supervise l'ensemble des structures dépendantes de la municipalité, seconde le maire dans sa politique de planification, dans la gestion et la coordination des différentes activités.

2. Le conseil municipal

Il est l'organe délibérant de la commune. Le conseil municipal de la commune de khombole est composé de trente et un (31) conseillers, soit 67% et de quinze (15) conseillères soit 33%.³⁶ Ils sont élus pour cinq ans au suffrage universel conformément aux dispositions du code électoral. Le conseil municipal réunit les différentes parties politiques en compétition dans la commune : Coalition Sopi (vainqueur des élections et majoritaire au niveau du conseil municipal), Benno Siggil Sénégal, And jeuf. Ce Conseil municipal est constitué de 20 (vingt) jeunes, et de vingt six (26) adultes, réparti comme suit :

- 30 conseillers ont un seul mandat
- 13 ont deux mandats
- 2 conseillers ont trois mandats
- 1 seul conseiller à quatre mandats, il s'agit de Serigne Mbacké Ndiaye, secrétaire à la présidence de la république.

Dans ce groupe y figure le maire de la commune, Ababacar Ba ; le premier adjoint, Astou Ciss et le deuxième adjoint au maire, Modou Mbéri Fall.

Les règles de fonctionnement du conseil telle que définit par les lois et règlements sont rigides et ne permettent pas en cas d'application une liberté dans l'organisation du travail des conseillers.³⁷

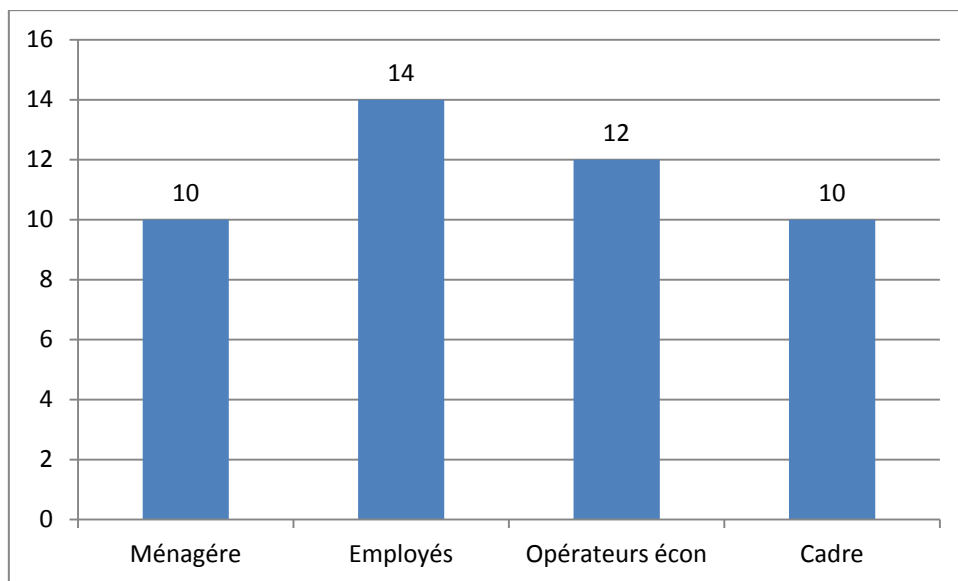
2.1. Composition du conseil municipal

Le nouveau conseil municipal a pris fonction en mars 2009. Les caractéristiques du conseil se présentent comme suit

Graphique 4 : catégories socioprofessionnelles des conseillers

³⁶PIC de la commune de Khombole.

³⁷ DIOUF (M) : Sénégal : enjeux et contraintes politiques de la gestion municipale, Bordeaux, Centre d'Etude d'Afrique Noire, 1990, 36p.



Source : enquête 2010

Diagramme en barre de catégories socioprofessionnelles

Le conseil municipal de la commune de khombole est marqué par un nombre très élevé de conseillers municipaux ayant un niveau d’instruction très élevé. Cela apparaît nettement au niveau du graphique car plus de 80% des conseillers occupent des fonctions qui nécessitent un niveau intellectuel un peu élevé.

Pour ce qui est de la répartition des conseillers, chaque quartier est représenté. Cela est vérifié durant nos enquêtes sur le terrain. Les conseillers sont répartis comme l’indique le tableau suivant

Tableau 8: répartition des conseillers par quartier

Quartiers	Hanéne	Keurmacodou	Ngandiol	Ngaye
Pourcentages	30%	35%	23%	12%

Source : enquête 2010

Graphique 5 : répartition des conseillers par quartier

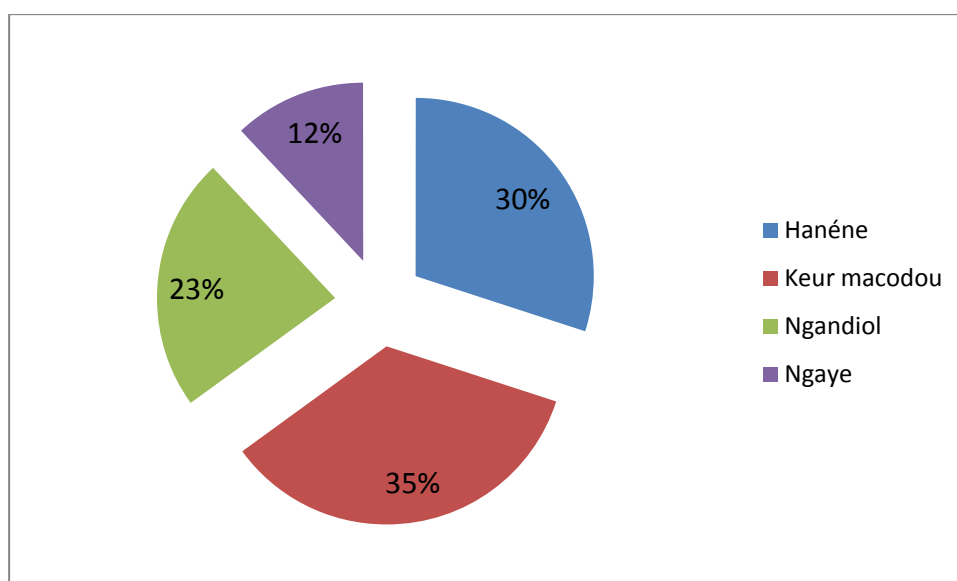


Diagramme circulaire de la répartition des conseillers par quartier

Keur macodou regroupe le maximum de conseillers car c'est le quartier le plus peuplé et le plus vaste.

Malgré cette équipe constituée d'intellectuels, le problème se trouve dans le partage des postes au niveau des commissions. La plupart des commissions est dirigée par des personnes non spécialisées dans ce domaine. Il en est ainsi pour la commission sociale et de la promotion de la femme. Elle a été confiée par une femme qui n'a aucune connaissance dans ce domaine. Lors de nos entretiens, beaucoup de conseillers nous font part du non fonctionnement des commissions mises en place par l'équipe municipale. Pour eux les commissions ne pas car il y'a un manque de coordination et rare sont les réunions où tous les présidents de commissions assistent.

2.2. Niveau d’instruction selon le service

Tableau 9: niveau d’instruction selon le service

SERVICES	Primaire	Secondaire	Supérieur	Total
Comptabilité	-	1	-	1
Recette	3	4	-	7
Etat civil	3	1	-	4
Secrétariat	-	1	1	2
Voirie	1	-	-	1
Total	7	7	1	15

Sources : document administratifs et financiers de la commune

Le niveau d’instruction selon le service comme nous l’avons constaté est bas du fait de la de la reconversion d’anciens manœuvres en personnel administratif. Les conseillers municipaux doivent être mieux informés de leur mission par le biais d’une formation appropriée. L’organisation du service nécessite la restitution au secrétaire municipal de toutes ses responsabilités notamment la collecte des taxes municipales et autres produits.

La commune ne dispose pas de personnel capable d’assurer la planification du développement économique et social. Pour que cette fonction soit remplie, il sera nécessaire que l’institution municipale recrute au moins un cadre d’un niveau minimal BAC+4 capable de coordonner techniquement l’élaboration des plans de développement communaux.

II. Analyse du budget

La gestion financière des collectivités tourne autour des ressources et des transferts financiers. Le budget est composé de recettes et de dépenses subdivisées en recette et dépense de fonctionnement et d’investissement qui sont consignées dans les chapitres et articles du budget. « Le budget de chaque collectivité local prévoit une année financière toutes les recettes et les dépenses de la collectivité locale sans contraction entre les uns et les autres ».³⁸

Le percepteur est le conseiller financier du maire. C’est lui qui détient les valeurs (triquets, location des cantines, timbres...), subdivisées en dépense de fonctionnement et

³⁸ Article 47, code des collectivités locales.

d'investissement. C'est lui qui paye les salaires et le reste de l'argent est destiné aux investissements.

Le maire est ordonnateur du budget et il est libre de son exécution. Il ne doit en aucun cas faire des dépenses extraordinaires, car il dispose d'un programme élaboré par le conseil municipal qui englobe les dépenses. Après le vote du budget, le compte administratif est soumis au préfet et le maire doit rendre compte à la population. « Tout habitant ou contribuable doit à ses frais de demander communication sans déplacement, de prendre copie totale ou partielle des procès verbaux du conseil municipal, de budget et des acomptes de la commune ». ³⁹

Tableau 10: évolution du budget

Année	2005	2006	2007	2008	2009
Millions de FCFA	308 883 225	298 188 735	315 951 507	285 019 528	366 663 528

Source : document administratif et financière de la commune

Graphique 6 : évolution du budget

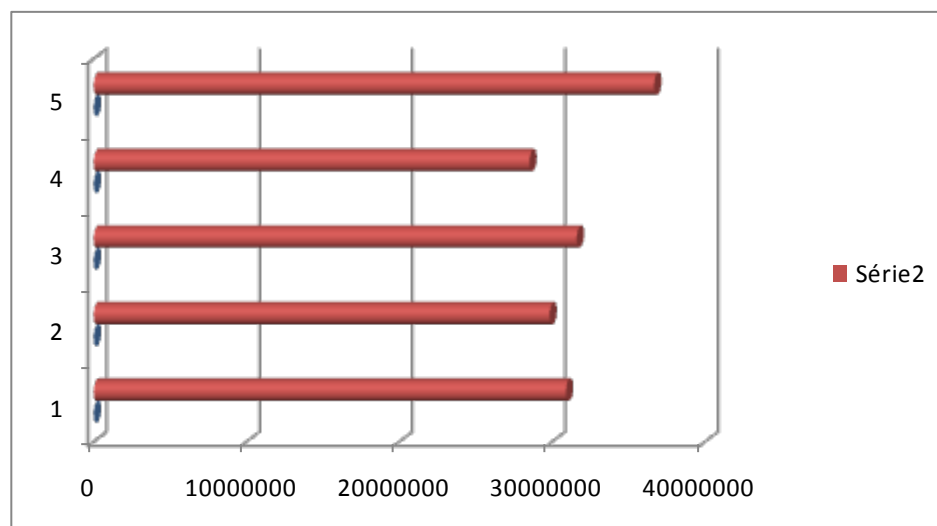


Diagramme en barres horizontales de l'évolution du budget

(1 correspond à 2005 ; 2 à 2006 ; 3 à 2007 ; 4 à 2008 ; 5 à 2009)

³⁹ Article 161 du code des collectivités locales

La situation financière de la commune est analysée en fonction de l'équilibre financier qui se présente sous forme de rubriques (équilibre global, les capacités d'épargne et les besoins de financement). Ces rubriques ont été bien estimées à partir de l'analyse des données fournies par la commune et des rencontres effectuées lors des visites de terrain.

L'observation du tableau montre une nette évolution du budget de la commune de khombole qui est passé de 308 883 225 de FCFA en 2005 à 366 663 528 de FCFA en 2009. Cependant, on note une légère baisse en 2006 et en 2008. Selon les autorités locales, cela est due à quelques problèmes financiers et à un manque de fiabilité lors de la récupération des recettes et des taxes par les agents municipaux.

1. Les dépenses de la commune

1.1. Les dépenses d'investissement

En 2009, Les dépenses d'investissement de la commune sont estimées à 120 939 200 FCFA, ce qui est largement insuffisant par rapport aux dépenses que la commune doit effectuées. A l'image des autres communes, khombole est également confrontée à la nécessité d'avoir des ressources financières suffisantes pour effectuer des investissements dignes de son nom. La valeur attribuée aux dépenses d'investissement est très faible. Elle est consignée en 8 chapitres :

Tableau 11: dépenses d'investissement

CHAPITRES	SECTEURS	MONTANTS
Chapitre 701	Equipement administratifs	7 000 000 FCFA
Chapitre 702	Voirie	57 000 000FCFA
Chapitre 704	Infrastructures	-
Chapitre 705	Santé	19 900 000FCFA
Chapitre 706	Culture	28 620 000FCFA
Chapitre 706	Action développement	-
Chapitre 721	Etude générale	-
Chapitre 731	Opération financière	5 919 200FCFA

Source : document financier de la municipalité

A cause de la faiblesse du montant attribué aux investissements, certains sous-chapitres malgré qu'ils soient prioritaires ne sont pas dotés de fonds de réalisation. L'action pour le développement, l'étude générale et les infrastructures ne sont pas pris en compte par les dépenses du fait de la priorité de certains secteurs d'activités.

1.2 Les dépenses de fonctionnement

Elles sont estimées à 245 724 328FCFA et répartissent en 14 chapitres que sont :

Tableau 12: Dépenses de fonctionnement

CHAPITRES	SECTEURS	MONTANTS
Chapitre 110	Dettes et assurances	600 000 FCFA
Chapitre 210	Contingents et participations	10 695 280 FCFA
Chapitre 313	Cabinet maire	13 940 000 FCFA
Chapitre 321	Secrétaire et bureau	38 720 000 FCFA
Chapitre 331	Recettes municipales	1 501 400 FCFA
Chapitre 341	Services de perception municipale	11 811 275 FCFA
Chapitre 351	Abattoirs, halles marché	1 590 000 FCFA
Chapitre 361	Propriétés communales	27 500 000 FCFA
Chapitre 381	Voirie, jardin	5 859 120 FCFA
Chapitre 391	Nettoisement	19 107 469 FCFA
Chapitre 401	Atelier et garage	13 176 354 FCFA
Chapitre 411	Service des eaux	5 500 000 FCFA
Chapitre 421	Eclairage public	11 500 000 FCFA
Chapitre 441	Education, sport	13 450 000 FCFA

Source : document financier de la municipalité

Les recettes budgétaires de la commune sont relativement moyennes car elles assurent l'essentiel des dépenses de fonctionnement. Ces recettes ne permettent pas à la commune de dégager des marges de manœuvres pour effectuer des infrastructures de grandes envergures. Mais la municipalité, malgré ses maigres moyens tente de répondre aux attentes des populations.

2. Les recettes de la commune

Elles viennent essentiellement des recettes ordinaires (produits d'animaux, taxes municipales). D'après nos enquêtes, ces recettes ordinaires ont connu une baisse ces dernières années du fait du manque de dynamisme du conseil municipal. Elles comprennent les recettes de fonctionnement et les recettes d'investissement.

2.1. Les recettes de fonctionnement

Elles sont estimées à 266 262 230 FCFA et sont consignées dans 07 chapitres que sont :

Tableau 13: Recette de fonctionnement

CHAPITRES	SECTEURS	MONTANTS
Chapitre 70	Produits de l'exportation	52 100 000 FCFA
Chapitre 71	Produits d'animaux	48 300 000 FCFA
Chapitre 72	Impôts	30 500 000 FCFA
Chapitre 73	Taxes municipaux	24 895 000 FCFA
Chapitre 74	Produits divers	49 000 000 FCFA
Chapitre 75	Dotation et fonctionnement	61 266 547 FCFA
Chapitre 76	Remboursement de fonds	200 000 FCFA

Source : document financier de la commune

Pour augmenter les recettes de fonctionnement, la municipalité doit veiller à la bonne gestion des recettes fiscales et améliorer l'exploitation du domaine et des services locaux. « Les recettes ordinaires des collectivités locales proviennent du produit des recettes fiscales, de l'exploitation du domaine, des services locaux, des ristournes accordées par

l'Etat et d'autres collectivités publiques sur le montant des impôts et taxes recouvrés à leur profit et de la répartition annuelle du fonds de dotation de la collectivité locale ».⁴⁰

2.2. Les recettes d'investissement

Elles sont également appelées recettes extraordinaires. Elles proviennent essentiellement des fonds de concours. Les recettes extraordinaires représentent 25% du budget de la commune. Elles sont estimées à 140 240 340 FCFA et répartissent en 05 chapitres :

Tableau 14: Recette d'investissement

CHAPITRES	SECTEURS	MONTANTS
Chapitre 105	Fonds de concours	20 500 000 FCFA
Chapitre 106	Dons et legs	11 620 000 FCFA
Chapitre 115	Excédent de fonctionnement capitalisé	71 276 551 FCFA
Chapitre 123	Résultats d'investissement	22 293 789 FCFA
Chapitre 1059	Autres fonds de concours	14 500 000 FCFA

Source : document financier de la commune

L'accroissement attendu des recettes dépend de l'amélioration des conditions de vie des populations. Cela permet de répondre à certaines priorités des khombolois.

3. Les fonds de dotation

Face à l'insuffisance des moyens financiers, l'Etat attribue aux collectivités décentralisées des fonds de dotation. « La loi prévoit pour aider les collectivités locales à exercer les compétences qui leurs sont dévolues, un transfert concomitant en leur faveur, des moyens et ressources ainsi que la mise à leur disposition de services extérieur de l'administration ».⁴¹

En 2009, les fonds de dotation sont estimés à 57 311 000 FCFA, répartis dans plusieurs domaines. La santé et l'action sociale couvrent 74% de cette somme. Elles font parties des

⁴⁰ Article 248, code des collectivités locales

⁴¹ République du Sénégal, Décrets d'application des textes de lois de la décentralisation

priorités et le district couvre khombole et les villages qu'elle polarise. La somme de 8 435 310 est allouée à l'éducation et 1 273 750 FCFA à la jeunesse et au sport.

Durant nos enquêtes, le chargé des services financiers de la municipalité nous fait savoir que la chute des fonds de dotation ces dernières années a réduits considérablement les moyens financiers de la commune. C'est dans ce contexte que nous avons jugé nécessaire d'étudier les conditions d'élaboration du PIC (Plan D'investissement Communal).

4. Etude du plan d'investissement(PIC)

4.1. Comment élaborer un PIC

Le développement local nécessite un processus de planification et des mécanismes fonctionnels de concertation afin de faciliter son aboutissement. Les travaux ayant conduit à l'élaboration du PIC a été dirigé par la commission de planification et de développement.

L'existence de ce plan n'est cependant pas une condition pour enclencher un processus de développement local. S'il existe, il faut s'en servir pour mettre en œuvre des tentatives de développement.

Le PIC de la commune de khombole a été réalisé par une équipe technique locale grâce à l'appui de l'ARD. Les nouveaux élus ont voulu marquer une rupture dans l'administration de leur commune. Cette décision a l'avantage d'impliquer au maximum les techniciens dans la recherche de profit pour développer la commune. Le travail nécessite :

- La collecte et l'analyse des informations obtenues à partir des différents documents portant sur la commune de khombole
- L'observation sur le terrain.
- La confrontation des informations collectées avec la réalité sur le terrain.

Il s'y ajoute la connaissance du milieu et les expériences professionnelles des différents agents de l'équipe technique municipale. Des activités menées durant un moi ont permis d'obtenir les résultats dont la synthèse constitue le corps du PIC.

Dans le PIC figure les différents secteurs d'activités, les contraintes et les problèmes de développement de la commune.

4.2. Les grandes orientations du PIC

Les grandes orientations définies dans le PIC de la commune de khombole s'articulent autour des axes suivants :

- Développement de l'agriculture

Le matériel agricole doit être renouvelé avec l'appui des partenaires. L'amélioration des rendements par l'amendement du sol, l'introduction de nouvelles variétés performantes, l'intensification des cultures et le renforcement des compétences des agriculteurs par la création d'un centre de formation aux techniques agricoles. La diversification des productions par le développement de la filière du henné, le développement des cultures de contre saisons, et par l'aménagement des bas fond existants. La préparation des campagnes agricoles par la mise à la disposition des producteurs de ligne de crédit adaptée. L'implication des jeunes dans le secteur en leur facilitant l'accès aux moyens de production.

- Développement de l'élevage

Les races locales doivent être améliorées par l'insémination artificielle, la création d'une ferme de production animale et la lutte contre les épizooties. La promotion de l'aviculture et le renforcement de la sécurité pour lutter contre les vols fréquents de bétail. Des abattoirs de qualité doivent être construits. La vente et l'abattage des espèces existantes doivent être contrôlés et formalisés pour permettre à la municipalité de tirer le maximum de profit dans ce sous-secteur de l'élevage.

- Valorisation du domaine forestier

Cette valorisation doit se faire par le renforcement des activités de reboisement pour lutter contre les avancés du désert. « La région, la commune et la communauté rurale peuvent prendre des mesures communes pour la protection de l'environnement et la gestion des ressources naturelles ». ⁴² La commune doit disposer d'une pépinière et des espaces verts doivent être aménagés.

⁴² Décrets d'application des textes de lois de la décentralisation

- Développement de l'énergie et de l'hydraulique

L'augmentation de la filière électrique doit être envisagée par la SENELEC. Le réseau électrique doit être réhabilité et développé, les sources d'énergie diversifiées grâce à l'éolienne et au solaire.

S'agissant de l'hydraulique, le château d'eau doit être remis à neuf. La capacité de stockage est à augmenter car il suffit d'une heure de coupure d'électricité pour que tout khombole soit en carence d'eau. Durant tout le moi de septembre, la fourniture d'électricité au niveau de la ville ne dépasse pas deux heures d'alimentation. Et cela a des répercussions sur la fourniture d'eau et les femmes font recours aux puits des différents quartiers. Pour remédier à cet état de fait, la municipalité doit envisager le renforcement du réseau et l'augmentation de la capacité de stockage du forage.

- Le développement de l'artisanat

Améliorer et organiser le secteur de l'artisanat, le renforcement du partenariat avec la chambre des métiers de Thiès est à envisager pour développer ce secteur de l'artisanat. Comme les autres secteurs, une ligne de crédit bien adaptée doit être mise à la disposition des artisans. Ces derniers doivent être formés afin qu'ils puissent participer aux foires et expositions nationales et internationales. La construction de fours pour les potiers dans le but de fournir des produits en qualité et en quantité.

- Développement du secteur commercial

Les capacités du secteur sont à renforcer avec la mise en place d'un réseau qui facilite l'accès au crédit des commerçants.

- Améliorer le secteur de la santé

L'amélioration du secteur de la santé par la mise en place d'un programme d'équipement des infrastructures sanitaires et des comités de salubrité. La création d'une décharge collective des ordures ménagères et la construction de puisards dans les concessions sont à envisager. Les populations doivent être sensibilisées pour une meilleure maîtrise des questions sanitaires.

- Développer l'éducation

Le lycée en construction doit être finalisé pour décongestionner le CEM Coumba Diack Gueye érigé en lycée depuis 2000. L'augmentation des capacités d'accueil, l'équipement des infrastructures scolaires et la réhabilitation de l'école³. Toujours pour un meilleur accès aux services scolaires les quartiers de Hanéne et de Ngandiol doivent disposer d'écoles élémentaires.

- Promotion des sports et des loisirs

Pour permettre aux jeunes de s'épanouir et de s'acquitter normalement de leurs activités ludiques, chaque quartier doit disposer d'une aire de jeu. La construction d'un stade multifonctionnel pour épauler les deux plateaux et le stade déjà existant est une priorité à khombole. La création d'une école des sports et la promotion des métiers et des loisirs doivent voir le jour à khombole.

- Culture et tourisme

Le Centre de Lecture et d'Animation Culturel (CLAC) doit avoir un local bien équipé ou seront organisés des séminaires et des ateliers de formation pour dynamiser l'animation et la culture.

Le tourisme est à développer par la création d'un campement touristique.

- Développement des NTIC

La création d'un centre cyber pour permettre aux jeunes de communiquer avec le reste du monde et de s'informer le plus rapidement possible. Toutes les catégories socioprofessionnelles doivent être formées sur les NTIC.

CHAPITRE II : LES CONDITIONS MISES EN ŒUVRE POUR UNE BONNE POLITIQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL.

D'après les études que nous avons menées au près des acteurs économiques, institutionnels et sociaux, pour qu'il y'ait véritablement développement au niveau de la commune de khombole, il faut un certain nombre de préalable. Il faut donc impliquer tout le monde dans la gestion des affaires locales et mettre des stratégies pour renforcer le développement.

I. Impliquer la population dans la gestion

1. La synergie des acteurs

Le développement ne peut se faire que si toutes les couches de la société y sont impliquées. Il faut connaître d'abord les préoccupations des uns et des autres pour pouvoir ficeler un programme de développement.

Tableau 15: avis sur le fonctionnement de la commune

FONCTINNEMENT	Nombre	Fréquence
OUI	71	47,3%
NON	79	52,7%

Source : enquête 2010

Graphique 7 : fonctionnement de la commune

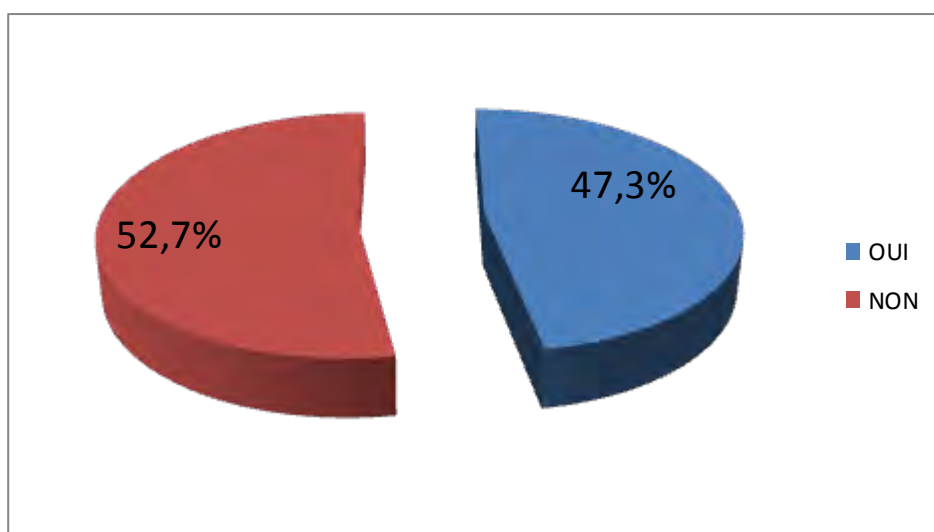


Diagramme à secteur selon l'implication de la population dans la gestion de la commune

Le tableau et le graphique qui suivent montrent que sur l'ensemble de la population enquêtée 52,7% pense qu'il n'y a effectivement pas une implication de la population dans le développement local. Cette synergie passe par la mise en cohérence, l'harmonisation et l'implication de la société civile dans les actions de développement communautaire. « Les responsables chargés de mettre en œuvre la gestion des ressources humaines doivent admettre une vision anticipative des tâches et mobiliser les énergies humaines ».⁴³ Sans cela une bonne gestion ne peut se faire à khombole. Par contre 47,3% pensent la population est impliquée dans le développement local et elles sont dans leur grande majorité constituées de gens ayant au moins un niveau d'instruction moyen. Donc on peut retenir qu'à khombole, la population est faiblement impliquée dans le processus de développement. Ce qui montre que peu de personnes ont une idée du fonctionnement de la commune.

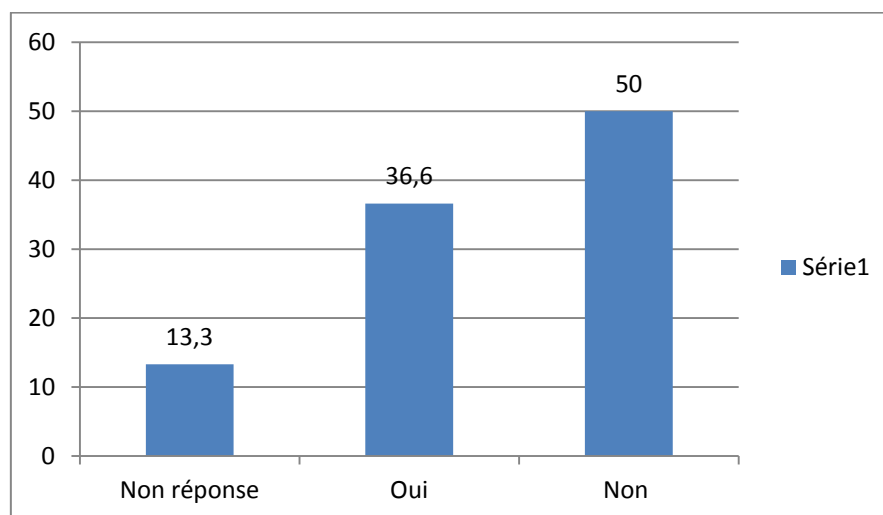
2. L'importance de l'information

On ne peut pas envisager une bonne politique de développement sans une bonne maîtrise de l'information. Les acteurs qui interviennent doivent avoir des informations territorialisées pour savoir ou agir, comment agir et quand agir. Il faut au moins impliquer la population dans le développement économique en les incitant à connaître certains notions et concepts comme la bonne gouvernance, le développement local, la décentralisation. Il est à

⁴³ BLANC(j), REMOND (B), les collectivités locales, Paris, Presses des sciences Po DALLOZ, 1995, pp239-255.

noter que peu de khombolois connaissent les concepts de décentralisation et de développement local.

Graphique 8 : maîtrise des concepts



Digramme en barre de la maîtrise des concepts

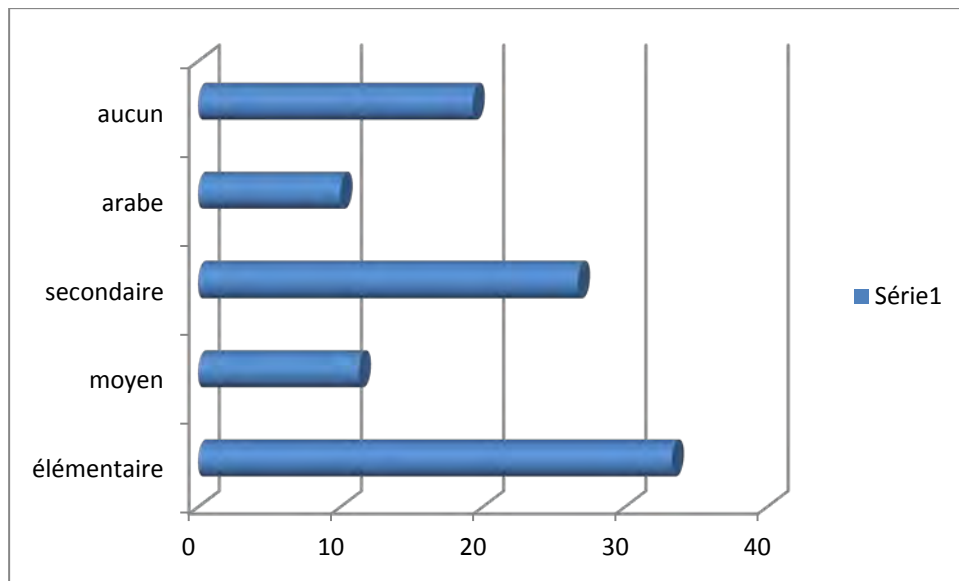
La lecture du tableau et du graphique montre que 50% de la population jugent faible le niveau d'information. Cela s'explique par un manque de vulgarisation des outils de planification mais aussi de l'absence d'un système d'information. Par contre 36,6% jugent bon le niveau d'information, il s'agit entre autre des acteurs qui ont un bon niveau d'instruction. Et ces derniers ne représentent qu'un faible pourcentage de la population comme l'indique le tableau suivant.

Tableau 16: niveau d'instruction de la population

Instruction	Aucun	Arabe	Secondaire	Moyen	Elémentaire
Effectif	29	15	40	17	39
Pourcentage	19	10	27	11	33

Source : enquête 2010

Graphique 9 : niveau d'instruction de la population



Source : enquête 2010

Diagramme en barres horizontales du niveau d'instruction de la population

L'observation du graphique montre que plus de la moitié de la population de la commune ont un niveau d'instruction élémentaire (33%) des effectifs. Le pourcentage de la population n'ayant pas fréquenté l'école est de 19,3%. Ce qui veut dire que ceux qui ont un niveau moyen en secondaire sont majoritaires pour l'ensemble de la population et représentent un pourcentage de 38%. Et malheureusement se sont ces derniers qui sont le plus souvent contactés quand il s'agit de prendre des décisions majeures. Et cela a été déploré par presque toute la population car durant nos enquêtes, elle veut que la municipalité les demande leurs avis dans les grands projets de la communes.

II. Les perspectives locales pour le développement

Au regard des résultats de notre enquête, il est nécessaire de formuler des recommandations en se basant sur les revendications des khombolois en vue de palier aux différentes contraintes identifiées.

Partant des difficultés rencontrées, des expériences faites dans le cadre de la décentralisation et du développement local, les acteurs locaux de la commune de khombole cherchent dans le cours, le moyen et le long terme à créer un cadre adéquat pour l'exécution de leurs missions dans lequel tout acteur du développement apportera sa participation. Chaque acteur doit apporter sa contribution pour un développement économique durable de la commune.

Le développement économique durable peut être défini comme étant un développement qui répond aux besoins présents sans compromettre la capacité des générations futures. Il est mis en œuvre un cadre stratégique qui a pour objectif d'assurer un progrès économique, social et équitable.

A Khombole, le développement local durable constitue un processus qui rêvait : de l'implication des populations dans la gestion, d'une plus grande responsabilité des élus, promouvoir l'intercommunalité, appliquer les règles strictes de paiement des impôts.

1. L'implication de la société civile dans la préparation du budget

Il s'agit d'accorder place à la société civile (chefs de quartiers, associations...) dans la préparation des projets du budget local jusqu'à son vote par le bureau du conseil municipal. Cela permet un échange entre acteurs sur la nature des équipements collectifs et leur localisation.

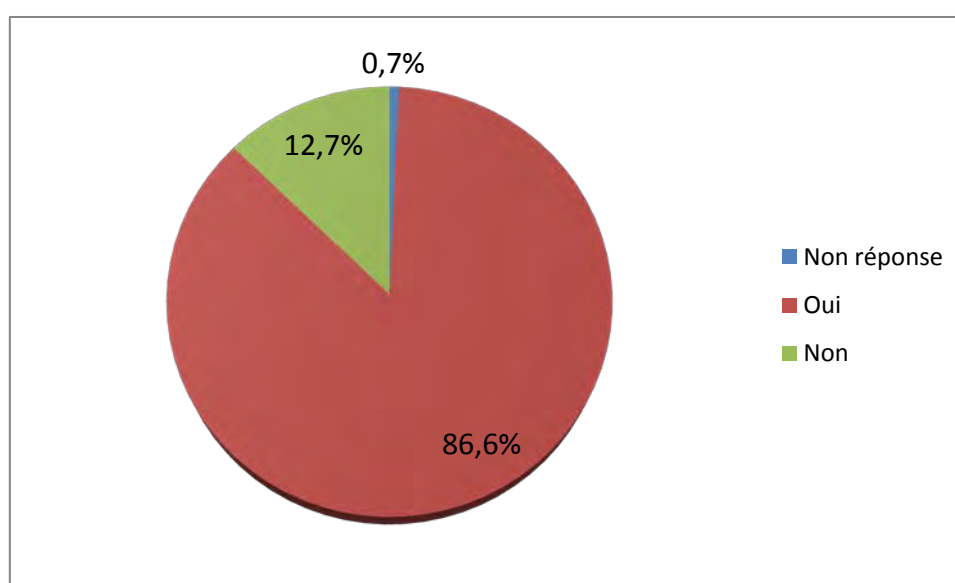
2. Une plus grande responsabilité des CL

Après plus d'une décennie de transfert de compétences aux collectivités locales, il est urgent d'ajouter aux neuf compétences transférées d'autres comme la gestion du sous-sol, l'artisanat, le tourisme. Cette nouvelle vague de transfert permet aux collectivités locales d'avoir plus de possibilité d'accorder plus de place au moment de l'élaboration du budget aux secteurs qui structurent l'économie locale. Seule la décentralisation peut améliorer les conditions de vie comme l'indique le tableau suivant.

Tableau 17: la décentralisation peut-elle améliorer les conditions de vie

Amélioration des conditions de vie	Nombre	Fréquence
Non réponse	1	0,7
Oui	130	86,6
Non	19	12,7

Source : enquête 2010



Graphique 10 : la décentralisation peut-elle améliorer les conditions de vie ?

Digramme à secteur de l'amélioration des conditions de vie

La lecture du tableau et du graphique montre que la population khomboloise estime que la décentralisation peut améliorer les conditions de vie des populations. Mais il faut que cette décentralisation soit une réalité sur le terrain, que toutes les couches sociales soient impliquées dans la gestion. Il faut que chaque khomolois se sente impliqué dans la gestion des affaires locales et que les élus locaux mobilisent toutes les ressources humaines, matérielles pour promouvoir un développement durable. Peu de personnes soit 12,7% pensent que la décentralisation ne peut pas améliorer les conditions de vie. Cette minorité est constituée non seulement de personnes illettrées mais aussi qui n'ont rien compris des concepts de la décentralisation et du développement local.

3. Promouvoir l'intercommunalité

Les collectivités locales peuvent entreprendre entre elles des actions de coopérations. Celle-ci favorise la création de structures appropriées qui facilitent le développement. « Les collectivités locales peuvent entreprendre des actions de coopération entre elles. Cette coopération peut se traduire par la création d'un groupement de deux ou plusieurs collectivités ou de toutes autres structures appropriées de promotion et de coordination des actions de développement dans les domaines spécifiques ». ⁴⁴

A khombole, seule l'intercommunalité pourrait permettre de désengorger la commune. Les communautés rurales voisines pourraient alors abriter des projets et infrastructures que la commune est entrain de perdre faute d'espaces ou de mauvaise gestion.

Cela a été le cas lors de la tabaski de 2010. Lorsque les vendeurs de moutons ont des différends avec la municipalité sur les problèmes de taxes des moutons, ces derniers se sont déplacés vers la communauté rurale de Ngoundiane. Il en est de même pour le conflit foncier entre la commune de khombole et la communauté rurale de touba toul. Cette dernière a de vastes espaces qu'elle n'exploite pas, et depuis, la commune de khombole demande une extension de deux kilomètres sur cet espace et ça tarde à être concrétisée par l'Etat du fait que les deux collectivités concernées ne se sont pas tombées d'accord. Et si il y'avait des rapports de coopération entre elle, cela aller être beaucoup plus facile.

4. Augmenter les moyens matériels de la commune

Il est certes bon de responsabiliser les élus locaux, mais il faut qu'il y'ait toujours de mesures d'accompagnement permettant à la commune de mener à bien ces activités. En effet, les collectivités locales souffrent d'un déficit criard en ressources de qualités aptes à coordonnées des politiques de développement local. Il faut aussi renforcer et moderniser l'administration en vue d'une meilleure gestion.

⁴⁴ Article 14, code des collectivités locales.

5. L'application stricte de sanctions prévues par le code général des impôts

Les finances locales constituent le levier du développement économique. De ce fait, les contribuables qui refusent de payer les impôts et taxes auxquels ils sont assujettis doivent être sanctionnés. Et si tel sera le cas la majorité des chefs de ménages seront sanctionnés car à khombole personne ne paye ses taxes ni ses impôts. Même pour faire payer aux mamans le ticket de leur table au marché, c'est tout-à fait un problème.

Tableau18 : nombre de personnes qui paient l'impôt

Impôt	Nombres	fréquences
Oui	8	5,3%
Non	142	94,7%

Source : enquête 2010

L'observation du tableau montre que l'impôt ne fait presque pas parti des ressources financières de la commune. Sur un total de 150 chefs de ménages enquêtés seuls huit payent l'impôt. Ces derniers sont constitués de fonctionnaires et nous font savoir que leurs impôts sont tirés de leurs salaires. Excepté cette minorité, l'impôt n'est plus demandé à khombole. Lors de nos enquêtes certains vieux nous font savoir qu'à l'époque, eux ils payaient leurs impôts mais depuis quelques décennies la municipalité ne les demandent plus.

6. Développer un esprit partenarial local

Aujourd'hui, l'expérience a montré que partout dans le monde, le développement économique local ne peut se faire qu'en s'appuyant sur un travail de partenariat. Le partenariat constitue un phénomène nouveau, mise en place depuis l'avènement de la décentralisation. C'est un potentiel riche dont la mise en œuvre peut constituer pour nos collectivités locales un élément important pour la réalisation des plans et programmes de développement. Le partenariat constitue aujourd'hui un élément incontournable pour enclencher des processus de développement. Ce partenariat doit toujours avoir un suivi car il faut pérenniser le legs hérité de nos partenaires. Mais il faut que les bénéficiaires soient suffisamment outillés en matériel et en finance pour pouvoir assurer la pérennisation des projets. Beaucoup de projets disparaissent après le départ des partenaires, d'où

l'impérieuse nécessité de renforcer les savoirs faire locaux en matière technique et financière.

7. Renforcer la politique de bonne gouvernance

Il s'agit de faire une gestion transparente des ressources financières et matérielles. Cela permettra d'éviter des erreurs de gestion, des contraintes, et autres obstacles afin de remédier à la pauvreté. « Le développement du continent Africain doit passer par une définition globale de la bonne gouvernance qui suppose le développement économique durable, le développement des facteurs humains (santé, éducation), la transparence et la responsabilisation de la société civile ».⁴⁵ Il faut aussi préserver les activités les plus en vues, qui structurent l'économie au niveau de la commune de khombole. Il s'agira d'élaborer des stratégies de promotion, d'harmonisation, d'encadrement afin de recenser toutes les forces vives de la commune. L'Etat doit aussi rapprocher d'avantage la gestion des projets à leurs bénéficiaires. En effet, la forte tutelle sur Dakar entraîne des lenteurs administratives dans le fonctionnement normal de certains projets ou programmes intervenant au niveau local. Le projet étant local, il nécessite une gestion de proximité.

⁴⁵ MO Ibrahim, initiateur de la bonne gouvernance en Afrique, in Jeune Afrique hors série n°18 : l'état de l'Afrique 2008.

Tableau19 : axes spécifiques pour améliorer le développement économique local

RECOMMANDATIONS GENERALES	RECOMMANDATIONS SPECIFIQUES
Meilleure implication de la société civile dans la gestion	-accorder plus de crédit à la population -favoriser le dialogue entre acteurs sur les projets ou programmes de développement local
L'importance de l'information	-accès à l'information pour pouvoir participer aux prises de décisions majeurs -maîtriser les concepts pour pouvoir agir
Promouvoir l'intercommunalité	-renforcer les relations villes-campagnes par un partenariat gagnant-gagnant -désengorger la commune
Augmenter les moyens matériels et financiers de la commune	-accompagner les grands projets de développement -mieux outiller la population
Implication stricte de sanctions prévues par le code des impôts	-choisir une équipe fiable pour collecter les impôts et taxes -former le personnel pour une meilleure mobilisation de la fiscalité locale
Développer un esprit partenarial	-augmenter les accords de coopération -création d'un cadre de concertation
Renforcement politique de la bonne gouvernance	-favoriser la transparence et la bonne gouvernance -recenser toutes les ressources matérielles, financières et humaines pour assurer un développement durable

Sources : enquête 2010

Pour promouvoir un développement équilibré, les élus locaux de la commune doivent prendre en compte ces différents éléments cités dans le tableau. Ces derniers constituent les revendications les plus préoccupantes de la population khomboloise.

De l'avis des chefs de quartier, tant que ces éléments cités dans le tableau ne sont pas appliqués, la décentralisation ne sera pas une réalité à Khombole.

III. Les opportunités de la décentralisation

Le grand défi relevé par la mise en place de la décentralisation au Sénégal est la coordination et l'implication de tous les acteurs dans le développement économique local. Cela a permis de poser les bases d'un véritable développement participatif dans les collectivités locales mises en place par l'Etat du Sénégal. La décentralisation devient ainsi une réalité dans beaucoup de localités, en favorisant la participation de tous les acteurs à la réalisation de la politique du développement local. Ceci est le résultat de la mise en

place de nombreuses initiatives et d'innovations par les acteurs sociaux de bases. Ainsi la décentralisation, appliquée à Khombole a eu de nombreux impacts sur le plan politique administrative et socio économique.

1. Dans le domaine socio-économique

Dans le cadre du développement économique et social, la municipalité ainsi que la population locale fournissent des efforts très importants. La décentralisation, en garantissant d'abord la participation des populations à l'exercice des compétences transférées, privilégies également la mobilisation de toutes les ressources locales en vue d'un développement harmonieux.

D'après l'article II du code des collectivités locales, la commune est dotée d'une autonomie financière et doit être en mesure de chercher des moyens financiers nécessaires pour enclencher un processus de développement local. Désormais, les populations locales ne sont plus observateurs, mais acteurs du développement. Les lois sur la décentralisation, les offrent le plein pouvoir d'assister et de participer dans la gestion des affaires publiques locales. Cette prise de conscience des populations leur permet de poser les jalons pour la réalisation des actions prioritaires pour le développement de la commune. A Khombole, les associations naissent dans tous les quartiers pour soutenir les initiatives du développement. Cela a été apprécié et constitue un exemple patent qu'il faut multiplier et encourager.

Dans le même ordre d'idée, les lois sur la décentralisation recommandent la tenue même des séances d'orientations budgétaires aussi bien qu'avec les élus locaux (à l'occasion des débats au sein du conseil municipal) qu'avec la population à travers des réunions.

Cette volonté de rendre compte de la gestion des deniers publics locaux aux populations, renforce la transparence, la bonne gouvernance et consolide la crédibilité des élus locaux.⁴⁶

Désormais la population participe à l'élaboration des projets prioritaires avant que ces derniers soient votés par les conseillers. La mise en place des grands projets passe nécessairement par l'avis des populations qui ont la possibilité d'orienter les bailleurs

⁴⁶ MAR, (P, M), 2007-2008 : Décentralisation et développement local : « étude de la commune de Foundioune, mémoire de maitrise, UCAD, 171p.

dans les domaines à intervenir et les cites à choisir. Pour que les partenaires s'intéressent à une localité, il faut qu'il y ait la bonne gouvernance et la transparence. C'est pourquoi la commune de khombole a mis en place des stratégies pour une bonne récupération des taxes municipales. Cela est le résultat de l'augmentation des recettes mais aussi il a permis à Khombole d'être parmi les 10 (dix) communes choisies par PADELU/MAEU du fait de la bonne gouvernance.

Les lois sur la décentralisation favorisent également la mise en place de plusieurs activités génératrices de revenus. Aujourd'hui, à khombole, pratiquement chaque jeune, chaque femme évolue dans un secteur d'activité et ceci grâce à la décentralisation. Elle joue un rôle fondamental dans la réduction de la pauvreté et du chômage. La population locale travaille en parfait synergie. Elle favorise le dialogue et l'échange en vue d'une participation de tous les citoyens dans le développement économique local. Elle renforce la démocratie locale, la cohésion entre les citoyens et une forte mobilisation des ressources humaines et financières.

2. Dans les domaines politique et administrative

Du point de vu administrative, la décentralisation a permis la mise en place des collectivités locales que sont la région, la commune et la communauté rurale. Elles sont dotées d'une autonomie financière et sont gérées par des personnes morales élues pour un mandat bien déterminé. Le transfert des neuf compétences à ces dernières permet de rapprocher l'administration de ses administrés en déplaçant les niveaux de décision d'un échelon supérieur (l'Etat) à un échelon inférieur (c'est-à-dire à l'échelle des collectivités locales).

Toutefois, elle met en avant le souci d'une gestion participative qui implique toutes les couches sociales pour un bon fonctionnement des affaires basant sur une administration locale. Cette dernière est gérée dans la commune de khombole par un maire, élu au suffrage universel direct à l'occasion des élections locales. Il est épaulé dans l'exécution de ces fonctions par deux adjoints au maire et une autre équipe constituée par l'ensemble des conseillers municipaux de la localité.

Les lois sur la décentralisation attribuent aux collectivités locales des moyens matériels et financiers nécessaires pour le bon fonctionnement des collectivités.

Désormais chaque collectivité locale a la possibilité de prendre son destin en main en se basant sur ses propres ressources locales.

Dans la commune de khombole, les populations sentent moins cette administration de proximité car elles sont faiblement impliquées dans la gestion locale et dans l'exécution des grands projets de la commune. Sur un échantillon de 150 ménages enquêtés, seul 32% sont souvent contactés dans la mise en œuvre des projets. Et cette minorité est constituée d'intellectuels, pour dire qu'à khombole si on n'a pas fréquenté l'école on est laissé en rade.

La commune dispose certes de beaucoup d'institutions, mais presque sans utilités, car elles sont moins fréquentées par la population locale. Cela est avéré par M Mbaye Ciss, agent de l'Etat, chargé de la gestion du centre sociale. Il nous fait savoir que le centre n'est pas fréquenté par les khombolois et que pour tout ce qui est volet social la mairie ne l'informe pas. Il en est de même pour le poste de santé de Guinaw Rail, car lors de notre entretien avec l'infirmière d'Etat détachée à ce poste, elle nous a expliqué qu'elle reçoit peu de malade par jour. Ceci est du aux difficultés d'accès aux services sociaux de bases et au manque d'informations de la population.

Aujourd'hui, des initiatives organisationnelles commencent à prendre de l'ampleur dans la commune. Ainsi, les ASC se multiplient, les GIE et les GPF germent comme des champignons avec l'obtention de papiers juridiques qui facilitent l'accès aux avantages de la décentralisation.

La décentralisation implique toutes les couches sociales dans le développement économique local. Depuis son avènement, la commune constitue un pôle économique de développement ayant la reconnaissance de la libre administration et d'une autonomie financière pilotée par le premier magistrat de la commune qui est le maire. Cela favorise la démocratie locale car il permet aux citoyens de participer dans la gestion pour la mise sur pied d'un développement économique durable soit à court ou à long terme. C'est dans ce contexte que Matora nous fait savoir : « Les actions à mener et les décisions à prendre dans ce contexte s'inscrivent dans une perspective à réconcilier le court et le long terme ».⁴⁷

⁴⁷ MOTORA, F, 1996, « Gouvernance locale et développement durable », pp 81-91, in aménagement du territoire et développement durable : quelles intermédiations ? Paris, Harmattan, GRPT.

La décentralisation valorise les ressources et le savoir local, car toute collectivité à une histoire qui influe sur son développement.

Cette prise de conscience permet aux khombolois de se retrouver autour de l'essentiel pour développer leur localité. La commune commence ainsi à se muter au profit des citoyens. Chacun apporte sa pierre à l'édifice pour un bon déroulement des activités du développement. Une parfaite synergie s'installe entre citoyen résidant ou non dans un même quartier avec un seul objectif : « développer la commune de khombole ».

TROISIEME PARTIE :
IDENTIFICATION DES ACTEURS
EN JEU ET LEURS REALISATIONS
DANS LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE LOCAL

CHAPITRE I : LES ACTEURS EN JEUX DANS LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE LOCAL

I. Identification des acteurs

Etant donné qu'il y'a plusieurs acteurs qui interviennent dans le développement économique local, il est difficile de les prendre tous en compte. Il est donc important de faire un tableau dont l'exploitation doit permettre d'identifier un certain nombre limité d'acteurs stratégiques les plus en vue dans le processus du développement économique local. Cela nous permettra d'identifier : l'Etat, la commune, les ONG, les conseils de quartier, les OCB...

Tableau 20 : Les acteurs du développement local

ACTEURS	MISSIONS
L'Etat	<ul style="list-style-type: none">-Finance le développement communal-Intermédiaire entre les bailleurs et les CL-Approuve les politiques publiques définies par les CL-Mobilise l'expertise au profit des populations-Responsabilise la collectivité dans le cadre des compétences transférées-Procède à des transferts financiers au profit des la commune-Accompagne la commune dans les négociations avec la coopération décentralisée
Municipalité	<ul style="list-style-type: none">-Elabore les politiques communales de développement-Finance les investissements publics-Appui les OCB-Finance les projets générateurs de revenus-Facilite l'accès aux services sociaux de bases
Délégués de quartier	<ul style="list-style-type: none">-Regroupent les associations du quartier-Soutien les initiatives développées dans le quartier-Contribuent à la réalisation des actions identifiées dans le cadre du Plan de Développement du Quartier- Constituent l'interlocuteur entre les habitants et les institutions administratives
	<ul style="list-style-type: none">-Appuient les initiatives des populations-Participent aux financements des micros projets

ONG	<ul style="list-style-type: none"> -Jouent un rôle d'intermédiaire au près des bailleurs de fonds -Réalisent des études au profit des organisations de bases
OCB	<ul style="list-style-type: none"> -Participent à l'élaboration du plan de développement communal -Recensent les problèmes de la collectivité -Organisent des activités génératrices de revenus -Evoluent dans les associations de développement communautaire -Orientent les politiques de développement

Source : enquête 2010

II. La contribution des acteurs dans le développement local

Pour cette partie nous nous sommes intéressés à plusieurs types d'acteurs. Cela nous permettra de connaître le rôle de chacun et leurs réalisations dans le domaine des compétences transférées.

1. La commune

Elle est une collectivité de l'Etat, dotée d'une autonomie financière. Elle est administrée par le maire secondé par le conseil municipal. Ce dernier est élu et constitue l'espace d'élaboration et d'exécution du budget. C'est là où se définit la planification et les grandes décisions. Il a la charge de coordonner l'administration du développement local. Ces prérogatives font du conseil municipal le responsable le plus visible et le plus immédiat dans la gestion des affaires locales. La lecture superficielle du budget montre que la commune réserve une faible part du budget aux investissements. En 2007, sur un budget total de 315 951 507 FCFA, les investissements ont consommé 145 500 628 FCFA, soit 46% du budget de cette année. En 2008, sur un budget total de 285 019 528 FCFA, en fonctionnement nous avons 190 971 190 FCFA, soit 67% du budget de cette année. Et pour l'année 2009, on observe le même scénario car sur un total de 366 663 528 FCFA, nous avons en fonctionnement 245 724 328 FCFA, soit 39,7% du budget de cette année. Cela montre que de réels efforts restent à faire car la municipalité doit beaucoup investir pour mettre sur pied un bon plan de développement local.

La commune a d'énormes difficultés dans l'exécution de ses fonctions. La participation des communes à gestion urbaine est limitée par l'absence de ressources et à un financement insuffisant du transfert de certaines compétences de l'Etat aux collectivités locales.

Hormis la participation des communes, le budget est alimenté par les recettes provenant essentiellement de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères, des taxes et impôts à recouvrer sur les gestions antérieurs.

Ces contraintes financières bloquent les possibilités d'investissement des communes. Les communes sénégalaises sont donc captives d'un Etat qui, selon ces modes de fonctionnement, ne garantit pas à ses collectivités locales les ressources nécessaires pour faire face aux besoins des populations. Prisonnier de la logique du soutien mercenaire, les responsables politiques ont fait des mairies des positions de prédation. Aucune analyse digne de ce nom et respectueuse des règles élémentaires de l'administration ne peut montrer que les personnels communaux sont épaulés dans leur administration locale. La gestion du budget doit nécessairement être suivie d'un bilan, d'un compte rendu. Il est devenu presque une habitude dans les communes de cumuler plusieurs gestions sans présenter de compte administratif. Cette négligence au regard de la loi constitue une faute grave et ce manquement empêche de voir clair dans la gestion des municipalités.

Le caractère insuffisant des ressources a provoqué la crise des fonctions économiques de la commune. Cette situation n'a pas permis aux collectivités locales de participer de manière efficace à la satisfaction des demandes des populations. Dans un contexte marqué par l'accumulation de la crise financière et économique de l'Etat, le déficit en ressource s'accroît. Les mesures d'austérité et le désengagement de certains secteurs à ne pas répondre aux besoins de ses collectivités locales s'installent. Que peuvent donc faire les communes touchées par ces évolutions pour améliorer les conditions de vie des communautés défavorisées ?⁴⁸

Certains maires tentent la coopération internationale pour faire face aux déficits de ressources. Ces recherches d'autonomie financière ont comme enjeu la renégociation des relations entre le pouvoir central et l'Etat. Il est très probable qu'une partie de l'aide obtenue dans ce cadre soit, utilisée pour la suivie financière et politique des responsables municipaux dans le cadre des compétitions du parti au pouvoir. Sans une transformation de la nature de l'Etat et de son caractère néo-patrimonial, on voit mal comment il pourra régler le problème de ses collectivités locales.

⁴⁸ DIOP (MC), DIOUF(M),-Enjeux et contraintes politiques de la gestion municipale, Bordeaux, Centre d'Etude d'Afrique noire, 1990, 36p.

2. Les délégués de quartier

Ils apparaissent comme un outil essentiel et fondamental pour le développement car ils dépassent l'échelon municipal et propose une intervention à l'échelle des quartiers. Dans le contexte de la décentralisation, les communes sénégalaises se sont vue attribuées de nouvelles compétences, mais également la charge d'élargir les décisions aux acteurs de la société civile. Dans le cas de la commune de khombole, le tissu associatif, à travers les conseillers de quartier joue d'une très grande reconnaissance de la commune dans sa politique de renforcement de la gouvernance locale.

Le quartier est l'espace où le sentiment d'appartenance est le plus fort. Chacun veut que son quartier soit plus développé que l'autre. Le délégué de quartier apparaît ainsi comme le dernier échelon de la décentralisation qui rapproche davantage l'administration de ses administrés. Il est un cadre de concertation des populations, constituant le garant de la prise en charge des problèmes des populations même les plus démunies à cette échelle territoriale qui leur est plus proche. Facilitation de la concertation et de la participation, le conseil de quartier permet un meilleur rapprochement entre la commune et les populations.

Sur l'ensemble des chefs de quartier enquêtés, ils ont tous affirmés une nette satisfaction de la participation des populations dans les politiques de développement locales malgré les contraintes du milieu. Ils ont en effet souligné que la municipalité peut assister davantage les populations dans l'exécution de leurs initiatives de développement. Chaque délégué de quartier dispose de plusieurs OCB et travaille en parfaite collaboration avec eux. Ces délégués n'ont pas de salaire et reçoivent rarement des subventions pour la tenue régulière des réunions.

3. Les ONG

Ils sont des acteurs clés du développement et sont des associations sans but lucratif et fonctionnent suivant des règles préétablies. Le département des Nations Unies (ONU), qui assure la liaison avec les ONG, les définit comme : « Un groupe de citoyen volontaire sans but lucratif et organisé à l'échelon local, national ou international. Ils ont pour rôle de définir les analyses et les expertises servant de mécanisme d'alerte avancés et aident à superviser et à mettre en œuvre les accords internationaux. Leurs puissances et leurs degrés d'influence ne cessent de grandir sur la scène internationale. Ils jouent un rôle primordial dans la suivie des

populations, car ils mènent un combat contre la pauvreté et mettent en place des politiques de développement économique et luttent contre les maladies endémiques.

Au Sénégal par référence au décret 96-103 en son article 1^{er}, les ONG sont des associations ou organisations régulièrement déclarées à but non lucratif ayant pour objet d'appuyer les collectivités locales dans leurs processus de développement. Il est donc formellement interdit aux ONG, toutes activités de nature à créer au sein des populations une discrimination fondée sur les conditions à caractères ethniques, confessionnelles ou politiques.

4. Les GIE

Ils sont au nombre de six (06) qui sont formels au niveau de la commune. Ils constituent de vrais instruments de développement économique local. Ils constituent un cadre de regroupement des forces de la localité pour initier des projets de développement. A khombole cela a beaucoup contribué à l'avancé de la commune avec la création de six (06) GIE d'affaires qui ont leurs papiers juridiques et ayant bénéficié de financement permettant de démarrer leurs activités. Ces GIE jouent un rôle fondamental dans le développement en mettant sur pied des stratégies de développement et en cherchant les moyens financiers pour pouvoir atteindre les objectifs fixés. Une grande partie des khombolois travaille dans ces GIE qui constituent un gagne pain pour la plupart d'entre eux. Beaucoup de femmes travaillant au niveau des GIE de l'aviculture gagnent des fois même jusqu'à 25 000 FCFA par moi, pour un début de projet c'est satisfaisant selon les membres. S'agissant de ceux travaillant dans le maraichage, ils gagnent plus de 50 000 FCFA par récolte.

Donc à Khombole, les GIE contribuent à réduire la pauvreté, le chômage et constituent une source de revenus pour beaucoup de khombolois.

5. Les ASC

Elles sont au nombre de quatorze (14) dans la commune. Elles pratiquent généralement des activités sportives et culturelles durant les vacances. Dans de rares occasions et de manière éphémère, elles inscrivent dans leur calendrier des actions de développement. La commission d'organisation organise des cours de vacance et des journées de reboisement et nettoyage mais rarement car elles peuvent cumuler deux saisons sans organiser ses genres d'activités qui contribuent au développement. Les ASC misent beaucoup sur des activités à but lucratifs. Cela est déploré par beaucoup de khombolois qui prennent les ASC comme des

vecteurs de développement car elles sont constituées de jeunes dynamiques, ambitieux et motivés.

Nos enquêtes ont révélé de la part de beaucoup de chef de ménages que ces ASC participent rarement au développement de la commune. Cette situation est due au fait que les jeunes ne vivent pas ensemble pendant toute l'année. Certains y passent leur vacance, d'autres occasionnellement assistent à des manifestations du fait de leur indisponibilité.

6. L'APE

L'Association des Parents d'Elèves est chargée de la bonne gestion des infrastructures scolaires. Elle regroupe l'ensemble des parents des élèves de la dite localité pour veiller au suivi et à la bonne éducation des leurs enfants. Elle est dirigée par un bureau élu par les différents membres et qui est susceptible d'être renouvelé en cas de non respect des engagements fixés par le comité directeur. L'actuel président M Mamadou Traoré Diop, infirmier à la retraite a occupé ce poste pendant presque 10 (dix) ans. Sa durée à ce poste est lié à sa disponibilité, il est toujours à khombole et jouit pleinement de ces fonctions. Les rentrées scolaires sont préparées chaque année par le désherbage, le nettoyage des différentes écoles de la localité. L'association joue également le rôle d'intermédiaire entre les élèves, l'administration et le corps professoral. Quand des problèmes surviennent comme les nombreuses perturbations des élèves, l'APE est immédiatement convoquée pour décanter la situation.

A Khombole, l'APE joue un rôle primordial dans la suivie et la recherche de fonds pour le bon fonctionnement du système éducatif. De nombreuses salles de classes sont construites et équipées par les parents d'élèves au niveau du lycée. Et malgré le retard pour l'achèvement des travaux du nouveau lycée, l'APE joue sa partition et contribue à l'éducation des enfants.

Cela n'est pas sans résultat car chaque année le lycée de khombole enregistre de bon résultat au BFEM et au baccalauréat. Et si le pari de la scolarisation des filles est aujourd'hui gagné à Khombole, c'est parce que les acteurs qui tournent au tour du système éducatif sont très dynamiques. L'exemple de l'APE de la commune de Khombole constitue dont un bel exemple à suivre pour un développement harmonieux du système éducatif national.

7. Les GPF

Il est difficile de dire avec exactitude le nombre de Groupements de Promotion Féminine que compte la commune de Khombole. Mais des enquêtes menées au niveau du Centre Social nous permettent d'avoir un aperçu que Khombole compte une trentaine de GPF qui sont actifs et travaillent en parfaite collaboration avec le Centre Social. Ils ont commencé à voir le jour dans les années 1980 dans le cadre des politiques menées par l'Etat du Sénégal pour améliorer les conditions de vie des femmes dans le cadre de la décentralisation. Cette politique a été facilitée par les bailleurs de fonds qui se sont orientés vers l'aspect genre pour promouvoir le développement de la femme. A khombole, ces associations féminines sont connues surtout par leur dynamisme, la diversité de leurs domaines d'intervention et leurs abnégations. Il n'y a pas encore une union communale des GPF. Chacun travaille de manière autonome et regroupe les femmes des différents quartiers de la commune. Mais de temps en temps, des réunions regroupant tous les groupements sont convoquées, ce qui constitue un cadre de concertation et d'échange des compétences déjà acquises dans la gestion des projets.

Grâce à l'appui des ONG et Partenaires Techniques Financier (PTF), les activités longtemps confinées par les Groupements de Promotion Féminine (petit commerce, micro projet, élevage...) ont prit des dimensions économiques qui dépassent même l'attente des participants. Les GPF sont très dévoués sur le plan de la mobilisation et sont de bon gestionnaire pour une meilleure utilisation de leurs fonds.

8. Les partenaires au développement

Il s'agit des structures d'appui, d'aide et d'assistance aux collectivités locales. Ils jouent un rôle très important dans le développement économique local. C'est dans un contexte de pauvreté accrue des populations que plusieurs programmes de développement ont été mis sur pied à travers le Sénégal et khombole en bénéficie. On peut ainsi distinguer :

- Le PADELU qui est un partenaire fidèle de la commune et qui a injecté beaucoup de millions pour le développement local de Khombole. Ses interventions sont surtout accès à l'éducation, au sport et l'augmentation de la voirie urbaine qui sont des points focaux pris en compte par la décentralisation. Si les écoles I et II sont réfectionnées c'est grâce au PADELU, il a aussi mis à la disposition des khombolois un projet d'extension de la voirie et la construction de deux plateaux multifonctionnels.

- UNESCO : il est l'un des partenaires financiers de l'OCB de Guinaw Rail. Il est une structure de l'organisation des Nations Unies pour l'éducation et la santé. Elle a beaucoup soutenue les jeunes de Guinaw Rail dans l'élaboration et la mise en réalisation de leurs initiatives de développement.
- Dans le cadre de la coopération décentralisée, la commune a signé avec plusieurs pays des accords de partenariat. Il en est ainsi avec la ville italienne de Pontadéra. Ce partenariat commence à récolter ces fruits avec le financement d'une place publique, située à côté de la mairie et dont les travaux vont bientôt démarrer. Toujours dans ce même ordre d'idée des accords sont signés avec des partenaires brésiliens et espagnols dans le cadre de la mise en valeur des potentialités dont dispose la commune.

Ces partenaires au développement contribuent à l'avancé de la commune en soutenant les initiatives locales de développement. Ils sont toujours à côté de la population locale pour les assister dans leurs processus de développement. Ils éprouvent d'énormes difficultés pour atteindre leurs objectifs. Ils sont contrains par le manque de formation des populations, mais aussi souvent du désengagement de la municipalité à soutenir leurs efforts.

9. L'ARD

L'Agence Régional de Développement est basé à Thiès mais travaille en parfaite collaboration avec la commune de khombole dans le cadre du développement économique local. L'ARD, oriente beaucoup de projet vers Khombole et met à la disposition des populations des moyens financiers nécessaires à leurs politiques de gestion locale. Elle est une structure qui prend en charge tout ce qui est développement pour l'ensemble de la région. De ce fait elle doit être impliquée dans tous processus allant dans le sens du développement économique local.

III. Etat des lieux sur le jeu des acteurs

1. Réalisations du PADELU

C'est grâce à la bonne gouvernance (augmentation et amélioration des recettes), que khombole a été sélectionnée parmi les 17communes bénéficiaires du projet PADDELU. Ce projet a réuni toutes les catégories socioprofessionnelles de la commune de khombole en une journée de travail pour sélectionner les projets prioritaires pour la commune. La réunion

s'était tenue à l'ENDSS (Ecole Nationale de Développement Sociale et Sanitaire). Les projets choisis étaient :

- La réhabilitation des écoles I et II puisqu'il y'avait beaucoup d'enseignants pour défendre ce projet.
- La réfection de la voirie
- La construction de plateaux multifonctionnels
- La construction de la gare routière
- La mise en place d'un grand projet hydro-agricole.

Le choix de ces projets était démocratique car chacun d'entre eux a été bien défendu avant d'être accepté.

1.1 La réhabilitation des écoles

Pour renforcer le système éducatif et décongestionner les écoles déjà existantes, ce projet a été soutenu par des participants de la réunion constitués en majorité d'enseignants.

L'école I est la première école implantée dans la commune depuis l'époque coloniale. Juste dans les années 2000 elle était dans un état de délabrement très avancé et les élus locaux avaient prit les premières initiatives pour remettre à neuf ces bâtiments. Ce n'est qu'en 2005 qu'elle a été réfectionnée grâce à l'appui du PADELU.

Cette école construite en 1915 par les autorités coloniales a été remise à neuve. Les 14 salles de classes dont comptait l'école depuis sa création ont été réfectionnées et une nouvelle salle a été construite. Ce qui a permis d'augmenter l'effectif à presque 1000 élèves de nos jours. Cette école a formée des cadres qui sont très contents aujourd'hui de voir l'école dans ces nouveaux habits.

Pour ce qui est de l'école II, elle est construite en 1977. Aujourd'hui elle compte 9 salles de classes construites en bâtiments modernes. Le personnel ainsi que l'effectif des élèves sont considérablement revus à la hausse.

PADELU a beaucoup contribué à l'éducation à khombole. Et si le pari de la scolarisation des filles est aujourd'hui gagné à khombole c'est parce que PADELU a bien

soutenu l'éducation. Non seulement, il construit des salles de classes mais contribue également à l'équipement de ces dernières.

1.2 La réfection de la voirie

Dans le cadre du renforcement de la voirie, la commune de khombole a signé un accord de partenariat avec le projet PADELU. Ce dernier a permis en 2005 de réfectionner et d'augmenter l'ensemble de la voirie urbaine. La commune a assuré une participation de 10% et les 90% restants ont été donnés par le partenaire technique financier (PTF). Ce projet a permis de réfectionner ce que le défaut d'entretien a entraîné la dégradation. Il a aussi permis de délocaliser certaines localités de la commune. Le déplacement et l'accès dans certaines zones sont devenus faciles.

1.3 La construction de plateaux multifonctionnels

A l'époque, khombole ne disposait pas de terrain de basket digne de son nom. Toutes les activités sportives tournaient autour du foot ball dont la commune dispose d'un seul stade qui n'est pas en bon état. Aujourd'hui avec la construction de deux plateaux multifonctionnels, d'autres sports comme le basket sont pratiqués à khombole. Ils ont été construits dans les quartiers de Ngadiol et de Hanéne et ont été bien appréciés par les populations de ces quartiers car ils permettent aux jeunes de s'épanouir pleinement. Ces deux plateaux et le terrain municipal réfectionnés permettent aux jeunes khombolois de pratiquer plusieurs sports.

1.4 La gare routière

Elle est le seul projet qui a accusé du retard parmi les projets votés lors de la rencontre tenue à l'ENDSS. Jusqu'à présent ce projet n'a pas encore démarré et lors de nos enquêtes sur le terrain, les autorités locales nous font savoir qu'il y a eu des blocages au niveau du financement de ce projet. Mais elles ont entrain de négocier pour que les travaux démarrent le plus tôt possible.

CHAPITRE II : ETUDE DE CAS DE QUELQUES PROJETS DE DEVELOPPEMENT

I. Le projet hydro agricole

Ce projet s'élève à un coût global de plus 250 millions de FCFA financé aussi par le PADELU. Ce projet est situé dans le sous-quartier de Ngaye et englobe un espace de 20 ha. Ce terrain, à l'époque était attribué aux jeunes de la commune et faisait 07 ha dont les jeunes pratiqués certaines activités. Aujourd'hui, on y a ajouté 13 ha, d'où ce terrain de 20 ha, appartenant à l'ensemble de la commune, abrite aujourd'hui le grand projet hydro agricole. Ce projet est financé par le PADELU, mais pour son exploitation, la commune est accompagnée par le plan réva. Dans ce projet, les activités menées sont l'agriculture, la pisciculture et le maraichage. Pour que les cultures de contre saisons puissent développer, un forage bien équipé, 04 bassins et des conduites d'eau ont été construites avec un coût global de 147 704 000 FCFA. Les détails sont indiquées dans le tableau suivant :

Tableau 21 : construction d'un forage dans le périmètre hydro agricole

Caractéristiques	Coût initial en FCFA
-Infrastructures hydrauliques	
-forage 100 000 000 FCFA	
-04 bassins 30 000 000 FCFA	131 500 000 FCFA
-Conduites d'eau 1 500 000 FCFA	
Equipements et matériels maraichers	500 000 FCFA
Clôture en barbelé	8 204 000 FCFA
Semences maraichers	500 000 FCFA
Produits de traitements	500 000 FCFA
Formation des ressources humaines	200 000 FCFA
Coût du projet	147 704 000 FCFA

Source : enquête 2010

Ce forage est réalisé dans le périmètre hydro agricole pour faciliter son exploitation. Ce projet est inauguré depuis 2006 et les premiers exploitants se débrouillaient avec les moyens du bord. Ils remplissaient les bassins et utilisaient des arrosoirs pour alimenter les cultures. Ce

qui a été très difficile pour eux car le travail était très dur et les rendements étaient insuffisants par rapport à leurs attentes. Certains ne pouvaient même pas y avoir des bénéfices car ils leur était impossible de couvrir leurs frais après la vente de leurs récoltes.

Un an plus tard, la commune de khombole a signé un accord de partenariat avec le plan Réva, désormais à partir de cette date le plan Réva travail avec la commune de khombole dans le cadre de la revalorisation et de la bonne exploitation du périmètre hydro agricole.

Ce partenariat khombole/plan Réva a un peu soulagé les exploitants du périmètre hydro agricole car il a allégé leur travail en mettant à leur disposition un système de goutte à goutte sur 05 des 20 ha que couvre le périmètre. Donc seul les 05 ha aménagés avec la goutte à goutte sont en exploitation. Mais dès le début de l'hivernage cette installation a des problèmes car le réseau ne fonctionnait pas bien, ce qui a créé des blocages sur l'exploitation. Et ce n'est qu'en 2008 que ces installations détruites ont été refait. Ainsi le travail reprend normalement et les 05 ha sont alimentés par le forage.

Le travail est organisé car les 05 ha aménagés sont divisés en 36 parcelles dont chacune est labourée par trois (03) personnes.⁴⁹ La gérante nous fait savoir qu'elle travaille avec 04 GIE pour l'exploitation des 05 ha aménagés. Les cultures sont diversifiées car en dehors du goutte à gouttes, d'autres cultures sont pratiquées comme les tubercules. Comme prévu dans le contrat, les bailleurs distribuent des semences aux exploitants. Ces derniers, une fois les récoltes terminées, vendent leurs produits, remboursent les bailleurs le prix de la semence et gardent leurs bénéfices. Il est à noter aussi que ces quatre (04) GIE cotisent chacun une somme pour payer la facture d'électricité qui fait fonctionner le forage. Et puisque le réseau n'était pas bon, les exploitants paient des factures très chères.⁵⁰ Les difficultés reprennent car les coûts du travail sont excessivement chers. Durant l'hivernage de 2009, le réseau a été réformé et les travaux ont été suspendus.

L'Ecole Nationale des Cadres Ruraux de Bambey a également fait des tests avec quelques variétés et cela a donné de bons rendements, mais avec les difficultés rencontrées, cela n'a pas eu de suivi.

La pisciculture a été également démarrée par le plan Réva. C'était une phase test qui aujourd'hui a duré sept (07) mois et on n'a pas encore fait les premières récoltes de poissons.

⁴⁹ Entretien avec Khady Thioune Diop, gérante du projet

⁵⁰ Entretien avec quelques exploitants

Deux bassins sont en exploitation et chacun contient presque 1000 poissons. On les a entretenus dans de très bonnes conditions, ce qui a permis aujourd'hui d'avoir de gros poissons qui sont propres à la consommation. Selon l'avis du vétérinaire, ces poissons peuvent être récoltés et vendus.⁵¹

Malgré tout, de nombreuses difficultés sont notées et les exploitants interpellent les autorités locales à prendre des mesures d'urgences pour que khombole ne perde pas ce potentiel économique. Les exploitants indexent du doigt la gérante car selon eux, elle est affectée dans un domaine inconnu, elle ne sait rien de la gestion d'un projet déclarent les exploitants. Rien ne marche, tout est prit à la légère, ont-ils déclaré les exploitants et si on n'y prend pas garde, sous peu, le projet sera un vieux souvenir.

A ces difficultés, le maire de la commune Aboubacar Ba déplore le manque de participation des khombolois dans l'exploitation du périmètre hydro agricole. Les parcelles aménagées sont presque exploitées par des habitants des villages environnants comme leur mandiaye et NgayeII. Le maire, lors d'un entretien à la radio communautaire est allé jusqu'à même affirmer que les khombolois ne veulent pas travailler car une petite minorité d'entre eux bénéficie du projet hydro agricole dont l'objectif principal était de réduire le chômage à khombole et environ.

Entre autres difficultés rencontrées, on peut noter le manque de matériel agricole, l'insuffisance de l'électricité dus à un manque de partenaire financier.

Les exploitants trouvés sur les lieux lors de nos visites posent le problème de la gestion de ce projet. Selon eux la gérante évolue dans un terrain inconnu car elle a d'énormes difficultés pour faire fonctionner ce projet. Même la distribution des parcelles fait toujours l'objet de controverse et les exploitants souffrent énormément du fait de l'insuffisance en eau.

⁵¹ Entretien avec M Fall, vétérinaire à Khombole

Tableau 22 : les difficultés rencontrées

1	Insuffisance des ressources financières
2	Manque de moyens matériels
3	Faible niveau d'étude du gestionnaire
4	Difficulté de la maintenance, de la gestion et de la suivie des infrastructures
5	Retard et non respect des engagements pour la distribution des parcelles
6	Coût très chers de la facture d'eau et d'électricité

Source : enquête sur le terrain

L'action de concrétisation de ce projet a été meilleur à khombole car elle fait partie des 10 communes qui ont bien gérées ce projet. Ces 10 communes, sélectionnées ont par la suite bénéficié d'un autre projet dans le but d'augmenter leurs revenus. A la fin du projet PADELU, le reliquat devait être destiné aux financements économiques au niveau des 10 communes sélectionnées. Cet argent est un fonds de garanti déposé à la CNCAS (Caisse Nationale de Crédit Agricole de Sénégal).

Le projet PADELU dans son volet MAEU (Micro Activité Economique Urbaine) a été bénéfique pour khombole. L'Etat du Sénégal a eu des relations avec l'UE (Union Européenne), qui initie un programme d'appui au développement local urbain avec un volet MAEU pour réduire la pauvreté au Sénégal dans le cadre de la décentralisation. Son but est de permettre aux acteurs d'avoir un accès durable à ses services d'appui financiers. La mise en place d'un crédit communal a été négociée durant ces activités pour permettre aux communes d'être un peu autonome.

Le FSCM (Fédération des Sociétés Coopératives Mutuel du Sénégal) et la CNCAS, pour lutter contre la pauvreté facilitent l'accès aux financements de ses membres.

1. Activités éligibles aux fonds de garanti du PADELU

Ces activités sont la santé, la poterie, le commerce, l'élevage, l'agriculture. Le PADELU est un projet financé par la commission européenne qui s'inscrit dans le cadre de la réduction de la pauvreté. L'un des ces axes majeurs est le MAEU qui vise l'accès durable des

acteurs économiques locaux aux services d'appui financiers et nécessaires à leur épanouissement.

L'ONUD est chargé d'exécuter cette composante MAEU du PADELU. Les objectifs de cette composante visent à la fois à renforcer les capacités des micros et petites entreprises à identifier et à mener leurs projets économiques et renforcer les capacités de la commune à encadrer ces dynamiques. L'intervention porte sur les 10 communes suivantes : Guédiawaye, Thiaroye, Yeumbeul nord, Pout, Khombole, Louga, Dioffior, Passy, Nioro, Sédhiou.

La facilitation de l'accès aux financements pour les populations locales ciblées est leur but premier. L'objectif spécifique de l'intervention passait par un dispositif d'accompagnement financier pérenne, cohérent, participatif, impliquant tous les acteurs à la base et permet une bonne couverture de la demande. Le FSCM recherche cependant tous les appuis complémentaires qu'il peut trouver pour consolider le fonctionnement et les savoirs faire d'un dispositif encore jeune.

2. Circuit de procédure

Pour bénéficier d'un financement, il faut fournir les papiers suivants :

- Un dossier de demande de finance et de cautionnement élaborée par une entreprise ou un groupement d'affaire
- Une copie de la demande de financement et de cautionnement déposée au niveau des services communaux d'animation économique.

Après réglage de toutes ces procédures, le FSCM transmet la requête qu'elle a approuvé au siège de la CNCAS pour demander l'accord de crédit sollicité.

Le CCDE (Comité Communal de Développement Economique) initié par le maire grâce à l'arrêté n°11 /06/C KH, portant création à la CCDE. Une réunion élargie s'est tenue avec les élus locaux, les représentants du CCDE de Dakar et d'autres techniciens. A cette réunion, on a convoqué tous les groupements et on les a demandé ceux qu'ils veulent faire. Le responsable de chaque groupement présente ses projets comme l'indique le tableau suivant.

Tableau23 : demande de financement des groupements

GROUPEMENTS	QUARTIERS	CREDIT S DEMANDES en FCFA
Menuisier métallique	Khombole	5 000 000
Teinturier	Khombole	4 000 000
Henné	Keur Macodou	20 000 000
Aviculture	Keur macodou	6 500 000
Menuisier de bois	Khombole	5 000 000
Maraicher	Khombole	7 000 000
Potière	Ndiayenne Gouye, Guinaw Rail	5 000 000
Tanneuses	Ndiayenne Gouye, Hanene	15 000 000
Eleveur	Khombole	71 000 000
Tailleur	Khombole	6 200 000

Source : issue de la réunion du 04 octobre présidée par le maire

Parmi ces groupements, seuls ceux qui sont formels doivent pouvoir bénéficier de crédits. Les GIE henné, éleveur, agriculteur et maraicher sont les quatre premiers groupements formels donc les premiers à avoir des financements. Ces financements se présentent comme suit :

Tableau24 : financement des groupements

GROUPEMENT	MONTANTS FCFA	DURES (MOIS)
Eleveur	10 000 000	24
Aviculture	6 586 310	18
HENNE	4 412 000	18
Maraicher	3 000 000	18
Total	23 998 500	78

Source : document financier de la commune

La cérémonie de remise symbolique de chèque aux quatre groupements d'affaires de khombole est organisée le 29 novembre 2000 à 16h à la mairie avec les représentants des personnalités suivantes

- Madame le ministre de l'élevage
- Monsieur le maire de la commune de khombole
- Représentant des GIE

Chacun des quatre(04) GIE a reçu la somme demandée ce jour. Les membres des groupements ont manifesté un dévouement et un engagement sans faille car cet argent n'est pas un fonds perdu, mais remboursable sur un délai de deux (02) ans au minimum. Un entretien tenu avec les présidents nous permet d'avoir un aperçu sur le fonctionnement de chaque groupement. Les éleveurs ont acheté des moutons et des bœufs puisque ce GIE évolue dans ce domaine, les maraichers et ceux de l'henné dans l'agriculture et le GIE de l'aviculture dans l'élevage de la volaille. Les maraichers et le GIE de l'aviculture sont essentiellement constitués de femmes et celui des éleveurs et de l'henné constitués uniquement d'hommes, chacun évolue dans le domaine où il se sent plus à l'aise. On organise fréquemment des réunions pour veiller au bon fonctionnement des enclos et des bêtes nous déclarent Alioune Badara Thiam, président du GIE des éleveurs. Il en est ainsi pour les autres groupements, le début du travail est bien organisé et tout se passe comme prévu. Personne ne manque les réunions et chaque membre respecte l'heure à laquelle il doit passer pour s'acquitter correctement des tâches. « Malgré quelques contraintes de temps et de mauvaises gestions dues au manque de formation des membres dans le domaine de l'aviculture, tous nos travaux se passent dans de très bonnes conditions », affirme la présidente du groupement des aviculteurs. Lors de cet entretien avec cette dernière, elle nous fait savoir qu'elle a participé à beaucoup de projets de ce genre, donc elle est dans un terrain qu'elle maîtrise bien. Et ses membres respectent ses conseils, son GIE fera de bons résultats et remboursera la somme empruntée dans les délais prévus par les bailleurs. Après quelques mois de durs labeurs les (04) quatre GIE ont commencé à déposer leurs premiers remboursements.

3. Remboursements des groupements

Les quatre groupements bénéficiaires du fonds de garanti par la FSCM effectuent leurs premiers remboursements indiqués dans le tableau suivant :

Tableau25: premier remboursement

GROUPEMENT	DECEMBRE	JANVIER	FEVRIER	MONTANT
Maraicher	183 359	183 359	183 359	550 077
Henne	208 000	208 000	208 000	624 000
Aviculture	-	1 200 000	-	1 200 000
Eleveur	-	-	1 896 000	1 896 000
Total	391 359	1 591 359	2 287 359	4 270 077

Source : document financier de la commune

Les données du tableau montrent qu'aucun groupement n'a encore versé la somme empruntée durant ces trois premiers mois de versements. Et d'après nos enquêtes se sont les derniers versements déposés par les quatre GIE nous fait savoir M Cheikh Anta Seul, chargé de l'animation au niveau de la municipalité. De l'avis des présidents des GIE, il y'a eu des blocages au niveau de leurs structures et ces derniers mènent certes des activités mais pas comme au début. Certains membres ne sont plus ni réguliers aux réunions organisées, ni s'acquittent pleinement les tâches qui leurs sont dévolues. Comme toute structure en faillite, le président assure l'essentiel du travail.

A ces difficultés, s'ajoute la mauvaise gestion et le découragement de certains de leurs membres qui ne respectent plus leurs engagements.

Malgré toutes ces difficultés, ce financement du PADELU est bénéfique pour tout khombole car il a réduit le chômage et constitue une source de revenue pour beaucoup de khombolois, qui espèrent que le blocus soit levé et les activités reprennent dans leurs cours normales.

Une rencontre sur les modalités de paiements est organisée avec la présence des bailleurs de fonds et des responsables des groupements d'affaires de la commune pour une meilleure information. Plusieurs rencontres se suivent, à l'ENA (Ecole Nationale d'Administration) et à la maison de la culture de Douta Seck. Des efforts sont entrain d'être fait pour que les activités redémarrent. Au cours de ces dernières rencontres, le problème semble être réglé et les activités des différents groupements reprennent. Le 30 juin 2009 un

deuxième remboursement est effectué, mais le coût global à versé n'est pas encore effectué. Il reste encore d'autres versements pour que la somme empruntée soit définitivement remboursée aux bailleurs.

II. L'OCB de Guinaw Rail

Il est une structure qui regroupe le GIE diegg, l'école de foot et le Club UNESCO aide aux jeunes. Son siège se trouve au sein du quartier de Guinaw rail et assure la coordination des activités de différents groupements. Il a fait ses preuves dans la concrétisation de beaucoup de projets dans les domaines de l'éducation et du sport grâce à l'aide de l'UNESCO et de beaucoup de partenaires au développement. Les premières activités de jardinage combinées aux cotisations des différents membres ont mobilisé un somme de 200 000 FCFA. Cette somme a permis d'ouvrir un compte au CMS (Crédit Mutuel du Sénégal) et de pouvoir mener d'autres activités de revenus.

Cet OCB a été mis en place et fonctionne normalement depuis les années 2000 mais ses premiers jalons ont été posé depuis les années 1974 par des jeunes du quartier.

EN 2002, il a bénéficié d'un financement de 5 000 000 FCFA venant de l'UNESCO en partenariat avec l'ambassade de France. Ce financement a beaucoup contribué à l'avancé des activités du l'OCB. Cela a permis de démarrer les activités du Club, du groupement des femmes de l'école de foot et la location d'une maison qui sert de siège à cet organisme. Au sein de ce siège, nous avons :

- Une salle informatique bien équipée pour permettre aux jeunes du quartier et de la commune de s'initier aux NTIC.
- Une garderie d'enfants permettant aux tous petits de faire leur préscolaire. Cette garderie travaille en parfaite collaboration avec l'école 4 et chaque enfant ayant l'âge d'aller à l'école est directement inscrit.
- Deux salles sont aménagées pour permettre aux élèves des classes d'examen de pouvoir réviser dans de très bonnes conditions.

Un personnel très dynamique est recrutée pour assurer le bon fonctionnement de ce centre dénommé Centre d'Insertion d'Education et de Loisir (CIEL).

Le Club organise des sorties pédagogiques, des cours de vacances, des débats des conférences. Dans le cadre de la coopération décentralisée, le Club UNESCO de Guinaw rail est jumelé avec le Club UNESCO de Toulouse. Ce jumelage a récolté ses fruits car en 2009 des jeunes du quartier ont répondu au jumelage retour à Toulouse. Le Club bénéficie beaucoup de ce partenariat car, il reçoit régulièrement des dons de livre et d'équipements sportifs. Ce qui assure l'équipement de la garderie et le bon fonctionnement de l'école de foot.

Grâce à l'école de foot, la relève de l'équipe du quartier est toujours assurée et de nombreux jeunes de la localité sont recrutés dans les écoles de foot bal du pays. Par exemple nous avons un jeune qui évolue au centre de formation de diambar à Mbour, deux qui évoluent à Niari Tali et beaucoup d'autres jeunes dans le championnat sénégalais.

Toujours pour obtenir leur autonomie et mener à bien ses activités, le Club a encore bénéficié d'un autre financement d'un coût global de 37 000 000 FCFA, destiné à construire et à équiper un centre multifonctionnel. En plus des activités qui y seront menées, ce centre sera en même temps le siège du Club. Il est logé dans un terrain attribué par la municipalité car cette structure participe à l'avancé de la commune. C'est une initiative certes mis sur pied par les jeunes d'un seul quartier mais, elle sera bénéfique pour tout khombole.

Le Club UNESCO aide aux jeunes de Guinaw Rail a beaucoup contribué à la formation professionnelle et intellectuelle des jeunes de la localité.

En somme l'OCB de Guinaw Rail est un bel exemple à suivre pour le développement participatif du quartier en particulier et de la commune en général. La mise en place d'une garderie pour suivre les enfants depuis le préscolaire entre dans la logique de la décentralisation et du développement local qui veulent que le développement soit endogène et provient des populations locales.

III. L'impact des projets sur le développement local

Malgré les difficultés rencontrées, les projets sont bénéfiques pour tout khombole car ils ont réduit le chômage et constituent l'une des sources de revenus de beaucoup de khombolois.

L'intérêt de ces projets se traduit par la création de nombreux emplois surtout en direction des femmes et des jeunes. Cette forte présence des jeunes et des femmes dans les projets au niveau local traduit leur engagement dans la mise en place des GPF et des GIE dans

les domaines de la production. Sur un total de 150 ménages enquêtés, 65% sont membres d'une structure de développement local(OCB) et plus de 80% sont d'avis que les projets peuvent enclencher un processus de développement à khombole. Les premiers actes concrets posés par ces derniers commencent à récolter ces fruits et tout khombole y gagne.

Par exemple, les revenus tirés de l'exploitation du projet hydro agricole permettent de nourrir plusieurs familles et ce projet emploie aussi une main-d'œuvre importante. Activités créatrices d'emplois avec les femmes revendeuses qui approvisionnent le marché local, le projet occupe une bonne partie de la population et constitue l'une des sources de revenus de nombreuses femmes.

L'aménagement des sites de production, leurs équipements, la transformation et l'octroi de financement constituent les avantages partagés par l'ensemble des acteurs enquêtés. Ils encouragent les efforts consentis par le PADELU qui leur a permis de bénéficier d'une grande exploitation agricole. Si les activités agricoles et la pisciculture marchent normalement, le marché de khombole sera bientôt inondé de poissons et de légumes. Force est de constater que ce site ne peut pas accueillir tous les acteurs qui veulent travailler d'où un appel à son extension et à la création d'autres sites d'exploitation qui répondent aux attentes des khombolois.

Le décor de la commune a changé depuis l'arrivée des partenaires au développement. Le marché central dans ces nouveaux habits donne l'image d'un centre commercial. L'éducation a connu un essor remarquable et le pari de la scolarisation des filles est gagné à khombole. L'éducation de base est soutenue depuis le préscolaire en passant par l'élémentaire avec la construction de salles de classes et l'augmentation du matériel didactique. Cela a eu des répercussions sur le moyen et le secondaire car chaque année le Lycée Coumba Diack Gueye fait de bons résultats au BFEM et au baccalauréat.

La construction de 1,5 kilomètre de route facilite la libre circulation des motos Jakarta et des taxis. A cela s'ajoutent de nombreuses pistes latéritiques qui font que khombole communique aisément avec les villages environnants.

L'intérêt stratégique de ces projets amène les populations locales à proposer des modèles de développement comme c'est le cas des jeunes de Gui naw rail, réunis au sein d'un Club UNESCO pour contribuer à l'avancé de leur quartier.

Grace à ces projets, chaque acteur intervient dans la commune d'où la nécessité de disposer d'une bonne information et d'assurer la suivie du développement économique.

CONCLUSION GENERALE

Au terme de notre étude, nous pouvons retenir que le développement local est un projet qui suscite la participation effective de tous les citoyens. La politique de décentralisation telle que appliquée au Sénégal considère les collectivités locales comme des cadres privilégiés pour la mobilisation des ressources financières et humaines pour prôner un développement économique local.

A cet effet, la loi du 22 mars 1996 semble achevée le processus de la décentralisation enclenché au lendemain des indépendances et qui responsabilise les collectivités locales. Le transfert des compétences qui s'en suivent ainsi que la mise en œuvre de la bonne gouvernance, contribuent remarquablement à accroître le champ d'implication des acteurs dans la gestion des affaires publiques locales.

C'est seulement au regard des rapports entre acteurs, leur volonté de se connecter les uns des autres, de réfléchir autour de véritables enjeux, qu'on peut apporter des éléments de réponses aux principales questions rencontrées.

Au niveau de la commune de khombole, tous les acteurs sont en décadences en termes de compétitivité et de productivité. Les élus locaux sont indexés par les acteurs économiques et sociaux, à tort ou à raison de par sa mauvaise politique de promotion, d'accompagnement, d'encadrement et de protection des activités de la commune. L'imputation de cette responsabilité s'explique aussi par l'insuffisance du budget de la commune

Aujourd'hui, malgré cette panoplie de lois sur la décentralisation et l'existence d'immenses potentialités humaines et économiques, la commune tarde à asseoir les bases nécessaires et efficaces pour sortir sa population de la pauvreté. Cette situation est en grande partie due au manque de formation et d'information, sur le rôle et la responsabilité des différents acteurs dans la mise en œuvre du développement local. La participation de la population à la vie de la cité, au regard des dispositions juridiques et institutionnelles de la décentralisation, est toujours laissée en rade. Il s'en suit une léthargie de la plupart des responsables en termes d'initiatives pour la mobilisation des ressources pour le financement du développement local. Les acteurs locaux khombolois attendent l'appui des partenaires au développement et de l'Etat à travers les fonds de concours et de dotation. Or les populations devraient compter sur leurs propres ressources locales pour asseoir un développement durable. Ce qui constitue un obstacle majeur bloquant le processus du développement.

C'est pour cette raison que la synergie de tous les acteurs constitue un préalable pour toute réussite de développement économique local.

Conscients des difficultés, les acteurs locaux, en collaboration avec les partenaires au développement se sont fixés certains objectifs afin d'arriver à terme de leur mission grâce à l'harmonisation de leurs efforts en créant un cadre de concertation adéquat, mais aussi en instaurant un cadre technique d'éclaircissement du rôle de chaque acteur.

En dépit de quelques obstacles rencontrés, les acteurs locaux khombolois avec l'appui des partenaires, sont toujours à la recherche effrénée des moyens financiers et techniques pour bouter son développement. Mais les conséquences néfastes de la crise financière actuelle risquent de ralentir le processus du développement et par conséquent aggravent les conditions de vie des populations.

Axé sur la problématique de la décentralisation et du développement local, ce mémoire a permis d'appréhender la complexité constructive des acteurs de base aux projets de développement endogène.

Les résultats de nos enquêtes ont confirmé nos hypothèses de recherches. En effet, l'insuffisance des moyens financiers, la non prise en compte de la participation des acteurs et de la bonne gouvernance handicapent la mise en œuvre des politiques de la décentralisation et du développement local.

Il est cependant et sans nul doute intéressant de revenir sur certaines exigences de la décentralisation et du développement local, c'est-à-dire le partenariat, la concertation et la collaboration sur les principaux problèmes de la collectivité par les populations elles même. La recherche de solutions conformes à l'intérêt général tout en prenant en compte les préoccupations des couches les plus défavorisées. C'est pour cette raison que la mise en synergie de tous les acteurs constitue un préalable pour la réussite du développement économique local.

Toutefois, le développement local n'est pas un objectif final à atteindre, mais un processus qui s'élabore et se transforme de jour en jour dans les nouveaux laboratoires de la société que sont les territoires, comme le pense Brunet. Il est donc un combat perpétuel contre la pauvreté et chaque bataille gagnée constitue un acquis pour asseoir un développement durable qui répond aux besoins actuels et des générations futures.

Comme tout travail scientifique, ce mémoire admet des limites. Mais les recommandations que nous formulons vis-à-vis de la commune pourront constituer des éléments de réponse à la problématique du développement économique local de la commune de Khombole.

BIBLIOGRAPHIE

OUVRAGES

- 1) BLANC (J), REMOND (B),-Les collectivités locales, Paris, Presse des Sciences Po DALLOZ, 1995, 699p.
- 2) COLL (JL), Les services urbains liés à l'environnement, entre mondialisation et participation, regard croisé Sénégal/Maroc, Acte du colloque international (UNESCO, 5-7 mai 2004), pp 190-194.
- 3) Dictionnaire critique : les mots de la géographie.
- 4) DIOP (MC), DIOUF (M),-Enjeux et contraintes politiques de la gestion municipale, Bordeaux, Centre d'Etude d'Afrique Noire, 1990, 36p.
- 5) DIOP (OS),- Karim, NEA, Paris, 1948, 122p.
- 6) DOLL Fus, cité par Amadou Diop in Ville et Aménagement du territoire au Sénégal, Thèse d'Etat présenté en 2003-2004, 404.
- 7) DOUENCE (C),- La commune : connaissance du droit, Paris Dalloz, 1994, 136p.
- 8) DURKHEIM (E),- les règles de la méthode sociologique, Paris, PUF, pp 141-144.
- 9) ETONQUE (RM), ROHCE (H), MAOUAFO (D),-Dictionnaire des termes géographiques contemporains, 2002, 343p.
- 10) GOITA (M), « jeu de pouvoir entre les différents acteurs de la décentralisation en Afrique de l'Ouest » in COLL (JL), (éd) op. CIT, 2005, pp113-115.
- 11) GREFFE (X), cité par GUESNIER (B)- in développement local et décentralisation en Afrique, Paris, Edition Régionale Européenne, 1986, 278p.
- 12) GUESNIER (B), Développement locale et décentralisation, Paris, Edition Régionale Européenne, 1986, 278p.
- 13) MOTORA (F), 1996-Gouvernance locale et développement durable, pp81-91, in Aménagement du territoire et développement durable ; quelles intermédiations ? Paris, Harmattan, GRPT.
- 14) NGUIMBOCK (SP), Initiation générale au management des territoires, notre vision du 21^{ém} siècle, 202p.

15) OSMONT (A), La Banque Mondiale et ses villes. Du développement à l'ajustement, Paris, Kartala, 1995.

16) PINI (R), -Institutions administratives, Marseille, Presse Universitaire d'AIX-Marseille, 1995, pp109-112.

17) ROMI (R), Les collectivités locales et l'environnement, Paris, Edition Locale de France, 1998, 149p.

THESES ET MEMOIRES

1) CAMARA (F), 2009-Lutte contre la tuberculose au Sénégal de 1924 à 1985, mémoire de maîtrise, UCAD, 47p.

2) DIAOUNE (A), 2007,-Décentralisation et développement local au Sénégal : bilan à travers la région de Kaolack, thèse, UCAD, 371p.

3) DIOP (A), 1995,-Etude de la qualité de l'eau dans le district rural de Khombole, thèse Pharm. n°41, UCAD, 132p.

4) DIOP (M), 2004,-Décentralisation et développement local : cas de la commune d'arrondissement de Diender Guedj, mémoire DEA, 71p.

5) DIOUF (S), 2006,-Gouvernance territoriale et développement local, cas de la communauté rurale de Koussanar, thèse, UCAD, 86p.

6) DRAME (C), 2008-Gestion de la commune de Sédhiou : l'ensemble des acteurs du développement, mémoire de maitre, UCAD.

7) FALL (O), 2010-2011,-Portée contributives et limites des acteurs dans le développement économique local : cas de la commune de Saint Louis, mémoire de fin d'étude à l'ENEA, pp1-5.

8) FAYE (K), 2001,-Décentralisation et développement locale : le cas de la commune de Diofior, mémoire de maitrise, UCAD, 92p.

9) LY (A), 1989-Pratique de l'allaitement maternel et du sevrage, implication socioculturelle et nutritionnelle : étude sue trois ethnies de la zone de khombole, thèse Med n°40, UCAD, 107p.

10) MAR (PL), 2007-2008,-Décentralisation et développement local : étude de cas de la commune de Foundiune, mémoire de maitrise, UCAD, 171p.

- 11) NDAO (S), 2007,-Evolution des connaissances pratiques et couvertures dans les zones d'interventions du projet tuberculose-malaria de l'ONG plan à Khombole, Nioro et Iouga, thèse N°68, UCAD.
- 12) NIANG (D), 2007-Gouvernance locale, maîtrise d'ouvrages communaux et stratégies de développement local au Sénégal : l'expérience de la ville de Saint Louis, pp10-18.
- 13) SAMBA (PC), 2004,-Décentralisation et développement local de la communauté rurale de Gorée, mémoire DEA, UCAD, 111p.
- 14) SAMBA (PC), 2007, -Le développement local à l'épreuve de la décentralisation : cas de la communauté rurale de Mont-Rolland, thèse 3^{ème} cycle, UCAD, 302p.
- 15) SECK (EW), 2008,-Le rôle des ONG dans le développement local : cas de la communauté rurale de PAL marin, thèse, UCAD, 107p.
- 16) SOW (M), 2007-2008,-Acteurs locaux et développement décentralisé participatif dans la commune de Fatick, Mémoire de maîtrise, UCAD, 97p.

ARTICLES, MAGAZINES, RAPPORTS, REVUES

- 1) Centre National de Recherche Scientifique ; régionalisations et développement, Paris, 1968, seconde édition, 286p.
- 2) Code des collectivités locales
- 3) Jeune Afrique hors série n°18 : l'Etat de l'Afrique, 2008.
- 4) Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH).
- 5) Recueil de textes de la décentralisation, février 1997, République du Sénégal.
- 6) République du Sénégal : Décrets d'application des textes de lois de la décentralisation

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : répartition des ménages par quartier	21
Tableau 2 : répartition de la population par quartier	31
Tableau 3 : superficie des quartiers	34
Tableau 4 : la densité.....	34
Tableau 5 : répartition de la population par âge	35
Tableau 6 : effectifs des écoles élémentaires	44
Tableau 7 : éclairage public	47
Tableau 8 : répartition des conseillés par quartier.....	55
Tableau 9 : niveau d’instruction selon le service	55
Tableau 10 : évolution du budget	58
Tableau 11 : avis sur le fonctionnement de la commune	59
Tableau 12 : dépenses de fonctionnement.....	60
Tableau 13 : recettes de fonctionnement.....	61
Tableau 14 : recettes d’investissement.....	62
Tableau 15 : avis sur le fonctionnement de la commune	67
Tableau 16 : niveau d’instruction.....	69
Tableau 17 : la décentralisation peut-elle améliorer les conditions de vie	72
Tableau 18 : nombre de personnes qui paient l’impôt	74
Tableau 19 : axes spécifiques pour améliorer le développement économique local	76
Tableau 20 : les acteurs de développement local	82
Tableau 21 : construction d’un forage.....	92
Tableau 22 : difficultés rencontrées	95
Tableau 23 : demande de financement des groupements.....	97
Tableau 24 : financement des groupements	97
Tableau 2 : premier remboursement	99

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1 : évolution de la population de 1960 à 2010	30
Graphique 2 : répartition de la population	32
Graphique 3 : répartition de la population par ethnie.....	35
Graphique 4 : diagramme des catégories socioprofessionnelles	54
Graphique 5 : répartition des conseillés par quartier.....	56
Graphique 6 : évolution du budget.....	58
Graphique 7 : avis sur le fonctionnement de la commune	68
Graphique 8 : maîtrise des concepts.....	69
Graphique 9 : niveau d’instruction de la population	69
Graphique 10 : La décentralisation peut-elle améliorer les conditions de vie	72

LISTE DES CARTES

Carte 1 : Localisation de la commune	24
Carte 2 : La densité de la population.....	33
Carte 3 : La répartition des infrastructures.....	41

TABLE DES MATIERES

Avant propos.....	1
Liste des acronymes	2
Introduction générale.....	4
1. Problématique.....	8
1.1. Contexte	8
1.2. Justification	11
1.3. Les objectifs	12
1.3.1. Objectif général	13
1.3.2. Objectifs spécifiques	13
1.4. Hypothèses de recherche	13
2. Discussion des concepts	13
3. Méthodologie de recherche	19
3.1. La recherche documentaire	19
3.2. Le travail de terrain	20
3.3L'échantillonnage.....	20
3.3.1. La taille de l'échantillon.....	20
3.3.2La technique d'enquête	21
3.4. Traitement des données.....	22
3.5. Les difficultés rencontrées	22
PREMIERE PARTIE : présentation de la zone d'étude.....	23
CHAPITRE I : La commune de Khombole dans la région de Thiès	25
I. Présentation de la zone d'étude	25
1. Situation	25
2. Limite	26

II. Historique et cadre physique.....	26
1. Historique	26
2. Cadre physique.....	27
2.1. Le climat.....	27
2.2. Les sols	28
2.3. La faune et la flore	28
CHAPITRE II : Les potentialités socio-économiques.....	30
I. Les aspects humains	30
1. Evolution de la population de 1960 à 2010.....	30
2. La population active	31
3. La répartition de la population par quartier.....	31
4. La répartition de la population dans l'espace habitable	34
5. La répartition de la population par âge.....	35
6. Les flux migratoires	36
II. Les activités économiques.....	36
1. Les activités primaires.....	36
1.1. L'agriculture.....	36
1.2. L'élevage.....	37
2. Les secteurs secondaires.....	38
2.1. L'artisanat.....	38
2.2. L'industrie	39
3. Le secteur tertiaire	39
3.1. Transport	39
3.1.1Transport ferroviaire	39
3.1.2. Transport routier.....	40
4. Le tourisme.....	40
5. Le commerce	40

III. Les infrastructures	40
1. Le domaine social.....	42
2. Le domaine sanitaire	42
3. Le domaine éducatif.....	43
4. Les secteurs sportif, culturel et les loisirs	45
5. Le réseau d'eau.....	46
6. Le réseau électrique.....	47
7. Transport et voirie	48
8. Urbanisme et habitat.....	48
9. Environnement et gestion des ressources naturelles	49
10. Poste et télécommunication.....	50
DEUXIEME PARTIE : La gestion des affaires locale et les conditions mises en œuvre pour une bonne politique locale	51
CHAPITRE I : Place des élus locaux	53
I. Mode de fonctionnement	53
1. Organisation du bureau municipal	53
2. Le conseil municipal	54
2.1Composition du conseil municipal.....	54
2.2. Niveau d'instruction selon le service	57
II. Analyse du budget	57
1. Les dépenses de la commune	59
1.1. Les dépenses d'investissements	59
1.2. Les dépenses de fonctionnements	60
2. Les recettes de la commune	61
2.1. Les recettes de fonctionnement.....	61
2.2. Les recettes d'investissement	62
3. Les fonds de dotation	62

4. Etude du PIC	63
4.1. Comment élaborer un PIC.....	63
4.2. Les grandes orientations du PIC.....	64
CHAPITRE II : Les conditions mises en œuvre pour une bonne politique de développement local	67
I. Implication de la population dans la gestion.....	67
1. La synergie des acteurs	67
2. L'importance de l'information	68
II. Les perspectives locales pour le développement	70
1. L'implication de la société civile dans la préparation du budget.....	71
2. Une plus grande responsabilité des collectivités locales.....	71
3. Promouvoir l'intercommunalité	73
4. Augmentation des moyens matériels de la commune	73
5. L'application stricte de sanctions prévues par le code général des impôts	74
6. Développer un esprit partenarial local	74
7. Renforcer la politique de la bonne gouvernance	75
III. Les opportunités de la décentralisation	76
1. Dans le domaine socio-économique.....	77
2. Dans les domaines politiques et administratifs	78
TROISIEME PARTIE : Identification des acteurs en jeu et leurs réalisations dans le développement économique local.....	81
CHAPITRE I : LES ACTEURS EN JEUX DANS LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE LOCAL	82
I. Identification des acteurs	82
II. La contribution des acteurs dans le développement local	83
1. La commune	83
2. Les délégués de quartier.....	85
3. Les ONG	85

4. Les GIE	86
5. Les ASC	86
6. L' APE.....	87
7. Les GPF.....	88
8. Les partenaires au développement	88
9. L'ARD.....	89
III. Etat des lieux sur le jeu des acteurs	89
1. Les réalisations du PADELU	89
1.1. La réhabilitation des écoles	90
1.2. La réfection de la voirie	91
1.3. Construction de plateaux multifonctionnels.....	91
1.4. La gare routière	91
1.5. Le projet hydro-agricole.....	92
1.6. Activités éligibles aux fonds de garantis du PADELU	95
1.7. Circuit de procédure	96
8. Remboursement des GIE.....	98
2. L'OCB de Guinaw Rail.....	100
IV.L'impact des projets sur le développement local.....	101
CHAPITRE II : ETUDE DE CAS DE QUELQUES PROJETS DE	
DEVELOPPEMENT	92
I. Le projet hydro agricole.....	92
II. L'OCB de Guinaw Rail	100
III. L'impact des projets sur le développement local	101
CONCLUSION GENERALE	104
Bibliographie.....	108
Liste des tableaux	111

Liste des graphiques.....	112
Liste des cartes.....	113
Table des matières	114
Annexe	119

ANNEXE